

MAIRIE
DE
LE GRAND-SERRE



Mairie du Grand-Serre
Le Bourg
26530 LE GRAND-SERRE
Tel: 04 75 68 83 71
Fax: 04 75 68 85 96

P.L.U.

LE GRAND-SERRE

1. RAPPORT DE PRESENTATION

Délibérations	Modifications	
	Date	Objet
Prescription :		
Arrêt du projet :		
Approbation :		

Sommaire

Introduction	3
1ère PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL	4
1 Analyse sociodémographique	5
1.1 La population	5
1.2 Le logement	12
2 Analyse économique	19
2.1 Activités communales	19
2.2 Tourisme	22
2.3 Agriculture	28
3 Analyse des équipements et services	32
3.1 Equipements	32
3.2 Etat des lieux et besoins	35
4 Analyse des infrastructures	37
4.1 Réseaux techniques	37
4.2 Un projet d'infrastructure : l'implantation d'éoliennes	38
4.3 Infrastructures de communication	39
2ème PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	45
5 Analyse de l'environnement et du paysage	46
5.1 Le milieu physique	46
5.2 Le milieu naturel	49
5.3 Les risques environnementaux et les nuisances	55
5.4 Le paysage	69
6 Analyse du tissu urbain	74
6.1 Structure urbaine	74
6.2 Les grandes entités du territoire	94
7 Dynamiques et fonctionnement urbains	106
7.1 Vision prospective du développement urbain	106
7.2 Disponibilités foncières : analyse du POS	109
3ème PARTIE : EXPOSE DES CHOIX D'AMENAGEMENT	111
8 Enjeux issus du diagnostic	112
9 Traductions graphiques et réglementaires	119
9.1 Du PADD à la transcription graphique et réglementaire du PLU	119
9.2 Définition et descriptions des zones du PLU	131
9.3 Dispositions graphiques particulières	136
9.4 Autres dispositions graphiques	153
9.5 Bilan des surfaces du PLU	154
4ème PARTIE : PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT	155
10 milieu naturel	156
10.1 Paysages et sites naturels	156
10.2 Gestion de l'eau	159
10.3 Maîtrise de l'urbanisation	160
11 environnement humain	162
11.1 Risques et nuisances	162
11.2 Modalités de définition des zones urbanisables	165
11.3 Politique de l'habitat	177
11.4 Patrimoine bâti	180
11.5 Politique économique	183
11.6 Politique des transports et de la circulation	184
Lexique	186

Annexe

INTRODUCTION

La révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été prescrite le 4 février 2005 par délibération du conseil municipal. Le précédent Plan d'Occupation des Sols a été approuvé le 26 septembre 1997, et la dernière modification date du 15 novembre 2001.

Le rapport de présentation du PLU débute par un diagnostic territorial, c'est-à-dire une analyse socio-démographique, économique, environnementale et morpho-paysagère conduisant à la mise en évidence d'enjeux et d'une problématique territoriale.

Présentation générale de la commune

La commune du Grand-Serre se situe en limite nord du département de la Drôme, à 47 km de Valence. C'est le chef-lieu du canton.

La commune se trouve dans la vallée de la Galaure, affluent du Rhône serpentant le long de la RD51. Elle tire son nom de la particularité de son relief : le vieux-bourg s'est construit au sommet de la colline, autour duquel s'est peu à peu développée l'urbanisation. Cette butte étroite allongée d'est en ouest présente des versants à pentes fortes et surplombe deux vallons, celui de la Galaure et celui du Galaveyson. Au nord s'étend une zone de plateaux appelée le plateau de Chambaran.

Le Grand-Serre regroupe un certain nombre de services et commerces.

La commune comptait 735 habitants au recensement INSEE de 1999, et s'étend sur une superficie de 2 474 Ha.

Cadre institutionnel

Administrativement, la commune est le chef lieu d'un canton de 11 communes : Saint-Sorlin-en-Valloire, Hauterives, Épinouze, Lapeyrouse-Mornay, Lens-Lestang, Moras-en-Valloire, Manthes, Montrigaud, Saint-Christophe-et-le-Laris, Tersanne.

Couvrant le secteur de la vallée de la Galaure, le Syndicat Interdépartemental du Bassin de la Galaure (SIBG) dispose de compétences dans les domaines suivants : l'eau, entretien des rivières et des zones humides et SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif).

La mise en place d'une Communauté de communes est en cours de finalisation. Elle sera effective courant 2010 et regroupera les communes suivantes : le Grand Serre, Hauterives, Saint-Martin d'Août et Tersanne.

La commune n'est pas concernée par un SCOT.

1^{ERE} PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL

1 ANALYSE SOCIODEMOGRAPHIQUE

1.1 La population

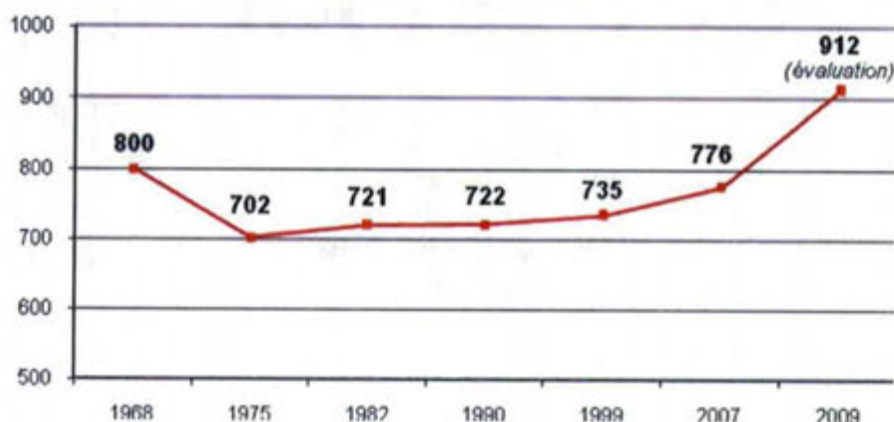
1.1.1 Evolution générale de la population

Une population qui augmente malgré un solde naturel nul

Lors du dernier recensement de la population de 1999, la commune du Grand-Serre comptait 735 habitants.

Après un déclin de population important de près de 100 personnes entre 1968 et 1975 (solde migratoire négatif très important dû à un épisode d'exode rural), la population ne cesse d'augmenter progressivement (+ 4,7% depuis 1975). Les deux phases d'augmentation (graphique ci-dessous) sont le fruit de soldes migratoires plus importants que les soldes naturels enregistrés durant les mêmes périodes, entre 1975-1980 et 1990-1999.

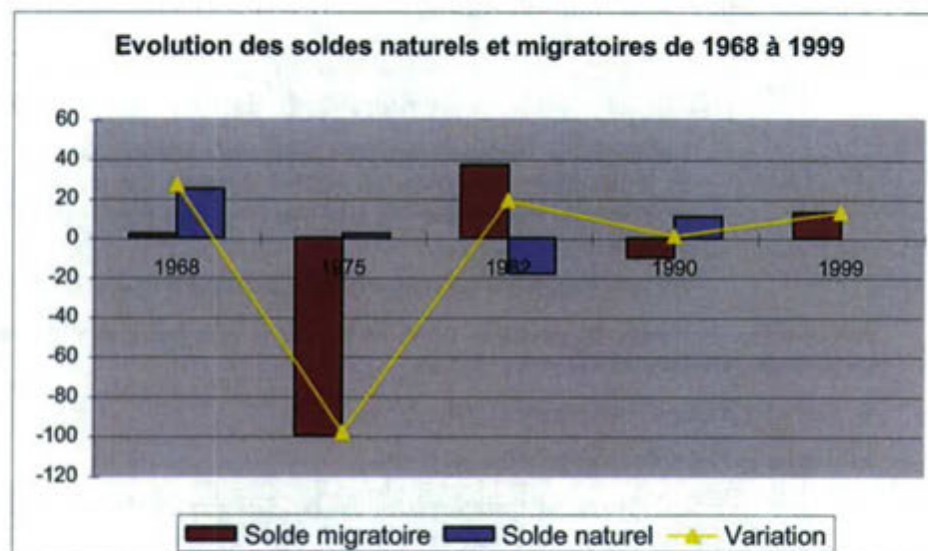
Evolution de la population entre 1968 et 2009



Entre les deux principaux recensements (1990-1999), la variation de la population de la commune est positive : + 13 personnes. Cette augmentation résulte d'un solde migratoire positif de + 13 personnes compensant un solde naturel nul (autant de décès que de naissance).

L'enquête annuelle de recensement faisait état en 2007 d'une population de 776 habitants. Depuis, l'évolution constructive a été relativement dynamique, et la commune estime à environ 56 le nombre de logements nouveaux créés depuis 2007. La taille moyenne des ménages étant de 2,43 personnes, on peut évaluer la population nouvelle établie entre 2007 et 2009 à 136 habitants ($56 \times 2,43$). **Soit une population totale à l'échelle de la commune en 2009 d'environ 912 habitants.**

La période 1999-2009 a donc vu une évolution démographique d'environ +24%, soit un **taux de croissance annuel de plus de 2%.**



L'évolution des soldes migratoires entre 1968 et 1999 ne suit pas les tendances départementale et nationale qui enregistrent depuis 1960 une augmentation régulière de la population grâce à un solde naturel supérieur au solde migratoire.

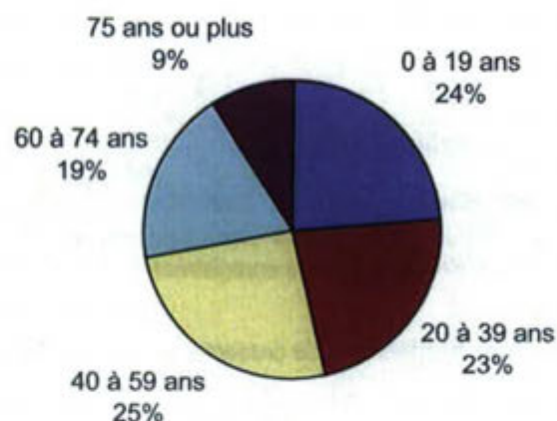
1.1.2 Répartition et évolution par tranche d'âge

Une population âgée

En 1999, la population de la commune était légèrement plus âgée que les moyennes nationale et départementale. En effet, seuls 45,3% des habitants avaient moins de 40 ans contre 52,7% de la population française et 51,1% de la population drômoise.

Si la tranche d'âge 40 à 59 ans est la plus représentée sur la commune, c'est la tranche d'âge des 60 ans ou plus qui est la plus importante avec 27,9% de la population communale.

Cette situation engendre un vieillissement et un faible renouvellement de la population.



Une population vieillissante

Depuis 1982, la commune du Grand-Serre n'a cessé d'évoluer vers un net vieillissement de sa population, comme l'illustre le graphique ci-dessous. On remarque deux tendances :

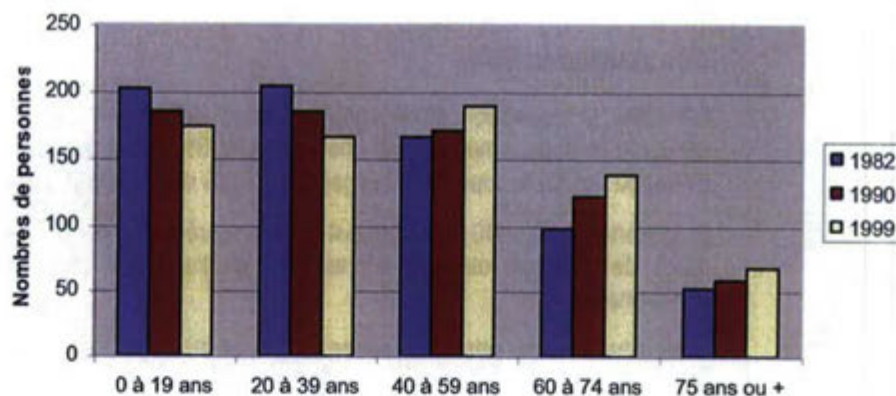
la diminution du nombre de personnes âgées de 20 à 39 ans qui peut s'expliquer par un départ de la population active vers des bassins d'emplois. Ce phénomène engendre alors une diminution des jeunes âgés de 0 à 19 ans. Ainsi, cette population qui n'est pas remplacée ne cesse de diminuer ;

une nette progression des classes d'âges supérieures à 40 ans qui peut s'expliquer par :

- l'augmentation du nombre de personnes âgées de 60 ans et plus traduit le vieillissement d'une population anciennement employée dans le secteur agricole
- le retour à la campagne de personnes en milieu de vie
- les couples dont les enfants ont quitté le foyer familial

Ce phénomène de vieillissement de la population s'observe également aux niveaux, national et départemental. Cependant on remarque une relative stabilité des populations âgées de 0 et 39 ans contrairement au Grand-Serre où cette tranche d'âge est en nette diminution depuis 1982.

Evolution de la répartition par tranches d'âges de la population entre 1982 et 1999

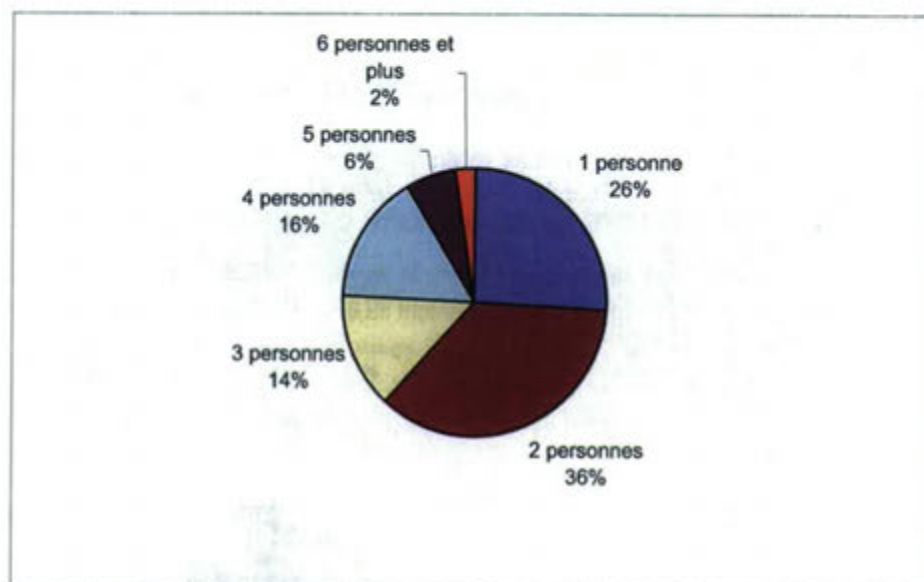


1.1.3 Taille des ménages

Des ménages de petites tailles

En 1999, 295 ménages résidaient au Grand-Serre soit 2,48 personnes par ménage. Ce chiffre a légèrement diminué depuis 1990 où il était alors de 2,55. Cette moyenne est sensiblement plus élevée que celles enregistrées au niveau national (2,4) et départemental (2,4).

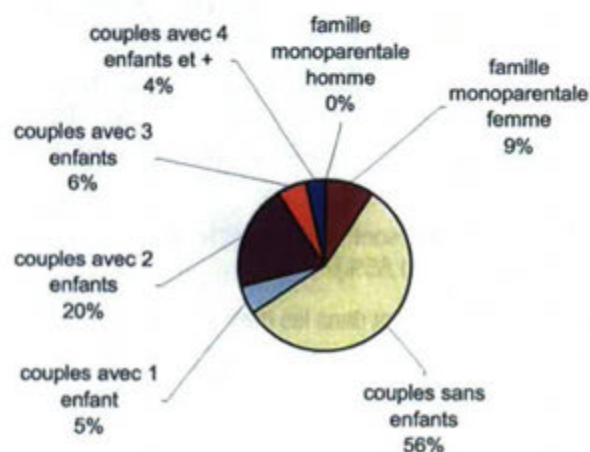
Ceci reflète un léger phénomène de desserrement des ménages.



Les ménages composés de une à deux personnes sont particulièrement nombreux, leur taux s'élève à près de 62%.

Cette évolution de fond confirme à la fois le desserrement des ménages mais aussi le vieillissement de la population déjà observé précédemment avec la présence de couples retraités.

De nombreux couples sans enfants



En 1999, les couples sans enfants représentaient 56% des familles, ce qui est nettement supérieur aux moyennes départementale et nationale (44%).

Ceci s'explique par le vieillissement de la population qui a vu ses enfants quitter le foyer familial.

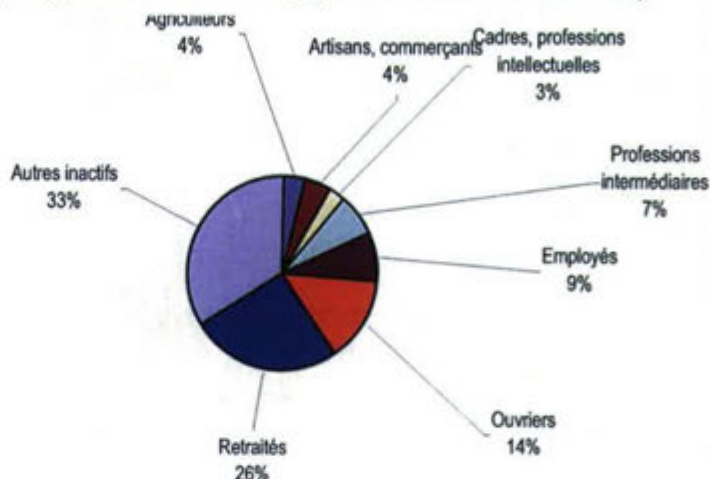
Les familles avec un enfant sont également bien en deçà des moyennes départementale et nationale (17%). Ce qui confirme le départ des jeunes couples vers des bassins d'emploi plus attractifs ou vers des logements plus adaptés à leur situation.

1.1.4 La population active

Un nombre conséquent de retraités et d'autres inactifs

Sur les 735 habitants recensés sur la commune, 297 sont actifs (174 hommes et 123 femmes). Cependant, en 1999 cette population active ne représente que 40,4% de la population communale contre 44,1% pour la moyenne départementale.

Ce chiffre peut s'expliquer par le nombre important d'autres inactifs et de retraités résidants sur la commune (ils représentent 59,6% de la population totale du Grand-Serre).



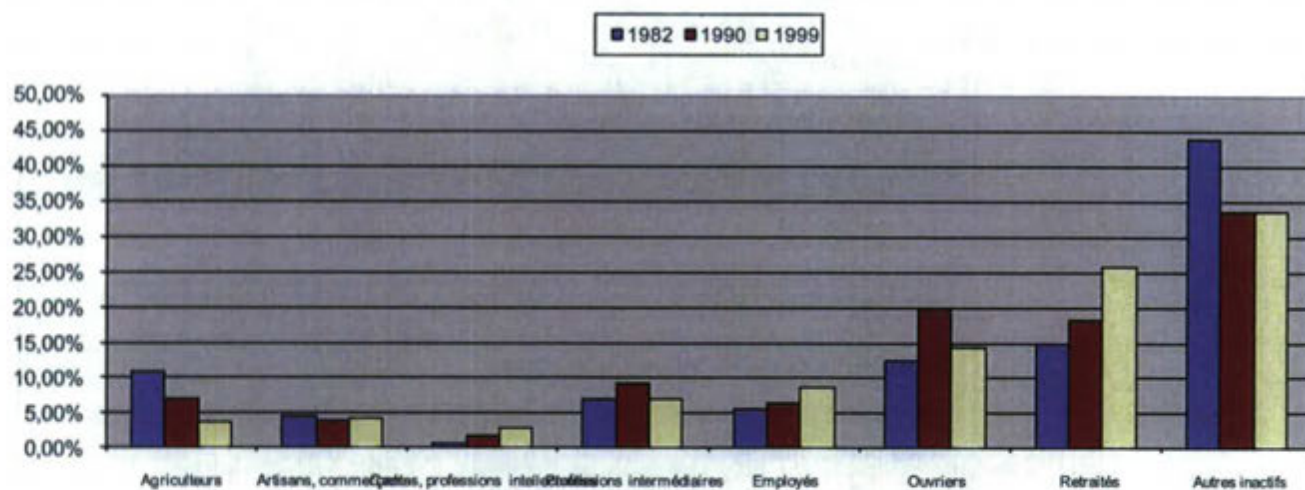
Si la proportion d'autres inactifs est moins importante que les moyennes nationale (37,2%) et départementale (37%), la part des retraités est pour sa part bien supérieure aux tendances nationale (18,10%) et départementale (19,3%).

Les professions intellectuelles supérieures et intermédiaires sont sous représentées (moyennes départementales respectives : 3,9% et 10%). Cela est le fruit de l'éloignement de la commune par rapport à un bassin d'emploi offrant ce type de profil socio professionnel.

Les agriculteurs sont surreprésentés par rapport aux moyennes nationale (1,09%) et départementale (1,65%).

Les autres CSP sont dans les moyennes nationale et départementale.

Évolution des catégories socio professionnelles

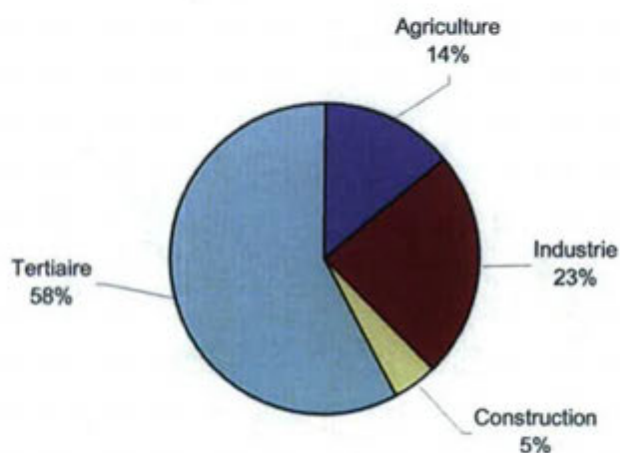


personne en incapacité de travailler). Cela concerne principalement la population la plus jeune de la commune.

Secteur tertiaire, principale source d'emplois

C'est le secteur tertiaire qui emploie la majorité des actifs du Grand-Serre. Toutefois, cette proportion moindre par rapport au reste du département (65,8%), se fait au profit de l'agriculture (deux fois plus importante que la moyenne drômoise).

Répartition des actifs ayant un emploi selon le secteur économique



CONCLUSION

Une population qui augmente de manière régulière

- Une augmentation de la population due à un solde migratoire positif
- Une croissance forte (> 2%) entre 1999 et 2009

Une population vieillissante composée de petits ménages

- Une population vieillissante susceptible de créer un déséquilibre
- Une majorité de petits ménages de 2 personnes (36%) et de couples sans enfants (56%), confirmant la structure vieillissante d'une population dont les enfants ont quitté le village
- Diminution de la tranche d'âge 0 à 39 ans au profit des personnes en milieu de vie et des personnes âgées

Une évolution des catégories socio professionnelles du primaire vers le tertiaire

ENJEUX

Favoriser l'accueil de nouveaux habitants

Renforcer l'offre de petits logements, attractifs pour les jeunes, certains couples et les personnes âgées

Assurer le maintien des équipements et services pour attirer et maintenir les familles avec enfants

Développer et diversifier l'offre d'emploi au sein de la commune afin de favoriser le retour des 0 à 39 ans

1.2 Le logement

1.2.1 Les caractéristiques principales du parc de logements

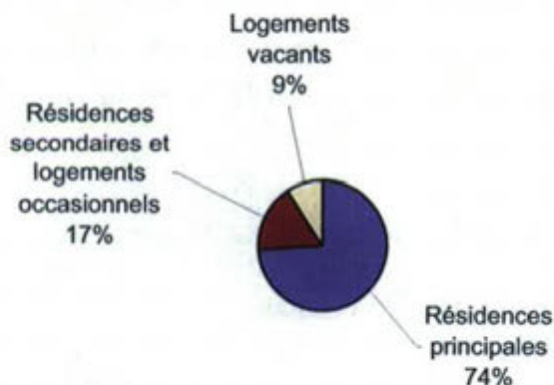
Nature du parc

Un taux de résidences secondaires et de logements vacants important

Sur les 400 logements recensés sur le territoire communal lors du recensement de 1999, près de 74% étaient des résidences principales ce qui est en deçà des moyennes nationale et départementale qui avoisinent les 83%.

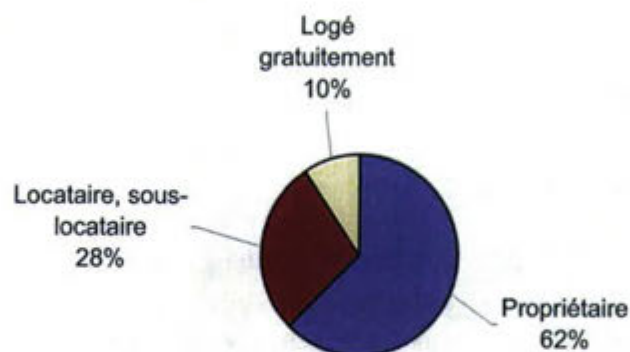
On note également une forte proportion de résidences secondaires, de l'ordre de 17% alors que le pourcentage national est de 9,2% et celui du département de 7,6%.

Cette proportion peut s'expliquer par un exode rural des populations actives vers d'autres zones d'accueil (bassins d'emplois plus attractifs) tout en gardant une résidence sur le Grand-Serre.



Depuis 1990, le pourcentage des résidences principales est en légère augmentation. Cela peut se traduire par l'augmentation corrélative de la population pendant la même période. Il en est de même pour les logements vacants qui diminuent depuis les années 1990. Malgré cette diminution, leur proportion reste supérieure aux moyennes départementale (7,2%) et nationale (6,9%). Cela traduit une très faible tension du marché immobilier sur la commune.

Une majorité de propriétaires



L'analyse du statut d'occupation des logements met à jour une proportion de propriétaires légèrement supérieure à la moyenne départementale (58,3%) mais nettement plus importante que la moyenne nationale (54,7%).

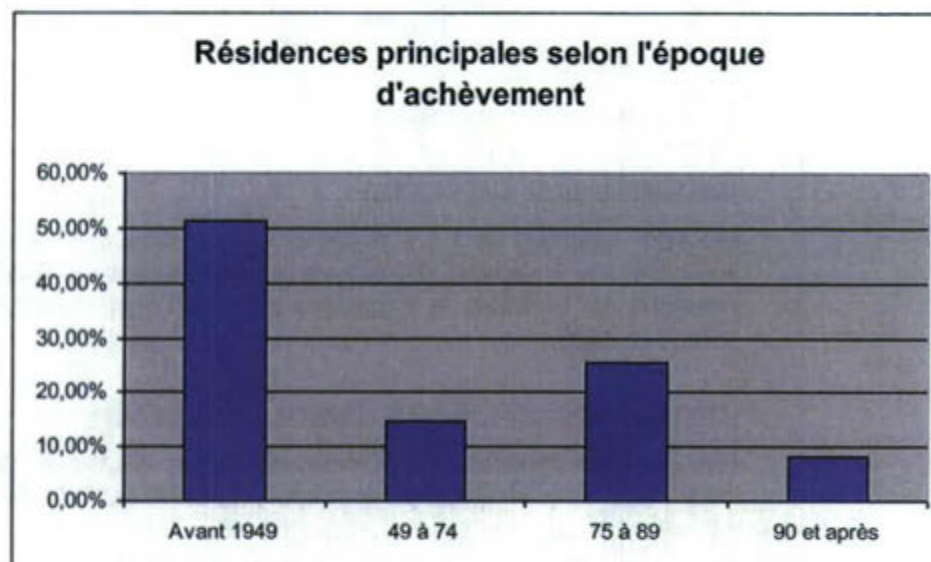
Corrélativement, on remarque une représentation moindre du nombre de locataires.

Ce phénomène traduit un mode d'occupation majoritairement résidentiel.

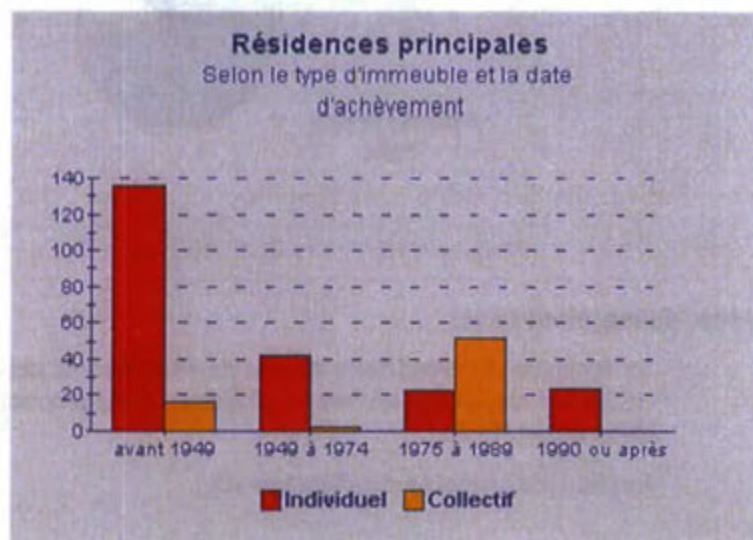
Age et niveau de confort du parc de logements

Un parc relativement ancien

La composition actuelle du parc de logements montre que ces derniers ont été construits pour plus de la moitié avant 1949. Le parc de logements du Grand-Serre est constitué de vieux bâtiments, ce qui explique la proportion importante du nombre de logements vacants identifiée précédemment.



On remarque qu'une majorité des logements construits après 1949 l'ont été entre 1975 et 1989. Cela correspond d'une part à une forte vague de migration mais également à une part importante de construction de logements collectifs. Constructions qui ont permis d'accueillir à la fois de nouvelles populations mais également les habitants du Grand-Serre logeant dans des habitations devenues vétustes.



Un niveau de confort qui tend à s'améliorer

Sur 295 résidences principales, 4,4% ne possèdent ni baignoire ni douche et seuls 67,8% ont le chauffage central. Ceci traduit un niveau de confort relativement modeste. Toutefois, depuis 1990, le confort et l'équipement des logements tendent à augmenter.

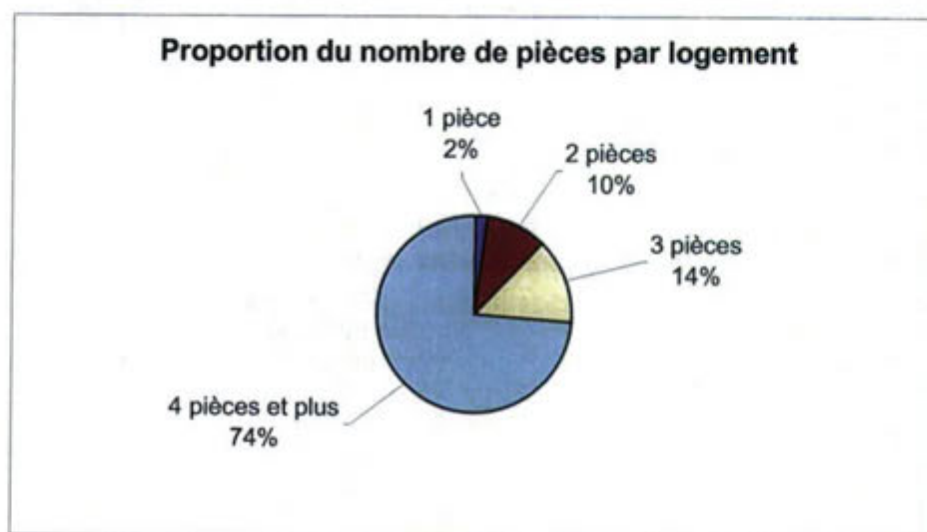
Taille et typologie des logements

Des logements de grande taille

Les petits logements de 1 à 3 pièces sont peu nombreux, au profit de logements plus importants. Les 4 pièces et plus sont les plus nombreux puisqu'ils représentent 73,9% de l'ensemble des logements de la commune par rapport à un taux départemental de 68% et national de 58,6%.

Une proportion importante de maisons individuelles

Une proportion importante de maisons individuelles (76,3%) en comparaison avec le collectif (23,7%) qui s'explique par le caractère résidentiel du Grand-Serre.



1.2.2 Le parc de logement social

La commune du Grand-Serre dispose de 48 logements locatifs sociaux, soit un taux de 16,3% par rapport aux résidences principales. Cette proportion est équivalente à celle du département (16,6%).

Le parc locatif social se répartit comme suit :

- ANAH : 11
- ANAH PST : 5
- PALULOS COM: 2
- PLA_I: 1
- PLA_TS: 2
- LOG CONV: 27

Typologie du parc

Bailleurs sociaux

Le principal bailleur de la commune est la Société pour le Développement de l'Habitat (SDH) implanté à Valence.

On recense également ADIS Logicoop, bailleur localisé à Romans.

Autres organismes

Outre les bailleurs sociaux d'autres organismes gèrent des logements à loyers modérés :

CALD (Centre d'Amélioration du Logement de la Drome, Mouvement du Pacte Arim)

Les mutuelles de la Drôme

Autres

Typologie et nombre de logements par bailleur social ou autre organisme

Le CALD gère 4 logements très sociaux sur la commune. Il s'agit de petits logements allant du T1bis au T2 (38 à 49 m²). Ils accueillent des personnes seules ou isolées dont 2 personnes âgées.

ADIS Logicoop regroupe dans son patrimoine 4 logements, achevés récemment et tous occupés (villas locatives à l'entrée nord ouest du centre bourg).

La SDH est le bailleur social majoritaire sur la commune du Grand-Serre. Elle gère 18 logements en habitat collectif implantés en face du collège (1978), à l'ouest du centre bourg, et 5 pavillons individuels au lotissement de la Roseaie (1997), à l'est. Les logements se répartissent comme suit :

- 1 T2
- 9 T3
- 6 T4
- 2 T5
- 5 Pavillons individuels

La SDH recense plusieurs logements vacants. Ces logements accueillent des ménages avec enfants mais aussi des personnes seules.

Localisation des logements

Ces logements sociaux sont implantés essentiellement dans le centre bourg de la commune, en entrée de ville.

Nature des demandes de logements sociaux

Peu de demandes internes au Grand-Serre en terme d'accès à un logement social sont enregistrées. Il s'agit dans la grande majorité de familles ou ménages extérieurs à la commune.

1.2.3 Vision prospective du logement

D'une manière générale, la construction de logements est liée à 3 types de besoins :

Répondre à la croissance démographique

Compenser la diminution du nombre d'habitants par résidence principale (taille moyenne des ménages)

Remplacer les logements détruits ou désaffectés. L'importance de ce renouvellement dépend de la vétusté du parc et des opérations de réhabilitation engagées.

La notion de **seuil d'équilibre** correspond au nombre de logements à réaliser dans l'hypothèse d'une stabilité démographique. Il est donc égal à la somme des deux derniers besoins évoqués ci-dessus. Ainsi, une croissance démographique suppose une production de logements supérieure au seuil d'équilibre et, inversement, une diminution de population correspond à une production neuve inférieure au seuil d'équilibre.

L'étude prospective suivante cherche à déterminer un ordre de grandeur du nombre de logements à construire à l'horizon de 10 ans pour atteindre le seuil d'équilibre, c'est à dire pour maintenir la population à son niveau actuel. Elle couvre donc la période 2010-2020. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Hypothèse démographique : taux de croissance annuel de 0% (objectif : calcul du seuil d'équilibre)

Hypothèse sur le desserrement des ménages : on fait l'hypothèse du maintien de la tendance actuelle de desserrement des ménages au taux de -0.31% par an.

Hypothèse sur les résidences secondaires : on fait l'hypothèse du maintien de la part des résidences secondaires dans le parc de logements, il serait donc maintenu à son niveau actuel : 17%

Hypothèse sur les logements vacants : on fait l'hypothèse du maintien du taux de vacance à son niveau actuel : 9,3%

Hypothèse sur le renouvellement : le renouvellement du parc correspond à la disparition lente mais réelle du parc de logement ancien (constructions antérieures à 1949). Le taux pris en compte ici est le taux enregistré entre 1990 et 1999 : -1,21%.

Synthèse de la vision prospective

	Construction neuve 2010-2020	
Effet démographique	0	} Seuil d'équilibre
Desserrement	14	
Variation Résidence secondaire et Logement vacant	25	
Renouvellement	25	
Total	64	

Le simple maintien de la population actuelle nécessite la création d'environ 64 logements à l'horizon 2020.

Dans un deuxième temps (dans le cadre du Projet d'aménagement et de développement durable - PADD), la commune a déterminé un objectif de développement démographique en lien avec son projet de développement territorial.

Point de repère : le rythme de la croissance annuelle entre 1999 et 2009 a été supérieur à 2%.

CONCLUSION

Un parc de logements anciens et vacants très important

- Un taux de vacance très fort (9,3%) traduisant une faible tension du marché
- Un taux de résidence secondaire très important traduisant le départ des populations
- Une proportion de logements anciens (<1945) importante

Un habitat peu diversifié

- Une très forte majorité de propriétaires, expliquant la situation précédente
- Une proportion importante de maisons individuelles (76%) et par conséquent de logement de grande taille (4 pièces et +)
- Une offre locative faible

Un pourcentage de logements locatifs aidés significatif

ENJEUX

Assurer une meilleure diversité des logements sur le territoire communal

- Renforcer le nombre de petits logements pour répondre à la décohabitation des ménages et permettre un parcours résidentiel
- Promouvoir la création de logements locatifs afin de permettre aux ménages non propriétaires de rester ou de venir s'installer au village

Réhabiliter ou remplacer le parc de logements anciens

Ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation

2 ANALYSE ECONOMIQUE

2.1 Activités communales

De par son éloignement des bassins d'emplois de Romans-sur-Isère et Saint-Vallier, la commune du Grand-Serre possède sur son territoire un nombre important d'activités.

Elles se répartissent principalement en 3 catégories :

- Industrie
- Artisanat
- Commerce

2.1.1 Nature et localisation de l'Industrie

On recense sur la commune du Grand-Serre, en 2006, cinq industries aux activités diverses (PME) :

- Une usine de déshydratation de Luzerne, DESHYDROME
- Une scierie, Ets DIE
- Une entreprise de moulinage, MOULINAGES DE LA GALAURE
- Une usine de stockage souterrain de gaz, NOVAPEX

Ces entreprises se localisent :

- dans ou à proximité de la zone d'activités industrielles et artisanales de Folataire, à l'est du centre-bourg,
- dans la zone d'activités des Forges, le long de la RD 51
- en entrée de ville Ouest (quartier Mongalix) le long de la RD51

2.1.2 Nature et localisation des activités artisanales et commerciales

Nature du tissu commercial et artisanal

Le tissu commercial et artisanal est composé de petites entreprises employant quelques personnes.

Les établissements se répartissent comme suit:

- Métiers du bâtiment : maçon, plombier, menuisier, électricien etc.
- Métiers de bouche : un restaurant
- Alimentation : boulangerie et épicerie
- Services de santé : pharmacie, médecins généralistes, kinésithérapeute, infirmières etc.
- Services à la personne : coiffeur, transports etc.

D'après l'inventaire communal de 1998 réalisé sur le Grand-Serre par les services de l'INSEE, la nature des équipements commerciaux et artisanaux n'a pas beaucoup évolué si ce n'est la fermeture du cabinet dentaire. La nature des commerces est donc stable.

Localisation des établissements

La grande majorité des artisans et commerçants est située au sein du centre bourg, mais d'autres sont implantés au cœur des différents hameaux ou groupements d'habitations qui composent le territoire communal (Hameau de Pichat, quartiers des Forges, Combettes et Bonnemerie et lotissement de la Roseraie).

Les commerces situés au centre bourg, malgré l'exiguïté des rues, présentent l'avantage d'être situés à proximité de poches de stationnements existantes (place de la halle, hôtel de ville, etc.).

Signe d'un besoin de redynamisation commerciale, on remarque que les vitrines des commerces en activité sont peu attrayantes et que de nombreux locaux d'activités sont vacants, notamment dans la grande rue.

2.1.3 Atouts et besoins sur la commune

La demande foncière et immobilière d'entreprises

Depuis peu, un certain nombre de demandes affluent pour l'installation ou la délocalisation d'entreprises ou de commerces sur la commune du Grand-Serre : menuisier, ébéniste, délocalisation de la caserne des pompiers du centre bourg vers la ZI de Folataire, etc.

Mais la zone d'activités de Folataire est difficilement accessible et peu visible depuis les axes de circulations principaux que sont les RD 51 et 66.

Les besoins de la commune

La commune a besoin, afin de conserver les entreprises actuelles sur son territoire et d'en attirer de nouvelles, de créer un nouveau pôle d'activités. Elle envisage la création d'une zone d'activités au lieu dit des Forges, en bordure de la RD51, pour sa facilité d'accessibilité routière.

CONCLUSION

Le centre - bourg : point de centralité des commerces et services, mais à la recherche d'un second souffle

Une dynamique économique (industries et artisanat) en devenir

Un tissu économique principalement composé de commerces, d'artisans et d'industries

- Des activités tournées autour du bâtiment et de l'alimentation
- Des industries importantes en terme d'emploi

Un parc commercial vétuste

- Vitrites commerciales peu attrayantes
- Locaux vacants

Une dynamique territoriale à organiser

- Des demandes foncières et immobilières en attente
- Une réflexion sur les sites de développement économique

ENJEUX

Diversifier les secteurs d'emploi, en s'orientant notamment vers les activités de services

Maintenir le centre-bourg comme pôle d'animation

- Maintenir certains linéaires commerciaux
- Valoriser les vitrines et les locaux vacants

Maintenir les industries sur la commune pour préserver les emplois existants et favoriser l'implantation de nouvelles industries

Favoriser l'implantation de nouvelles entreprises pour conforter l'activité économique

Réfléchir à l'extension mesurée de la zone d'activités artisanales des Folatiales, tout en créant une nouvelle zone d'activités à proximité d'un axe de circulation majeur

2.2 Tourisme

2.2.1 Nature de la clientèle touristique

La commune du Grand-Serre se situe au sein de la Drôme des Collines, à proximité de la vallée du Rhône et du Vercors. Même si elle ne possède pas un intérêt touristique à grande échelle, elle bénéficie des activités touristiques proposées par les communes voisines dont certaines constituent des lieux d'attractivités touristiques majeurs (Romans, Hauterives).

2.2.2 Activités touristiques

Activités culturelles et patrimoniales

Un patrimoine bâti remarquable

On recense sur la commune du Grand-Serre un patrimoine bâti remarquable issu de l'histoire de la commune et notamment de la période médiévale. Un itinéraire de découverte a été créé, à travers six grands thèmes patrimoniaux, afin de promouvoir et faire découvrir les richesses du bourg du Grand-Serre. Le circuit, dont le point de départ est la place de l'hôtel de ville, sillonne le bourg en mettant en lumière :

Le tympan, le clocher et le porche de l'église romane de Saint-Mamert (XII^e siècle). Vestige inscrit à l'inventaire des monuments historiques

L'école publique pour son appareillage en galets

Les halles médiévales, ancien site marchand et communautaire (XV^e siècle). Construction inscrite à l'inventaire des monuments historiques

Les vestiges du mur d'enceinte et des tours du bourg

La maison de Joseph Bédier (homme de lettres)

Le travail de maréchal-ferrant

La conservation et la mise en valeur de ce patrimoine bâti sont primordiales pour le développement touristique de la commune.



Les sentiers de randonnées

Le territoire du Grand-Serre est parcouru par de nombreux circuits de randonnées aux échelles territoriales et aux thèmes différents :

➤ **Les chemins ruraux inscrits au PDIPR (Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée de la Drôme)**

Le conseil municipal a approuvé le 26 avril 1996 la sélection des chemins ruraux pouvant servir d'itinéraires de promenade et de randonnée non motorisée, tels que proposés par le conseil général.

- N°34 des Terres Blanches
- N°33 de la Chana
- N° 32 de Frandonnage à Lentiol
- N°36 de Margotière à Lentiol
- N°1 de Le Grand-Serre à Chambaran
- N°2 de Guerre
- N°3 du Rabbin
- N°4 de l'Hermitage
- N°5a de Lacour
- N°38 de la D137 à Saint Germain d'Hauterives
- N°30 des Antes à Franconna
- N°15 des Antes à D51
- N°23 de Répitoire
- N°24 de D66 à CR23
- N°19 d'Embaraud au bois de côte Lune

N°15 du CR19 aux Becheyres
 N°16 des Becheyres à Font-Bergère
 N°14 de Rancoucou à la Saône
 N°12 des Ecomets
 N°11 de la Tuilerie
 N°9 de Bonnemerle

➤ **La grande boucle des collines (échelle départementale)**

La grande boucle des collines est un circuit de 164 Kms qui permet de découvrir toutes les facettes du patrimoine tant paysager, agricole qu'architectural de la Drôme des Collines. Ce parcours qui sillonne le nord de la Drôme est limité par les villes de :

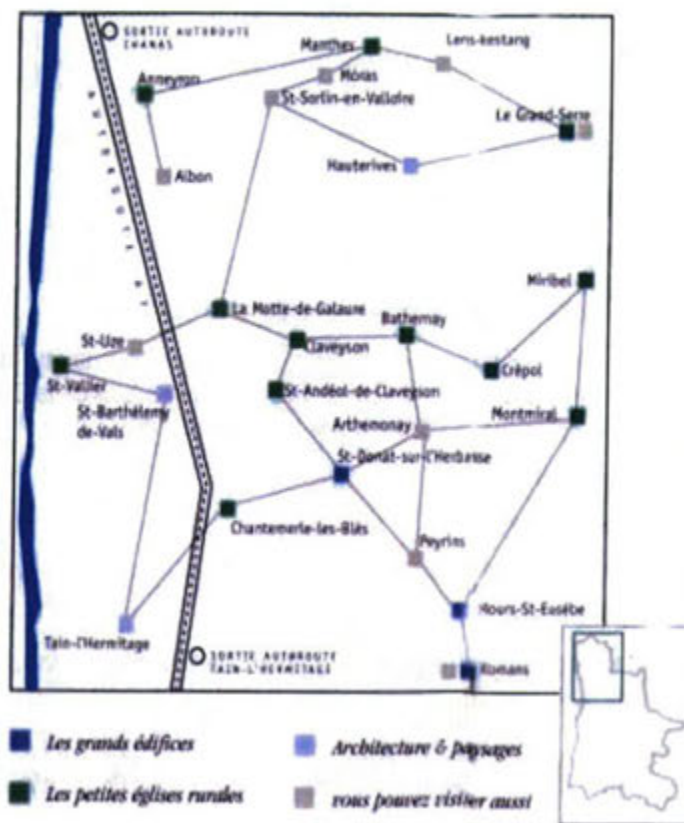
Chanos-Curson au sud
 Lens-Lestang au nord
 Saint Antoine l'Abbaye à l'est
 Saint Uze à l'ouest

Ce circuit traverse le Grand-Serre du nord au sud en passant par le bois de Paladet et à proximité du centre-bourg.



➤ **Itinéraires des « voies du sacré » (échelle départementale)**

Les itinéraires des « Voies du sacré » ont pour but de faire découvrir le territoire de la Drôme des Collines à travers les éléments religieux remarquables. Le Grand-Serre est un site à découvrir pour l'église romane Saint-Mamert et le square de la Madone.



➤ La boucle de randonnée pédestre à travers le Grand-Serre (échelle communale)

Cette boucle élaborée par le conseil général de la Drôme explore le territoire communal localisé au sud du centre bourg. Il permet de découvrir les secteurs urbanisés que sont le centre bourg et le hameau Saint-Julien, mais aussi les espaces boisés et agricoles de Rebousset, Buissonnière, des Trignardes etc.



L'existence de pôles touristiques à proximité

Dans un rayon de 5 à 40 km, le Grand-Serre se situe à proximité de pôles touristiques attractifs. On recense :

le palais idéal du facteur cheval qui se situe à proximité du Grand-Serre, sur la commune de Hauterives. Il s'agit du deuxième des dix sites touristiques les plus visités de la Drôme. Le palais du facteur cheval fut classé monument historique par André Malraux en 1969.

le labyrinthe et la piscine de Hauterives

le musée international de la chaussure de Romans sur Isère, etc.

La commune bénéficie de retombées touristiques de par sa proximité avec Hauterives. Elle est également rattachée à l'office de tourisme de Hauterives fait la promotion du patrimoine bâti ancien du Grand-Serre.

Activités sportives

Il existe sur le territoire communal un parc d'attractions et de loisirs s'appuyant sur le potentiel naturel de la commune: le club Oasis Aventura. Ce parc dont l'activité consiste à réaliser des parcours à travers les arbres se situe sur un territoire de 10 ha le long de la Galaure, en entrée de ville.

On recense également la présence d'un parc de chasse pour l'entraînement des chiens à la journée ou demi-journée. Ce parc se situe en bordure de la Galaure, au lieu dit des Combettes.

Le gymnase récemment construit à proximité du collège devrait bientôt accueillir de nouvelles activités sportives.

Activités de loisirs

Discothèque

La présence sur la commune d'une discothèque (« Le Why ») est à signaler. Situé sur le secteur des Combettes, cet établissement envisage de développer son activité vers un projet Espace / Forme.

Center Parc

A 11 km du Grand-Serre, le village de Roybon a été retenu pour accueillir le 5e Center Parcs de France. Il s'agit d'un projet d'implantation d'un village vacances portant sur la construction d'environ 1 000 cottages, d'un espace ludique où les sports aquatiques sont regroupés, d'équipements sportifs, de commerces, de restaurants et de plans d'eau intégrés dans les 150 hectares d'espaces boisés de la forêt des Avenièrès. L'ouverture au public est prévue au printemps 2012, et le nombre d'emplois créés est évalué à 470 équivalents temps pleins.

Du fait de la proximité géographique entre les deux communes (10 mn), des effets peuvent être attendus sur la commune du Grand-Serre, notamment en matière de logement.

Tissu associatif

Le Grand-Serre bénéficie d'un tissu associatif dynamique puisqu'on dénombre 20 associations autour de thèmes variées (patrimoine, sport, etc.).

2.2.3 Capacité d'accueil – Hébergement touristique

Sur la commune, les capacités d'accueil s'organisent autour de :

un camping deux étoiles (le « Grand Cerf »). Situé à proximité immédiate du centre bourg, en entrée de ville nord-ouest, il offre 45 emplacements ainsi que la location de *mobil home*, chalets et caravanes sur 2 ha. Diverses activités en plein air sont présentes sur le site : randonnée, pêche, équitation, piscine, volley, tennis, aire de jeux pour enfants etc. Ce camping est en activité sur un terrain de la commune via un bail commercial ;

un gîte rural (« La Prairie ») pouvant accueillir jusqu'à 8 personnes ;

A signaler, un projet hôtelier est en cours d'implantation dans le centre bourg.

CONCLUSION

Un développement du tourisme local tourné vers le patrimoine naturel et architectural de la commune

- Un circuit organisé autour du patrimoine architectural inscrit et remarquable de la commune
- Un réseau de chemins de randonnées qui sillonnent le territoire communal
- Des manifestations touristiques tournées vers le patrimoine naturel et paysager de la commune (parc Oasis aventura, parc de chasse etc.)

Des équipements sportifs et touristiques qui répondent globalement aux besoins

Un tissu associatif dynamique

ENJEUX

Conforter et encourager les initiatives touristiques locales

Renforcer les capacités d'hébergement touristiques

2.3.1 Constat au niveau départemental

2.3.1 Constat au niveau départemental



La Drôme est également un territoire agricole aux productions diversifiées mais majoritairement végétales : plus de 70 % des exploitations sont orientées vers ce secteur. Le Grand-Serre se distingue de cette caractéristique drômoise par une activité agricole majoritairement orientée vers l'élevage.

2.3.2 Constat au niveau de la commune

2.3.2 Constat au niveau de la commune

Surface agricole utile

A l'image de ce qui se produit à l'échelle du canton, la SAU a subi une baisse sensible d'environ 10% entre les deux RGA de 1988 et de 2000. L'activité agricole présente donc une certaine fragilité.

Nombre et structure des exploitations

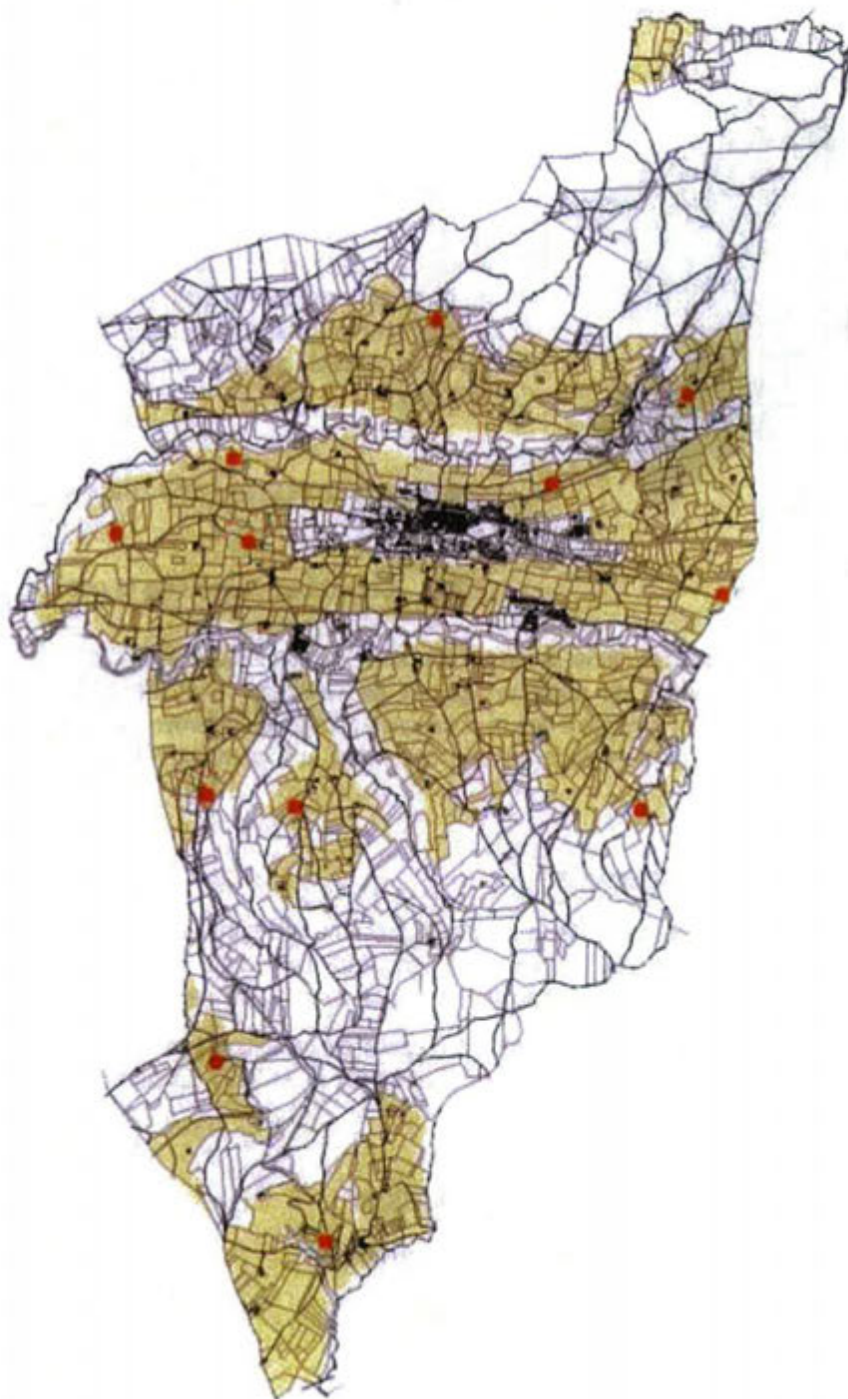
Le diagnostic de l'ADASEA identifiait en 2002 :

- 28

Le recensement actualisé met en évidence la disparition de 5 des exploitations communales et une augmentation des exploitations extérieures. On décompte :

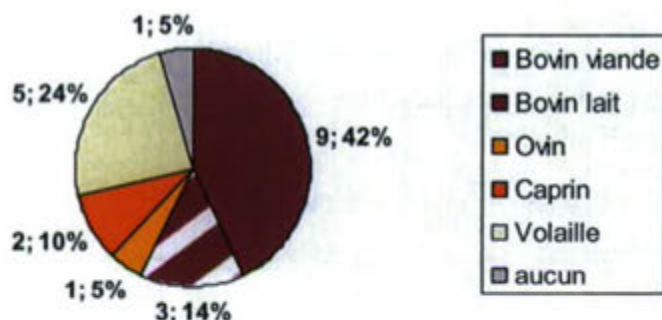
- 17 exploitations agricoles ayant leur siège sur la commune
- 19 exploitations dont le siège est à l'extérieur

Sur les 17 exploitations communales, 5 correspondent à des activités agricoles non professionnelles (exploitants officiellement à la retraite ayant gardé une activité temporaire). Il reste donc 12 exploitations agricoles professionnelles encore dynamiques actuellement. Ces dernières ont été localisées sur la carte présentée ci-après. Elles correspondent aux exploitations présentant un enjeu agricole à prendre en compte dans le cadre du PLU. Les bâtiments localisés correspondent le plus souvent aux bâtiments d'élevage soumis au RSD, ce qui induit le respect de périmètres sanitaires.



Productions

Les types de productions animales des exploitations communales du Grand Serre
(Nb d'exploitations et pourcentage)



L'activité agricole du Grand-Serre est caractérisée par la prédominance de l'élevage, et en particulier de l'élevage bovin qui concerne 42% des exploitations situées sur la commune du Grand-Serre (Cf. diagramme ci-dessous)

La majorité des élevages correspond à des troupeaux de vaches allaitantes destinées à la production de viande (9 troupeaux). Trois troupeaux de vaches laitières sont également recensés. Une légère diminution de cette activité est observée par rapport à l'étude de l'ADASEA en 2002 qui recensait 10 troupeaux allaitants et 5 de vaches laitières. Les autres élevages correspondent à des élevages de volailles, de caprins et d'ovins dans des proportions moins significatives.

En terme de production végétale, le RGA de 2000 met en évidence le fait que la commune comptabilise à elle seule 24.5 % des surfaces fourragères principales du canton. Les parcs et les prairies représentent 750 ha dont une vingtaine sont consacrés à l'ensilage. La production céréalière associée à l'élevage est donc également significative : la moitié des exploitations communales pratique la céréaliculture.

CONCLUSION SUR L'AGRICULTURE

Un territoire tourné vers l'activité d'élevage

- Un territoire communal majoritairement occupé par l'agriculture : 46.8% de terres agricoles
- 21 exploitations recensées en 2006 sur la commune du Grand-Serre dont 16 professionnelles
- 19 exploitations extérieures
- une activité agricole caractérisée par les productions animales

Une agriculture dynamique malgré un contexte difficile

- une population agricole vieillissante
- un contexte foncier fragile
- certaines exploitations dynamiques ayant des volontés d'extension

ENJEUX AGRICOLES

Respecter les périmètres autour des bâtiments d'élevages

Préserver en zone agricole les terres cultivées et pâturées des principales exploitations

3 ANALYSE DES EQUIPEMENTS ET SERVICES

3.1 Equipements

3.1.1 Equipements scolaires

La commune du Grand-Serre possède trois établissements scolaires.

Une école maternelle publique (rue Bizarelli) qui accueille 28 élèves répartis sur trois niveaux différents et regroupés en une classe ;

Une école primaire publique place de l'hôtel de ville, qui accueille 41 élèves répartis sur cinq niveaux différents et regroupés dans deux classes ;

Un collège public (collège Joseph Bédier - quartier des Antes) qui, à la rentrée scolaire 2009-2010, accueillait 274 élèves venant de l'ensemble des communes limitrophes. Le collège connaît une fréquentation croissante de ses effectifs. Il a fait l'objet d'une extension avec la création de classes supplémentaires et d'un nouveau restaurant scolaire.

Les écoles maternelle et primaire accueillait quant à elles 84 élèves à la rentrée 2009-2010. Elles ne bénéficient pas de cantine en commun, les élèves sont donc accueillis au sein du restaurant scolaire du collège.

Grâce à ces équipements scolaires complémentaires, chaque enfant de la commune du Grand-Serre peut réaliser l'ensemble de son parcours scolaire (de la maternelle au collège) sur le territoire communal.

3.1.2 Equipements sportifs

La commune du Grand-Serre possède plusieurs équipements sportifs :

Un stade de football à proximité du collège Joseph Bedier

Un gymnase multi activités réalisé récemment, situé à proximité du collège

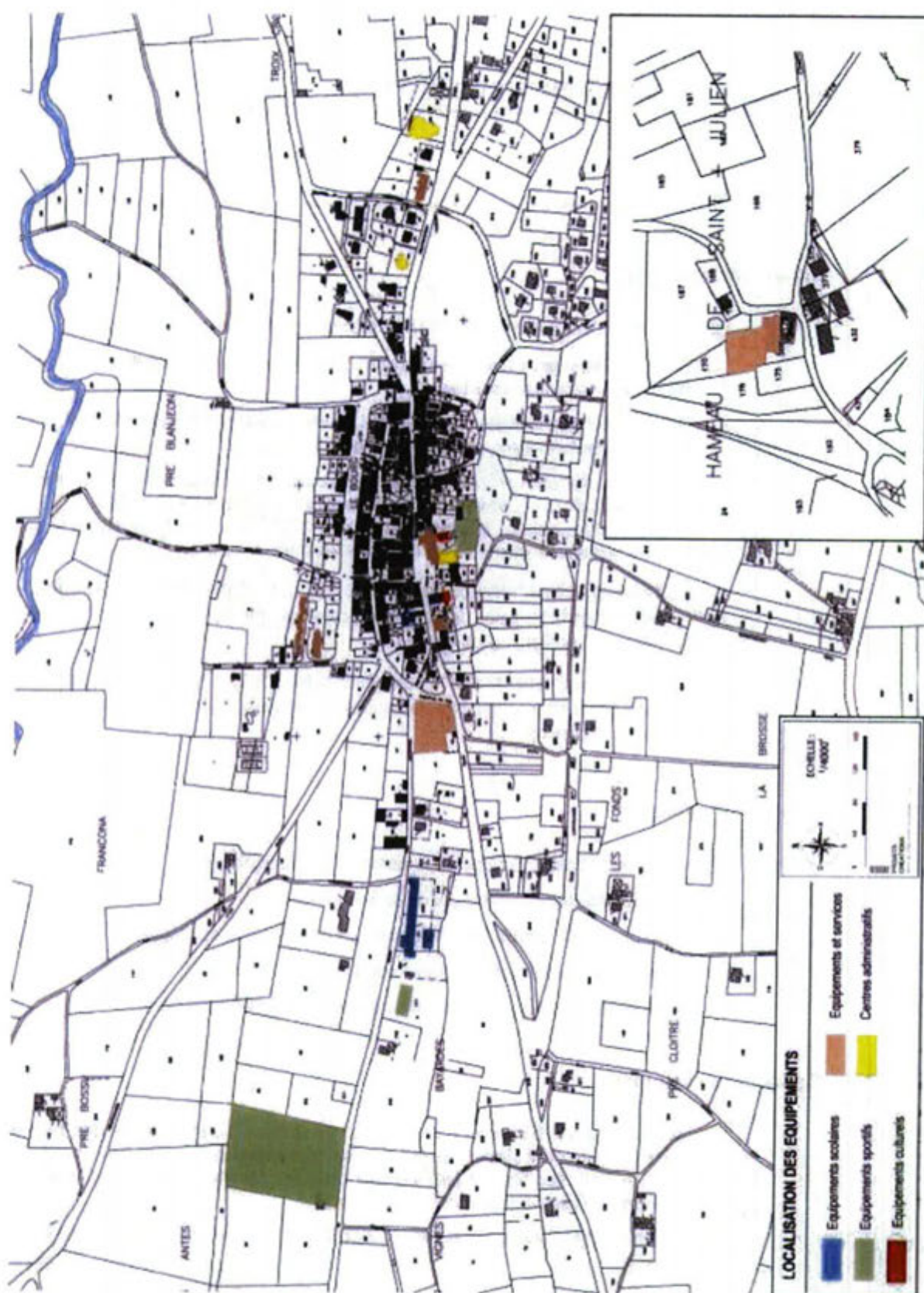
Un ensemble de terrains de boule derrière la mairie

A signaler qu'un plateau sportif est en projet à proximité du terrain de football

3.1.3 Equipements culturels

Jusqu'à présent la commune ne possédait pas de salle communale à part la salle des cloîtres derrière l'église Saint-Mamert. Le gymnase communal identifié précédemment fait désormais office de salle des fêtes et peut accueillir certaines associations du Grand-Serre ou des communes extérieures mais aussi des particuliers ;

La bibliothèque, place de l'hôtel de ville, compte près de 150 abonnés est ouverte 3 fois par semaine.



3.1.4 Equipements de services

Crèches et halte garderie

Une halte garderie fonctionne depuis la rentrée 2009-2010 dans les locaux de l'école. Par ailleurs, il existe une crèche intercommunale à Hauterives.

Services d'urgences et d'assistance

La commune accueille une caserne de pompiers ainsi qu'une gendarmerie. Les deux structures sont en cours de relocalisation sur la commune. Pour le reste des services d'urgences et d'assistance, la commune est rattachée aux services de Romans sur Isère et Saint-Vallier.

Lieux de culte et cimetières

La commune du Grand-Serre possède deux églises :

Une église paroissiale localisée place de l'hôtel de ville. L'église romane Saint-Mamert datant du XII^e siècle, est inscrite aux monuments historiques pour son portail et les peintures murales de son porche et de sa chapelle ;

La chapelle du hameau Saint-Julien au sud de la commune.

Il existe sur le territoire communal deux cimetières, un à proximité directe du centre bourg et un au hameau Saint-Julien, beaucoup plus modeste.

Santé, vieillesse

Un cabinet médical est présent sur la commune. Pour tout service complémentaire concernant la santé ou la vieillesse, la commune est rattachée aux services des centres hospitaliers de Romans sur Isère et Saint-Vallier.

Maisons de retraite

La commune du Grand-Serre possède une maison de retraite privée, la résidence « André Thiolier ». Elle fait partie du réseau des réalisations sanitaires et sociales de l'union des mutuelles de la Drôme.

Il s'agit d'une petite unité de vie de 5 studios, accueillant des personnes valides ou semi valides, seules ou en couple. Cette maison de retraite se situe à proximité du centre bourg.

3.1.5 Centres administratifs

Parmi les centres administratifs, on recense la mairie, un bureau de poste (implanté à l'est du centre bourg) et un local de la Direction Départementale Territoriale (implanté ZI Folataire).

3.1.6 Equipement d'intérêt général

Au nord de la commune, on recense la présence du champ de tir militaire de Chambaran.

3.2 Etat des lieux et besoins

3.2.1 Equipements scolaires

Les écoles maternelle et primaire ont été proches du sureffectif à la rentrée 2009-2010. Un projet de réhabilitation de bâti ancien dans le groupe scolaire est en cours, permettant d'anticiper l'accroissement progressif de la population.

Le collège a réalisé des travaux pour répondre à une demande de plus en plus importante en terme d'effectif scolaire.

3.2.2 Equipements culturels

Pas de besoins particuliers.

3.2.3 Equipements et services

La gendarmerie a très récemment changé d'emplacement, mais reste implantée sur la commune. Sur le tènement des anciens locaux, un projet d'équipement de santé est en cours (voir § 3.2.4).

Le Centre de Secours est concerné également par un projet de relocalisation sur la commune (dans la ZI de Folataire). Le projet a été validé pour une mise à disposition fin en 2011.

3.2.4 Santé, vieillesse

Une restructuration en cours va se traduire par la fermeture du cabinet médical et l'ouverture à court terme d'une maison médicale devant accueillir : un kinésithérapeute, des infirmières, une pharmacie, des médecins et un sophrologue. Cette maison médicale sera localisée sur la parcelle de l'ancienne gendarmerie.

3.2.5 Equipements sportifs

Un mur d'escalade a été récemment implanté dans le gymnase. Il est utilisé par le collège ainsi qu'une association sportive.

CONCLUSION

Un bon niveau d'équipements et de services

Des projets de relocalisation, d'extensions ou d'aménagement sont en cours

Des équipements scolaires qui répondent aux besoins actuels et futurs

ENJEUX

Conforter la dynamique en matière de création ou de réaménagement d'équipements

4 ANALYSE DES INFRASTRUCTURES

4.1 Réseaux techniques

4.1.1 Réseau d'eau potable

La commune dispose d'un captage d'alimentation en eau potable à proximité de l'ancienne gare, sur la RD66, en rive gauche de la Galaure. Des périmètres de protection ont été définis autour de ce captage.

Le réseau est composé d'une station de pompage et de deux unités de traitement.

La commune a confié la gestion de son alimentation en eau potable à la Compagnie Générale des Eaux / VEOLIA (agence de Romans).

Le volume général d'eau potable facturée est de 28 413 m³, dont 18 275 m³/an consommés par les 282 abonnés de type domestique. Le reste est consommé par les établissements publics, et les activités telles que les Moulinages de la Galaure ou le Camping.

La consommation domestique moyenne est de 84 L/jour, ce qui est largement inférieur au ratio théorique de 150L/jour. Cela peut s'expliquer par un grand nombre d'abonnés sans consommation (maisons secondaires ou existence d'une source privée). On dénombre sur la commune 85 puits dont 55 seraient utilisés pour la consommation humaine.

Du point de vue géologique, il n'existe aucune source exploitable sur le territoire communal à l'exception du puits de la Gare. Cette ressource unique entraîne un manque de sécurité de l'alimentation. Celle-ci peut devenir insuffisante en matière de défense incendie et le réseau du Grand-Serre ne dessert pas la totalité de la commune.

Il est à noter que la source est peu vulnérable et aucun risque n'a été identifié. Sa capacité de pompage pourrait être portée à 100m³/h, alors que le besoin actuel est de 192m³/jour. Il n'y a donc pas de réel problème de ressource en eau à ce jour.

L'étude a permis d'identifier les quartiers à desservir en priorité par l'adduction d'eau potable.

4.1.2 Assainissement

La commune a confié la gestion de son assainissement à la Compagnie Générale des Eaux / VEOLIA (agence de Romans).

Le taux de raccordement théorique au réseau d'assainissement est de 82% (nombre d'abonnés assainissement / nombre d'abonnés eau potable). Il est à noter que les importants consommateurs d'eau potable (comme les Moulinages de Galaure) ne sont pas encore assainis.

Ainsi, le taux de raccordement calculé sur les consommations annuelles en volume est de 68% seulement. Il a donc été calculé un taux de raccordement pour les abonnés domestiques et assimilés de 85%.

La commune est équipée d'un réseau d'assainissement collectif gravitaire suivi d'une station d'épuration de type boues activées, située au sud du Bourg, en bordure de la RD51.

Le réseau est de type séparatif, avec une partie plus ancienne en unitaire.

La population raccordée est d'environ 520 EH (237 habitations).

La station d'épuration a été mise en service en 1982. Sa capacité nominale est annoncée à 800 EH.

154 habitations ne sont pas raccordées au réseau collectif. L'assainissement autonome semble donc globalement insuffisant pour le traitement des effluents. 31% des installations disposent d'un champ d'épandage. Pour le reste, les installations sont équipées en prétraitement mais souvent sous dimensionné. Le tiers des particuliers rejettent encore leurs eaux usées dans le milieu naturel sans traitement.

Dans le cadre de l'étude de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome, sur la plupart des zones étudiées, la contrainte naturelle rédhibitoire est la faible perméabilité des terrains en place liée à une géologie plutôt défavorable. Mais la filière des filtres à sable drainés est à envisager. La carte d'aptitude des sols est disponible dans le schéma général d'assainissement de la commune.

Un zonage a été réalisé dans le cadre du schéma général d'assainissement : il présente les secteurs d'assainissement collectif et non collectif. Il traduit la volonté de la commune de développer prioritairement le réseau collectif pour relier des secteurs actuellement urbanisés tels que l'usine des Moulinages de la Galaure, ainsi que pour anticiper le développement futur de l'urbanisation.

4.1.3 Collecte des ordures ménagères et déchets

La collecte des ordures ménagères est assurée par le SIRCTOM (syndicat intercommunal rhodanien de collecte et de traitement des ordures ménagères), avec un ramassage par semaine. Le syndicat gère également le tri sélectif sur la commune, sur des points d'apport volontaire. Le SIRCTOM regroupe 48 communes. Il gère également 4 déchetteries, avec prochainement l'ouverture d'une 5^{ème}.

4.2 Un projet d'infrastructure : l'implantation d'éoliennes

La commune fait l'objet d'un projet d'implantation d'éoliennes sur son territoire, dans le cadre d'un projet plus vaste concernant 4 communes : Lens-Lestang, Lentiol, Hauterives et le Grand-Serre.

Deux options ont été envisagées de 15 ou 13 éoliennes, répondant chacune aux exigences des couloirs de migration. La deuxième serait plus favorable quant aux nuisances sonores et à la présence de busards sur le site.

Le projet a fait l'objet de diverses études quant aux impacts sur l'environnement naturel et humain.

Les habitations les plus proches sont à 561 m.

Une étude paysagère a permis de faire des simulations d'insertion du projet. Les effets induits dépendent bien évidemment des modes de perception et d'évaluation de chacun.



4.3 Infrastructures de communication

4.3.1 Structuration et organisation viaire

La commune se situe à la jonction de deux grands axes routiers : la RD51 qui relie Saint-Vallier à Roybon, et la RD66 qui relie Romans à la Côte Saint-André.

L'urbanisation s'est développée sur les hauteurs de la commune principalement, au croisement de la RD66 et de la RD137, avec une urbanisation très structurée le long des voies, et dans l'enceinte des anciens remparts de la ville. Le réseau de voirie communale est ailleurs très développé, de faible gabarit, avec une urbanisation en hameau et de nombreuses constructions isolées (anciennes fermes avec plusieurs corps de bâti).

Les équipements, commerces et pôles d'attraction de la ville se situent principalement dans le village, bien desservi par les infrastructures principales.

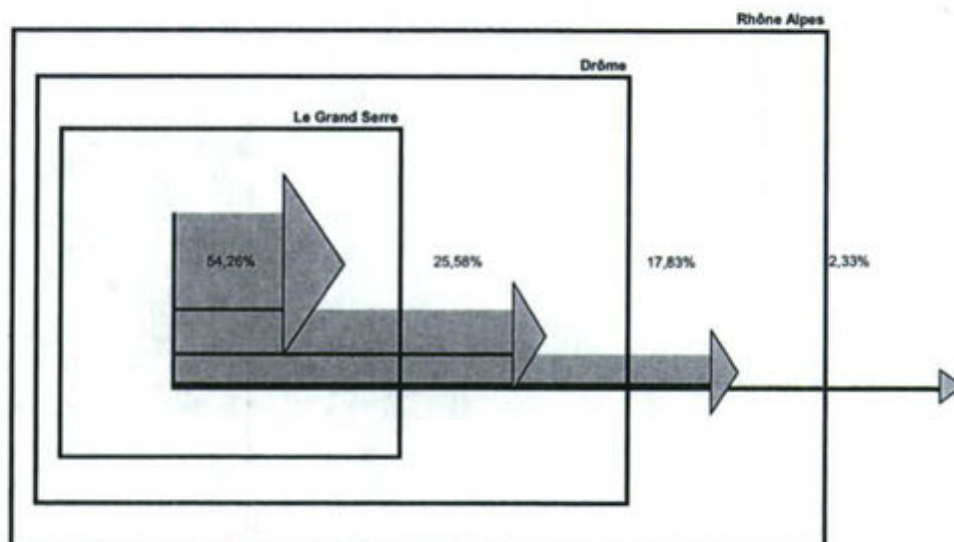
4.3.2 Déplacements et importance des mouvements journaliers

Selon le recensement de la population de 1999, 38% des ménages (en résidence principale) possèdent plus de deux voitures. 17% des ménages n'en possèdent pas (ce qui représente 9.5% en population) et demeurent captifs des systèmes alternatifs. Ce sont principalement des personnes âgées de plus de 75 ans. Ce taux était de 20.9% en 1990 ce qui démontre une augmentation du taux de motorisation des ménages.

Ce taux de motorisation des ménages est plus faible que la moyenne départementale (sur le département, 15.3% des ménages n'ont pas de voiture). Cela s'explique par la moyenne d'âge de la population.

Or, l'offre en transports collectifs est réduite aux transports interurbains départementaux. Les captifs, souvent retraités, peuvent apprécier les commerces de proximité présents sur la commune, mais restent isolés de certains services et commerces, inexistants sur la commune même.

Lieu de travail des actifs du Grand Serre



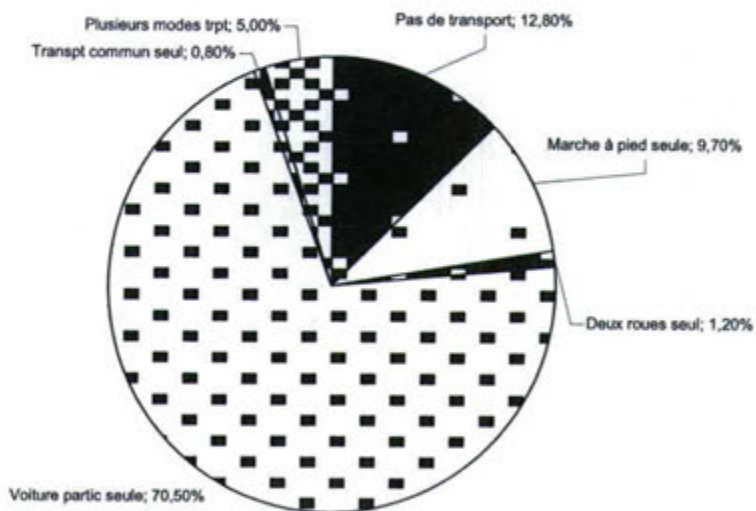
54.26% des actifs ayant un emploi sur la commune sont principalement ouvriers, agriculteurs, artisans et commerçants. Ils étaient 62.4% en 1990, ce qui démontre une baisse du taux d'emploi communal. Celui-ci reste néanmoins assez important pour une commune de cette taille.

Ainsi, 45.7% des actifs doivent sortir de la commune pour aller travailler, en grande partie dans la Drôme et en Isère. Les régions de Romans, d'Hauterives et de Beaupaire forment des pôles d'emploi importants.

Cela induit des déplacements domicile-travail intercommunaux, des trajets quotidiens qui constituent une partie importante du trafic supporté par les voiries de la commune. Les routes les plus empruntées restent les RD 51 et 66.

Parmi l'ensemble des actifs de la commune, 70.5% utilisent la voiture seule pour effectuer leur déplacement.

Moyens de transport utilisés dans les déplacements domicile-travail



Ce pourcentage augmente très fortement lorsqu'on observe l'utilisation de la voiture pour les actifs devant sortir de la commune : 91.5 % utilisent la voiture, et seulement 1.7% les transports en commun, ce qui témoigne d'une part du taux de motorisation des personnes qui travaillent, d'autre part de la faiblesse de l'offre alternative à la voiture.

Pour ceux qui habitent et travaillent sur le Grand-Serre même :

- 52.9% utilisent leur voiture,
- 1.4% les deux-roues,
- 16.4% la marche à pied seul.

La forte densité du centre village peut expliquer la bonne utilisation de la marche à pied du fait de la proximité entre lieu de vie et lieu de travail.

Le Grand-Serre constitue également un bassin d'emploi. Parmi les emplois situés sur la commune, 51.1% sont occupés par des habitants du Grand-Serre, 8% par des habitants d'Hauterives, 17.2% par des isérois (Saint-Clair sur Galaure notamment).

Les échanges et flux ne sont pas uniquement liés aux déplacements domicile-travail, mais également aux commerces. Les pôles d'attraction sont Beaurepaire et Saint-Vallier.

4.3.3 Circulations dans la ville

Points durs et accidentologie

Les trafics générés sur les départementales sont relativement faibles (inférieurs à 1 200 véhicules par jour). Il y a tout de même eu 6 accidents corporels entre 1999 et 2003 (impliquant 9 victimes dont 1 tué), principalement hors agglomération. Un seul s'est produit en agglomération.

Stationnement

Le centre-bourg propose plusieurs espaces de stationnement au sein de l'enceinte du village, sur les principales places : place de l'Hôtel de Ville (30 places environ), parking à l'ouest du cimetière (14 places), place de l'Industrie (8 places environ), place des Halles, place de la Bascule et au bout de la rue Serein. Du stationnement longitudinal s'organise sans matérialisation au sol le long du boulevard des Terreaux et sur la Grande rue devant la pharmacie. Il ne semble pas y avoir de problème de stationnement dans le centre, excepté les jours de marché (le vendredi matin sur la place de l'Hôtel de ville).

On peut regretter la prégnance de la voiture sur la place des Halles qui dévalorise le site.

Voies bruyantes

Il n'y a pas de voies classées à grande circulation sur la commune.

4.3.4 Alternatives à la voiture particulière – Transports collectifs

Lignes interurbaines

La commune est desservie par trois lignes régulières proposées par le Conseil Général :

- la ligne 3, qui relie Saint-Vallier au Grand-Serre en passant par Hauterives. L'arrêt est desservi, avec quatre allers-retours en moyenne par jour.
- La ligne 12 qui relie Beaupaire à Romans en passant par le Grand-Serre, avec un aller-retour vers Beaupaire et un aller-retour vers Châteauneuf de Galaure (aucune liaison côté Romans-sur-Isère).
- La ligne 14 qui relie Romans au Grand-Serre en passant par Montrigaud, avec deux allers-retours par jour en moyenne.

Transdrôme est un service départemental de transport à la demande nécessitant une réservation préalable auprès d'un organisme-relais. Ce service assure 2 types de missions :

- Une mission de rabattement, ouverte à tous, permettant les correspondances.
- Une mission de commodité réservée aux personnes âgées de plus de 65 ans, ou atteintes d'un taux d'invalidité d'au-moins 80%, permettant des déplacements pour motifs (achat, visites médicales ou démarches administratives).

La commune du Grand-Serre n'est pas concernée par cette offre.

Un Service Régulier à la Demande est un service circulant à heures et jours fixes, ouvert à tous mais nécessitant une réservation préalable auprès d'un organisme-relais. Il existe trois Services Réguliers à la Demande sur le département de la Drôme mais aucun dans la région du Grand-Serre.

Par contre, un service de transports associatif est prévu dans les compétences de la prochaine intercommunalité.

Transports ferroviaire

La commune n'est desservie par aucune gare. La gare la plus proche est celle de Saint-Vallier-sur-Rhône.

Circulations douces

Il n'y a pas d'aménagement spécifique pour cycles sur la commune, mais les dénivelés expliquent la faible utilisation de ce mode de déplacement. Le centre du village est agrémenté de quelques passages spécifiques dédiés aux piétons (accès par exemple aux terrains de jeu au sud du bourg).

Les itinéraires très empruntés sont :

- la Grande rue pour l'accès aux équipements scolaires et aux services. Des trottoirs existent mais ils sont parfois trop étroits pour assurer la sécurité des usagers ;
- le long du boulevard des Terreaux, où un mail piétonnier est planté au sud de la voie.

Le réseau de circulations spécifiques aux piétons pourrait être développé car ce mode de déplacement est très utilisé sur la commune.

4.3.5 Plan des déplacements urbains

La commune n'est concernée par aucun plan des déplacements urbains.

CONCLUSION

Un captage d'eau potable protégé

Une station d'épuration pouvant accueillir de nouveaux raccordements

Un projet d'envergure : l'implantation d'une éolienne

Une hiérarchisation lisible des voies avec un réseau départemental irrigant les principales zones urbanisées et des voiries communales de faible gabarit sillonnant le reste du territoire

Un taux d'emploi communal important entraînant de moindres trajets domicile-travail

Une desserte faible en transports en commun

ENJEUX

Respecter les périmètres de protection des captages

Définir les zones d'urbanisation future en lien avec les capacités de desserte des réseaux existants

Développer les circulations piétonnes entre les zones d'urbanisation proches du centre-bourg

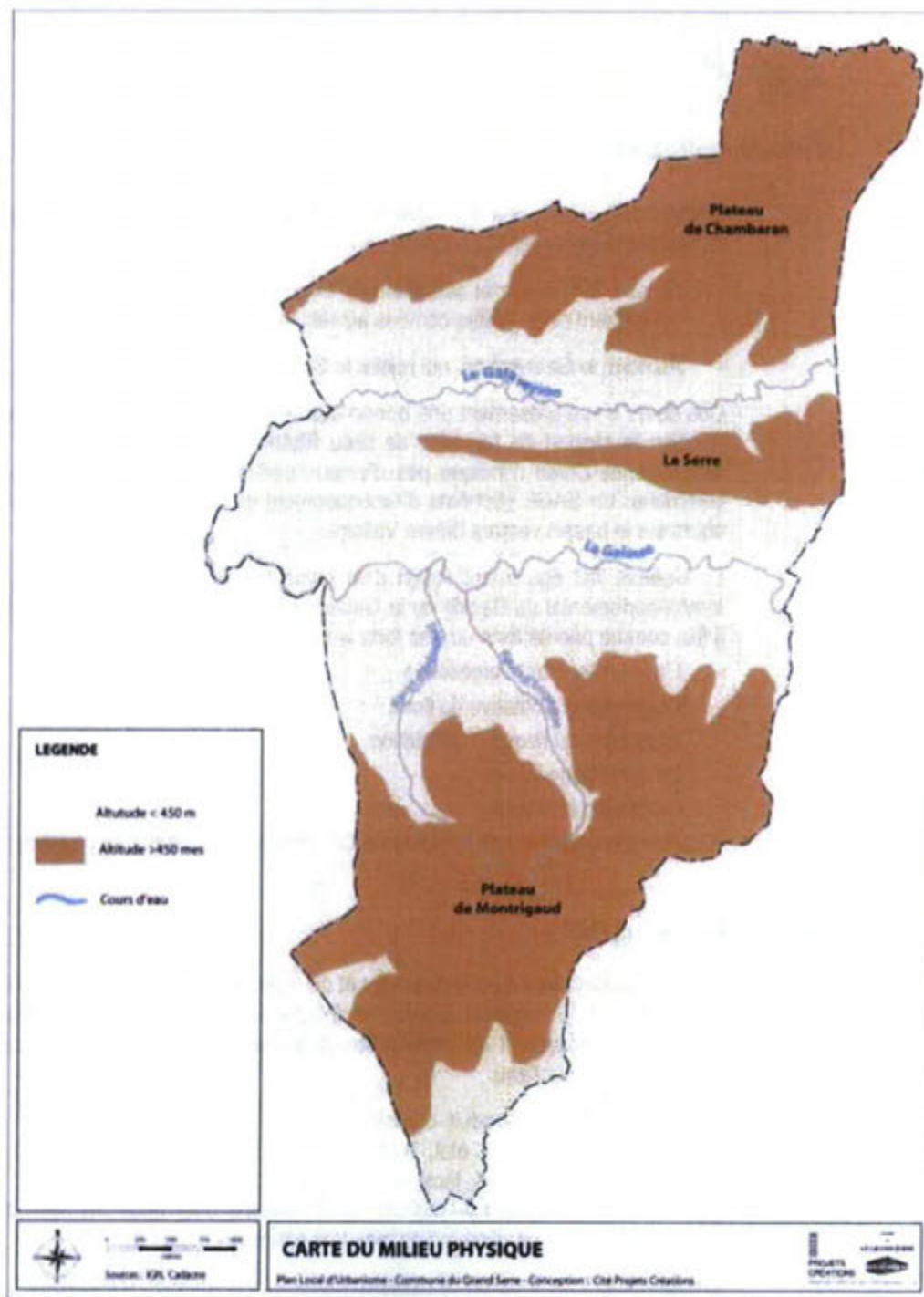
Accompagner le projet éolien à travers le zonage et le règlement du PLU

2^{EME} PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

5 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PAYSAGE

5.1 Le milieu physique

La commune du Grand-Serre se situe sur l'extrémité orientale des plateaux de Chambaran. Située à environ 400 mètres d'altitude, elle présente un relief marqué qui structure le territoire communal selon plusieurs axes orientés d'Est en Ouest.



5.1.1 Le relief

La commune présente trois entités de relief orientées Est-Ouest:

- au nord, le plateau de Chambaran - altitude entre 450 et 478 mètres
- au centre, le Serre, crête allongée sur laquelle est implantée le centre village - altitude entre 440 et 468 mètres
- au sud, le plateau de Montrigaud (bois de Paladet, du Châtelard et du Cloître) - altitude entre 450 et 515 mètres

La ligne de niveau 450 mètres permet de mettre en évidence ces trois entités de relief (Cf. carte du relief)

5.1.2 Le réseau hydrographique

Deux principaux cours d'eau s'intercalent de part et d'autre du serre et forment deux fonds de vallées distincts nivelés à environ 400 mètres d'altitude :

- Au sud, la Galaure et ses affluents temporaires : les ravins d'Embaraud et d'Engogne qui forment deux petites combes au sein du plateau sud
- Au nord, le Galaveyson, qui rejoint la Galaure plus en aval

Ces cours d'eau présentent une bonne qualité physico-chimique majoritairement classée 1 A selon le rapport de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse. Le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse n'indique pas d'enjeux particuliers concernant les cours d'eau de la commune. Un SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) est par contre en cours sur le bassin versant Bièvre Valloire.

La Galaure fait également l'objet d'un contrat de rivière initié en 1999 par le Syndicat Interdépartemental du Bassin de la Galaure (SIBG) et en cours d'élaboration actuellement. Il fixe comme priorité forte ou très forte les thématiques suivantes :

- L'assainissement domestique
- La gestion quantitative de l'eau
- La gestion du risque d'inondation
- La dynamique fluviale
- La gestion écologique

Au sud de la commune, le ruisseau de Champagnier est également à signaler.

5.1.3 Prise en compte du SDAGE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée Corse a été révisé, et le nouveau SDAGE a été approuvé le 20 novembre 2009. Le SDAGE constitue un document de planification ayant vocation à mettre en œuvre les principes posés par la loi sur l'eau.

Le nouveau SDAGE traduit concrètement la directive cadre sur l'eau. Il détermine les objectifs de qualité (bon état, bon potentiel écologique,...) que devront atteindre les « masses d'eau » (rivières, lacs, eaux souterraines, mer, ...) d'ici à 2015. Ils définissent également les orientations fondamentales à retenir pour atteindre ces objectifs et seront accompagnés d'un programme de mesures à mettre en œuvre.

Conformément au texte de la directive cadre européenne sur l'eau (DCE), quatre objectifs principaux sont visés par le SDAGE :

- assurer la non dégradation des milieux aquatiques, objectif traité dans l'orientation fondamentale n° 2 "Concrétiser la mise en œuvre de l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques" ;
- supprimer ou réduire à l'horizon 2020 les substances dangereuses prioritaires et les substances dangereuses, objectif traité dans l'orientation fondamentale n° 5 – C "Lutter contre les substances dangereuses" ;
- assurer la préservation des zones protégées au titre de réglementations préexistantes, auxquelles sont déjà attachés des objectifs rappelés dans le registre des zones protégées, dont a version abrégée fait l'objet d'un document d'accompagnement du SDAGE ;
- atteindre le bon état des eaux,

Ces objectifs ont été pris en compte avec notamment :

- La gestion de l'eau. Le zonage prend en compte le schéma général d'assainissement qui a été élaboré concomitamment au PLU. De plus, le règlement s'efforce de favoriser la gestion de l'eau à la parcelle en favorisant les surfaces libres engazonnées ou plantées (préconisations issues du diagnostic eaux pluviales).
- La gestion des risques d'inondation avec leur prise en compte dans le zonage et le règlement.
- La lutte contre les pollutions industrielles avec l'indication d'un prétraitement des eaux usées industrielles dans le règlement des zones urbaines destinées à recevoir de l'activité économique.

5.1.4 La géologie et l'hydrogéologie

Trois types de formations géologiques :

- formation résiduelle caillouteuse dite de Chambaran qui constitue les sommets des coteaux et de la butte du Grand-Serre. La texture argileuse de ces sols les rend peu perméables. Leur caractère acide et leur texture difficile à travailler en font des sols peu propices aux cultures, d'où l'appellation « Chambaran » (« champs bons à rien » en patois).
- formation molassique miocène à faciès sablo-gréseux et conglomérique correspondant au milieu de versant.
- formation d'alluvions fluviales en fond de vallée essentiellement caillouteuse et peu épaisse

Les deux dernières formations de nature basique constituent des sols plus favorables à l'agriculture. Les nombreux galets que l'on retrouve dans l'architecture locale sont issus des formations caillouteuses de fond de vallée pour certains ou du labours des pentes et des plateaux de Chambaran pour d'autres.

En matière d'hydrogéologie, le principal magasin aquifère est représenté par les formations molassiques du miocène. Cette formation de granulométrie assez faible assure une bonne filtration. Les différents horizons argileux et la couverture de surface (formation de Chambaran) augmentent la protection de la nappe phréatique. Le contexte hydrogéologique induit donc une sensibilité moindre des eaux souterraines.

Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse met en avant des enjeux particuliers de protection et de gestion des aquifères liés aux Molasses du bas Dauphiné. Ceux-ci représentent en effet des ressources stratégiques à proximité de la vallée du Rhône et de l'agglomération de Valence.

La commune du Grand-Serre présente d'ailleurs un captage d'eau potable situé près de l'ancienne gare et protégé par deux types de périmètres : protection immédiate et rapprochée (cf. § 4.1.1).

5.2 Le milieu naturel

Située à l'interface entre plusieurs influences climatiques - climat montagnard des plateaux de Chambaran et influence méditerranéenne de la vallée du Rhône – la commune présente des milieux naturels riches et diversifiés.

5.2.1 La végétation

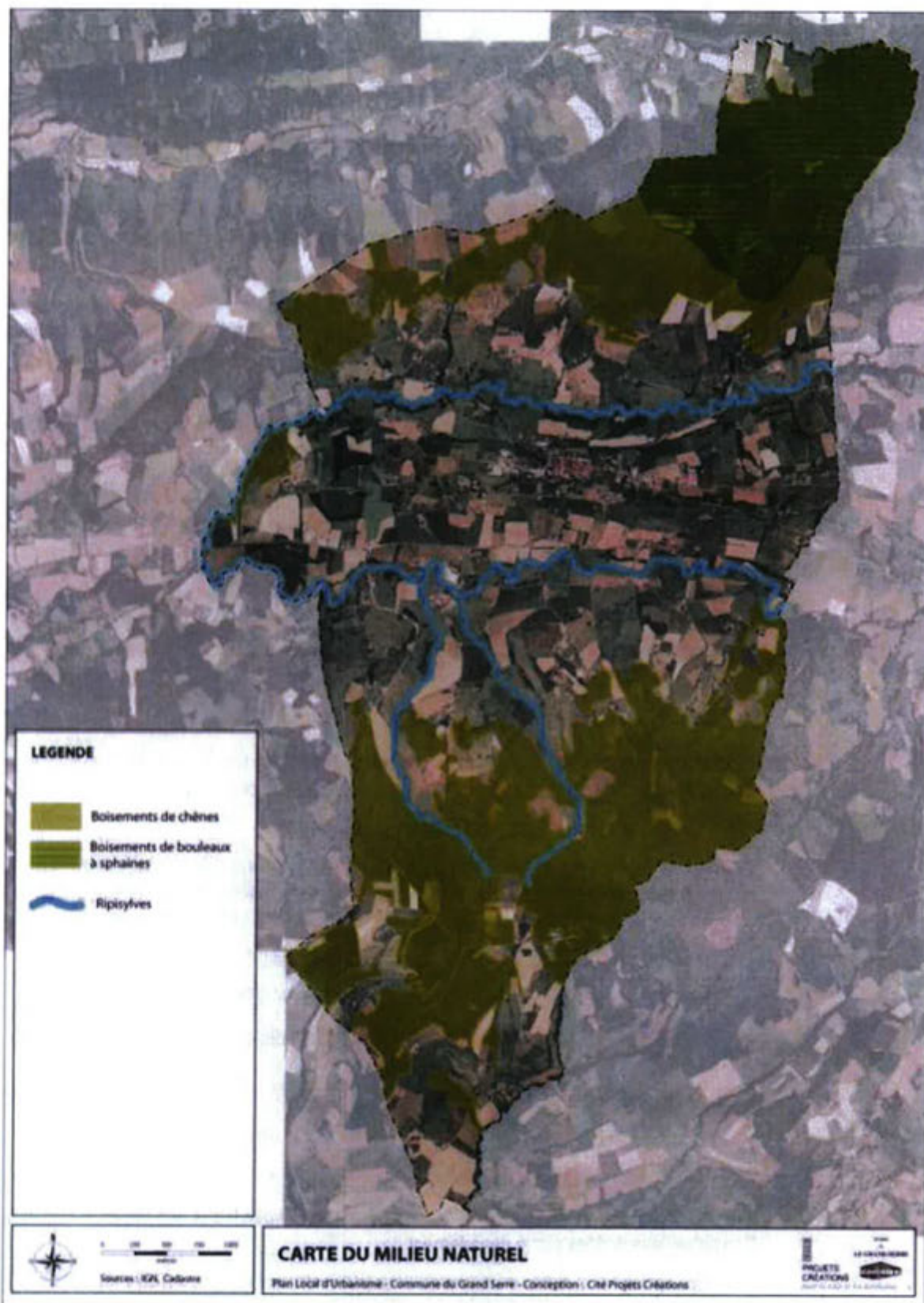
Trois grands types de couverture végétale sont représentés sur le territoire communal :

- Les boisements ou ripisylves qui longent les cours d'eau de la Galaure et du Galaveyson et de leurs petits affluents : ils sont composés principalement d'aulnes glutineux caractéristiques des bords de rivières.
- Les boisements de chênes qui couvrent les coteaux et les plateaux : ils sont composés de taillis appartenant à la série du chêne sessile accompagné par endroits du charme du châtaigner, du pin sylvestre et de bosquets de buis.
- Les boisements de bouleaux qui couvrent le plateau de Chambaran à l'extrémité Nord-est de la commune : ils sont composés principalement de taillis de bouleaux à sphaignes ponctués de tourbières.

La carte présentée page suivante permet de localiser ces différents types de couvertures végétales.

Ces boisements sont pour la plupart d'ores et déjà identifiés en tant qu'espaces boisés classés dans le POS révisé. Parmi ces EBC, 16 ha situés au niveau du Bois Paladet sont soumis au régime forestier en tant que forêt communale (Cf. carte ci-contre – Source : ONF)





5.2.2 La faune

La commune du Grand-Serre présente des habitats naturels autant terrestres qu'aquatiques bien préservés et de qualité, ce qui permet d'observer une faune également riche et diversifiée.

Grâce à la qualité des eaux froides et oxygénées des cours d'eau, la faune piscicole est particulièrement riche : la truite fario, la lamproie de Planer et le Chabot sont des espèces particulièrement remarquables.

De nombreux amphibiens présentant un intérêt patrimonial sont également présents dans les pièces humides, étangs et tourbières des plateaux : Crapaud sonneur à ventre jaune, Grenouille agile....

Les haies, ripisylves et milieux boisés permettent également la présence d'une avifaune riche composée notamment du busard Saint-Martin, du martin-pêcheur, du guêpier d'Europe et du busard cendré.

Concernant le gibier, une réserve de chasse est signalée au niveau du Bois Châtelard.

5.2.3 Les Zones naturelles remarquables ou à protéger

La présence de ces différentes espèces faunistiques et floristiques justifie l'identification de plusieurs sites en tant que milieux naturels remarquables.

Les ZNIEFF

L'inventaire rénové provisoire fait apparaître une ZNIEFF de type 2 (ensemble écologique fonctionnel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés) :

- ZNIEFF de type 2 des Chambaran orientaux (zone 2604)

L'inventaire rénové fait également apparaître sur la commune trois ZNIEFF de type 1 (secteurs de présence d'espèces, d'associations ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional et donc zone à fort enjeu écologique) :

- ZNIEFF de type 1 de la forêt domaniale des Chambaran (N°26040010) – 1923 ha
- ZNIEFF de type 1 du cours supérieur de la Galaure (N°26040001) – 625 ,7 ha
- ZNIEFF de type 1 de l'étang de Joanna Maria et bois environnants (N°26040003) – 36.1 ha

Cf. carte des ZNIEFF – inventaire rénové (page suivante)

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Il est à noter que trois ZNIEFF identifiées ci-dessus correspondent à des Espaces Naturels Sensibles, inventoriées par le département.

- Espace naturel sensible « Champ de tir des Chambaran » n°116 – ZNIEFF n°2640-01
- Espace naturel sensible « Mare des Becheyres » n°136 – ZNIEFF n°2640-4104
- Espace naturel sensible « Bois de Montrigaud et de Johanna – Maria » n°26 – ZNIEFF n°2640-4106

La zone Natura 2000

Situé au nord-est de la commune (sur le camp militaire notamment), le site dit « Etangs, landes, vallons tourbeux humides et ruisseaux à écrevisses de Chambaran » est proposé par la France pour être désigné au titre de la Directive européenne 92/43/CEE Habitat faune-flore. Cet habitat naturel est particulièrement remarquable par la présence d'espèces comme l'écrevisse à pattes blanches, le crapaud sonneur à ventre jaune et le triton crêté.

Cf. carte des ZNIEFF – inventaire non rénové (page suivante)

5.2.4 Les orientations supra communales concernant les milieux naturels

Le schéma collectif des espaces naturels et ruraux

Le schéma des services collectifs des espaces naturels ruraux identifie des enjeux stratégiques patrimoniaux qui doivent orienter les politiques publiques:

- la conservation des secteurs naturels le long des cours d'eau, composants essentiels des continuités écologiques soumises à de fortes pressions
- la préservation des zones humides, indispensables au maintien de la qualité de l'eau de la biodiversité et des paysages, du contrôle des crues ; à l'échelle communale, cela passe par la réhabilitation écologique des cours d'eau, la restauration des ripisylves et des zones inondables
- la mise en place d'un réseau écologique national destiné à assurer la préservation et la continuité entre les sites d'intérêt écologique remarquable ; pour donner de la vigueur à ce réseau national il importe d'assurer au plan local la continuité écologique entre le chevelu des réseaux hydrographiques et les espaces naturels de qualité existants sur la commune

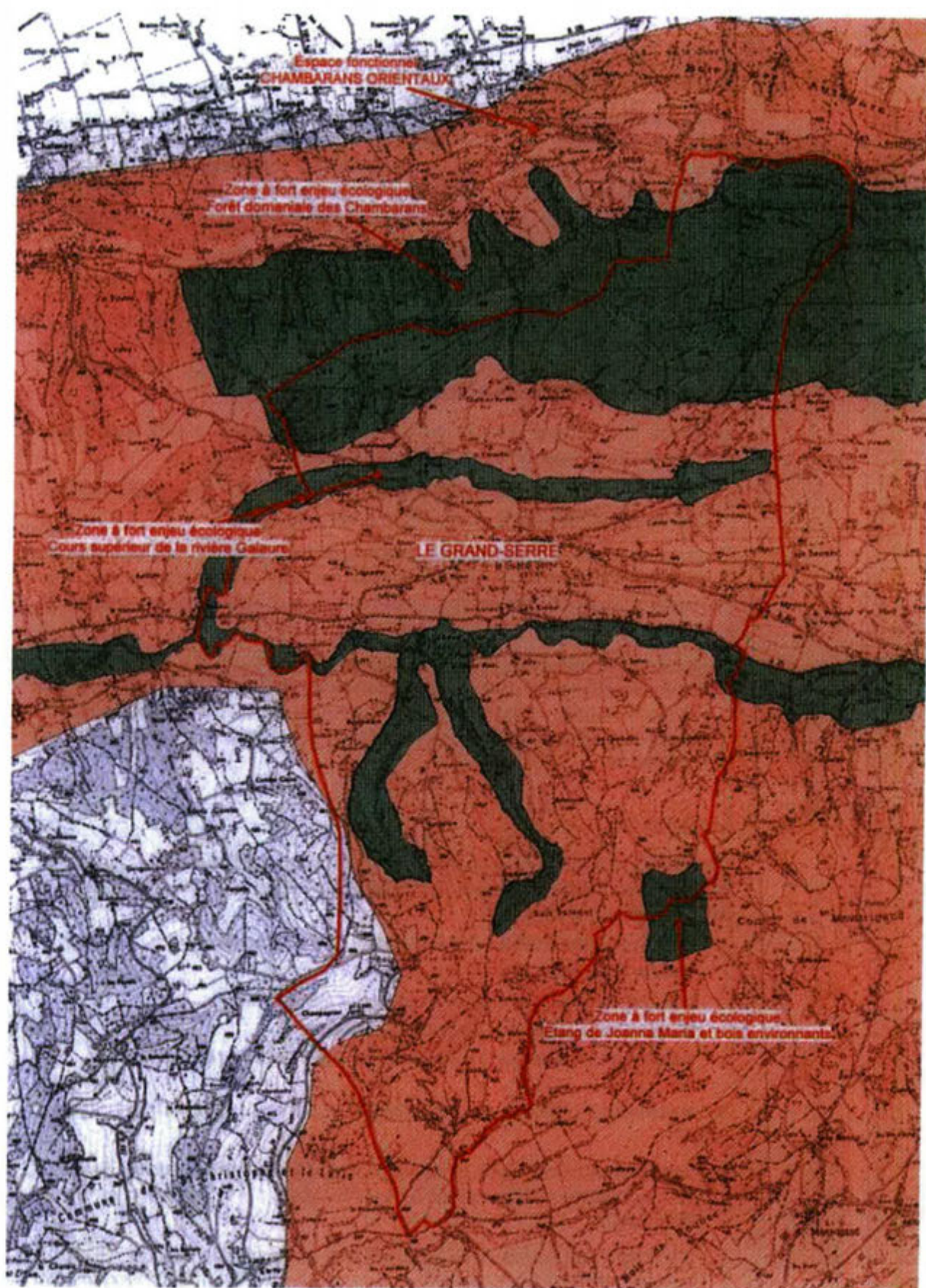
Les O.R.G.F.H

Les Orientations Régionales de Gestion de la Faune sauvage et d'amélioration de la qualité de ses Habitats ont été approuvées sur la région Rhône-Alpes par arrêté préfectoral du 30 juillet 2004. Elles préconisent de :

- limiter la conversion des espaces agricoles en zones artificialisées
- inciter la diversité des cultures
- maintenir et restaurer le paysage bocager et les éléments arborés
- restaurer les boisements de bords de cours d'eau
- préserver les habitats naturels remarquables : ZNIEFF et zone Natura 2000

Sur la commune du Grand-Serre, la préservation du patrimoine naturel s'inscrit dans ces objectifs :

- les boisements des coteaux et plateaux constituent des habitats naturels de qualité dont la protection est déjà assurée dans le POS révisé par un classement en espace boisé classé.
- Les ripisylves de la Galaure et de ses affluents constituent des corridors végétaux à préserver dans les fonds de vallée cultivés autant pour leur valeur écologique que paysagère.



Carte des ZNIEFF (inventaire renouvelé)

CONCLUSION SUR LE MILIEU PHYSIQUE ET NATUREL

Un milieu physique structurant orienté Est-Ouest

- Trois entités de relief : le plateau de Chambaran au nord, le Plateau de Montrigaud au sud et le serre au centre
- Deux cours d'eau principaux : la Galaure et le Galaveyson
- Trois formations géologiques : formation de Chambaran sur les plateaux, sol molassique sur les versants et alluvions en fond de vallée
- Un sol filtrant en général et une couverture argileuse protectrice pour les eaux souterraines

Un milieu naturel préservé et des sites identifiés comme remarquables

- Des boisements de plateaux et des ripisylves de qualité
- Trois ZNIEFF de type 1 selon l'inventaire rénové
- Une zone Natura 2000

ENJEUX

Préserver la qualité des aquifères

- Respecter les périmètres de protection des captages

Préserver et valoriser les ripisylves de la Galaure et de la Galaveyson en tant que corridor écologique au sein de la plaine agricole

- Préserver en zone N une bande de 30 à 50m aux abords des cours d'eau
- Maintenir le classement EBC des ripisylves
- Intégrer les prescriptions du contrat de rivière de la Galaure au PLU

Préserver les espaces boisés des plateaux en tant qu'habitat naturel de qualité

- Préserver les sites remarquables en zone N stricte
- Maintenir le classement EBC des boisements
- Evaluer l'incidence des projets d'aménagement communaux sur les sites naturels remarquables

5.3 Les risques environnementaux et les nuisances

En matière de risques environnementaux, deux documents d'information à la population sont à disposition en mairie :

- le dossier départemental des risques majeurs
- le dossier communal synthétique des risques majeurs

5.3.1 Les risques naturels

En matière de risques naturels, la commune est concernée essentiellement par le risque d'inondation comme le montre le tableau des arrêtés de catastrophes naturelles présentés ci-dessous. Un risque de mouvement de terrain plus ponctuel est également à signaler.

TYPE DE CATASTROPHE	Date de début	Date de l'arrêté
Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau)	25/09/1987	02/12/1987
Inondation - Par ruissellement et coulée de boue	25/09/1987	02/12/1987
Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau)	09/10/1988	08/12/1988
Inondation - Par ruissellement et coulée de boue	09/10/1988	08/12/1988
Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau)	02/10/1993	29/11/1993
Inondation - Par ruissellement et coulée de boue	02/10/1993	29/11/1993
Mouvement de terrain - Glissement de terrain	02/10/1993	12/04/1994
Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau)	05/01/1994	30/06/1994
Inondation - Par ruissellement et coulée de boue	05/01/1994	30/06/1994
Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau)	25/09/1999	28/01/2000
Inondation - Par ruissellement et coulée de boue	25/09/1999	28/01/2000

Source : <http://www.prim.net>

Les risques hydrauliques liés aux inondations, aux crues et aux ruissellements

La commune du Grand-Serre est soumise au risque d'inondation de la Galaure, crue de type torrentiel avec montée des eaux rapides, durée de submersion assez courte mais pouvant entraîner un affouillement des berges et des apports d'embâcles.

L'atlas des zones inondables établi par les services de l'état permet de localiser les zones de plus hautes montées des eaux. Ce document permet une connaissance générale et empirique du risque à une échelle cependant peu précise (10 000^e). En l'absence de Plan de prévention du risque plus spécifique, il reste néanmoins le document à prendre en compte au sein du PLU.

Cf. carte de l'atlas des zones inondables- page suivante



Carte des zones inondées. Source : Atlas des zones inondables - DDE

Les risques de mouvements de terrain

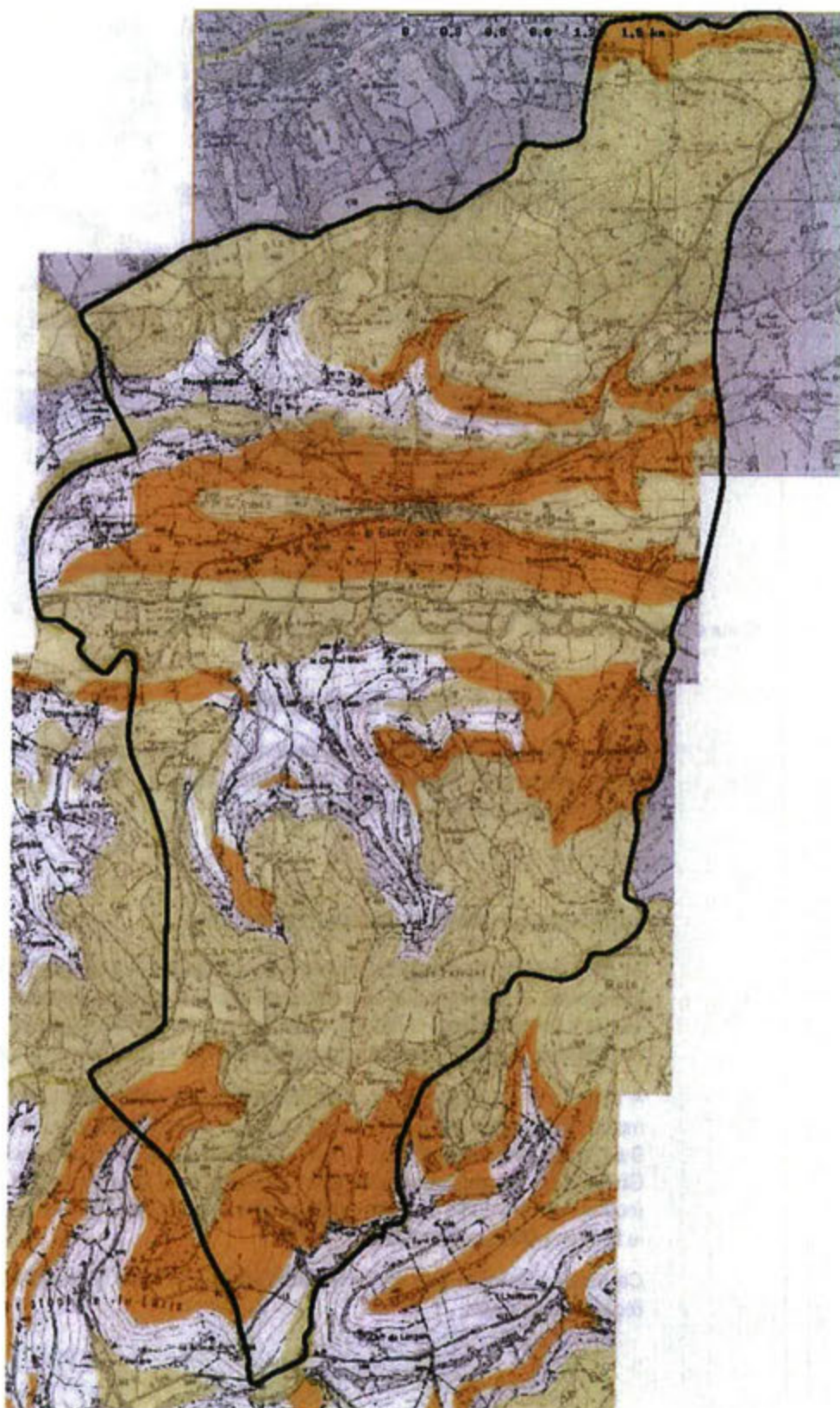
Pour la commune, le risque de mouvements de terrain constitue un événement ponctuel à impact limité essentiellement lié à des phénomènes d'inondation. Il n'a donc pas fait l'objet d'une cartographie par les services de l'Etat.

Les risques de retrait gonflement des argiles

Le phénomène de retrait-gonflement de certaines formations géologiques argileuses affleurantes provoquent des tassements différentiels qui se manifestent par des désordres affectant principalement le bâti individuel. Le risque de retrait – gonflement des argiles a été cartographié en 2009 sur la commune du Grand-Serre (voir la carte page suivante).

A l'échelle de la Drôme, le nombre de sinistres constatés est assez variable : près de la moitié (48%) des communes n'ont connu qu'un à deux sinistres, environ 40% comptent 3 à 9 sinistres, tandis que 13 communes du département ont connu plus de 10 sinistres. Le Grand-Serre fait partie des communes peu touchées, avec seulement 2 sinistres recensés (source : cartographie de l'aléa retrait-gonflement des sols argileux dans le département de la Drôme, BRGM, octobre 2008).

Ce risque n'entraîne pas de contrainte d'urbanisme mais nécessite la mise en œuvre de règles constructives.



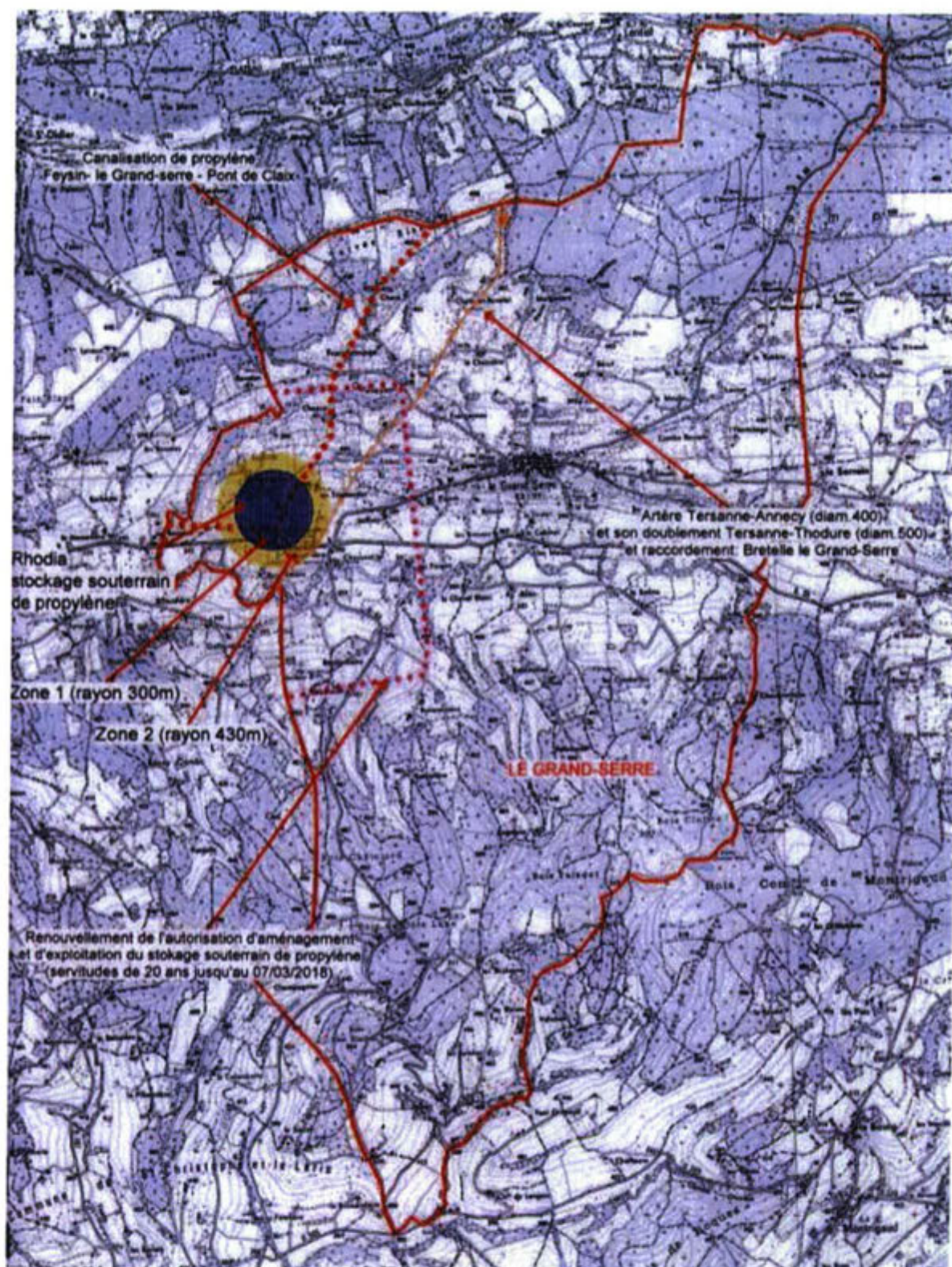
Carte du risque de retrait-gonflement des argiles, 2009

5.3.2 Les risques industriels liés au stockage et au transport de matières dangereuses

La zone de stockage de propylène

Le stockage du Grand-Serre est situé à l'ouest de la commune en bordure de la route départementale 51 menant à Hauterives. Exploité par la société NOVAPEX, ce site reçoit et stocke du propylène au sein d'une cavité saline d'une capacité de 60 000m³ enterrée à environ 1300 m de profondeur. Les risques sont liés à la fuite accidentelle de propylène pouvant générer des explosions ou des incendies. Deux zones à risques sont identifiées :
Cf. carte des risques industriels - page suivante

TYPE DE ZONE	PERIMETRE	PRECONISATIONS
ZONE 1 Zone des effets létaux – conséquences mortelles pour au moins 1 % des personnes présentes	300 m	Interdire toute nouvelle construction, extension de plus de 20m ² ou création de, voie ou chemin à l'exception des infrastructures nécessaires à l'exploitation du stockage
ZONE 2 Zone d'apparition des effets irréversibles pour la santé ou de blessures sérieuses	430 m	Limiter l'augmentation du nombre de personnes exposées et donc de l'urbanisation



Carte des risques industriels liés au stockage et au transport de matières dangereuses - Source : PAC (DDE 26)

La canalisation de transport de propylène Feyzin-Pont de Claix

Localisation : Cf. carte des risques industriels

Zones de risques :

TYPE DE ZONE	Distance de part et d'autre de la canalisation (sans protection)	Distance de part et d'autre de la canalisation (en présence de protection)
Zone des dangers significatifs (IRE)	350 m	60 m
Zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux (PEL)	150 m	30 m
Zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs (ELS)	120 m	25 m

Le risque représenté par le couple probabilité / conséquences est à priori particulièrement faible. Mais le risque nul n'existant pas, il convient de faire preuve de vigilance dans les zones évoquées.

Il est à noter que les tronçons entre le Grand-Serre et Pont de Claix ne sont plus exploités mais inertes.

Si la commune envisage de permettre réglementairement la réalisation de projets dans les zones de danger pour la vie humaine, les dispositions suivantes a minima devront être prises en compte :

- dans la zone des dangers significatifs pour la vie humaine correspondant aux effets irréversibles (colonne IRE du tableau) : informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible, afin qu'il puisse analyser l'éventuel impact de ces projets sur sa canalisation,
- dans la zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux (colonne PEL du tableau) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie,
- dans la zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs (colonne ELS du tableau) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

La canalisation Fos-sur-Mer / Tersanne

Il s'agit de deux canalisations de transport de gaz naturel exploitées par Gaz de France :

- Une canalisation de diamètre 400mm à 67.7 bars
- Une canalisation de diamètre 500mm à 67.7 bars

Zones de risques :

Type de zone	DN 400 mm (distance de part et d'autre de la canalisation)	DN 500 mm (distance de part et d'autre de la canalisation)
Zone des dangers significatifs (IRE)	190	250
Zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux (PEL)	150	200
Zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs (ELS)	105	145
Zone des effets létaux en présence de protection	5m minimum	5m minimum

Les préconisations concernant l'urbanisation dans les zones à risques sont définies par l'arrêté ministériel du 4 août 2006 modifié. Les canalisations situées sur la commune du Grand-Serre sont de catégorie C, ce qui n'implique pas de limite en terme de densité d'urbanisation.

Par contre, ces canalisations entraînent dans le domaine privé une zone *non aedificandi* de 16 m de large (4 m à gauche, 5 m entre les canalisations et 7 m à droite en allant vers l'ouest) où les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres de plus de 2.70m de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0.60m sont interdites.

Fiche d'information élaborée par la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) de Rhône-Alpes

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes

TRANSUGIL-PROPYLENE

1) CONTEXTE

Les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation d'une canalisation destinée au transport de propylène à partir de l'unité de production de FEYZIN (Rhône) et d'un centre de dépotage installé à SAINT CLAIR DU RHONE (Isère), en vue d'alimenter des usines chimiques situées à SAINT CLAIR DU RHONE (Isère), au PEAGE DE ROUSSILLON (Isère) et au PONT DE CLAIX (Isère) et un stockage souterrain situé au GRAND SERRE (Drôme), ont été déclarés d'intérêt général par décret du 26 février 1971.

Les zones auxquelles s'appliquent les servitudes attachées à la construction et à l'exploitation de cet ouvrage ont été définies par le décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 et l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 1971 approuvant les caractéristiques de l'ouvrage, pris en application de la loi 65-498 du 29 juin 1965 modifiée.

Pour connaître le tracé de l'ouvrage, les servitudes qui s'y rattachent, et les éventuelles mesures de protection existantes ou susceptibles d'être mises en place, il est nécessaire de prendre l'attache du transporteur :

SOCIETE TRANSUGIL PROPYLENE
(26530 LE GRAND SERRE - TEL. 04.75.68.84.30)

2) RISQUES

Les caractéristiques techniques de l'ouvrage répondent aux conditions et exigences définies par un règlement de sécurité, garantissant ainsi sa sûreté intrinsèque.

Les conditions opératoires d'exploitation, de surveillance et de maintenance mises en œuvre par le transporteur visent à prévenir les risques inhérents à un tel ouvrage et le développement d'une communication appropriée auprès des riverains est de nature à les réduire.

Le retour d'expérience de l'exploitation et les accidents survenus sur des canalisations de transport montrent cependant qu'un tel ouvrage peut présenter des dangers pour le voisinage. Les deux scénarios envisagés, pour la partie de l'ouvrage actuellement en exploitation, entre Feyzin et Le Grand Serre, sont :

- perte de confinement de la canalisation au travers d'une fissure ou d'une corrosion sur un tube. Ce scénario constitue la référence lorsque la canalisation est protégée (c'est-à-dire lorsqu'il existe une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure ou toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu). En effet, au-delà des obligations réglementaires rappelées précédemment, et dans le but de réduire les risques présentés par la canalisation, il est possible de mettre en œuvre une telle protection si elle n'existe pas. L'événement redouté conduit alors à :

- des effets irréversibles limités à une zone de 60 m de part et d'autre de la canalisation,
- des premiers effets létaux limités à une zone de 30 m de part et d'autre de la canalisation,
- des effets létaux significatifs limités à une zone de 25 m de part et d'autre de la canalisation.

Le coût de cette protection est généralement modéré quand il est ramené à celui d'un projet d'aménagement ou de construction ne nécessitant pas le changement des tubes constitutifs de la canalisation.

- perte de confinement de la canalisation avec rupture franche suite à une agression externe. Ce scénario, le plus redoutable, est le scénario de référence lorsque la canalisation n'est pas protégée. Ses conséquences s'étendraient jusqu'à :

- 350 m de part et d'autre de la canalisation pour les effets irréversibles,
- 150 m de part et d'autre de la canalisation pour les premiers effets létaux,
- 120 m de part et d'autre de la canalisation pour les effets létaux significatifs.

Ces deux scénarios s'appuient sur le fait que la rupture d'une telle conduite peut provoquer des effets destructeurs dans le cas de l'explosion d'un nuage gazeux dérivant, et des brûlures graves dans le cas d'une fuite enflammée. Les distances évoquées ci-dessus résultent d'une note de modélisation réalisée en décembre 2006 par le transporteur sur la base des seuils définis dans la circulaire du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses. Elles sont susceptibles d'ajustement dans le cadre de la réalisation de la prochaine étude de sécurité, notamment au niveau des points singuliers localisés tels que les tronçons et installations aériens, les zones assujetties à mouvement de terrain, ...

3) DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DE L'URBANISATION

Le risque correspondant aux événements évoqués précédemment, représenté par le couple probabilité / conséquences, est a priori particulièrement faible.

Cependant, le risque n'étant pas, il apparaît nécessaire d'inciter les maires à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones de dangers pour la vie humaine, de façon proportionnée à chacun des trois niveaux de dangers (significatifs, graves et très graves). A cet effet, ils détermineront, sous leur responsabilité, les secteurs appropriés dans lesquels sont justifiées des restrictions de construction ou d'installation, comme le prévoit l'article R. 123-11b du code de l'urbanisme.

En particulier, si les maires envisagent de permettre réglementairement la réalisation de projets dans les zones de dangers pour la vie humaine, ils devront prendre a minima les dispositions suivantes :

- dans la zone des dangers significatifs pour la vie humaine correspondant aux effets irréversibles (350 m de part et d'autre de la canalisation) : informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible, afin qu'il puisse analyser l'éventuel impact de ces projets sur sa canalisation,
- dans la zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux (150 m de part et d'autre de la canalisation) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie,
- dans la zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs (120 m de part et d'autre de la canalisation) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

La mise en place d'une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure, ou de toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu, permet de réduire :

- la zone des dangers significatifs pour la vie humaine correspondant aux effets irréversibles, à 60 m de part et d'autre de la canalisation,
- la zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux, à 30 m de part et d'autre de la canalisation,
- la zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs, à 25 m de part et d'autre de la canalisation.

La partie de l'ouvrage située entre le stockage souterrain du Grand Serre et Pont de Claix, sous azote depuis quelques années, maintenue en état en vue d'une éventuelle réutilisation pour un autre usage, ne fait pas l'objet de recommandations pour la maîtrise de l'urbanisation. Néanmoins les servitudes liées à cet ouvrage demeurent, ainsi que la réglementation associée aux travaux à proximité d'ouvrages souterrains (décret n°91/1147 du 14 octobre 1991) ; le transporteur devra donc être informé de tout projet à moins de 100 m de son ouvrage.

CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL

1) CONTEXTE

La réalisation des ouvrages de transport de gaz naturel par canalisation relève d'un règlement d'administration publique contenu dans le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations.

Par ailleurs ces mêmes ouvrages ont fait l'objet bien souvent d'une déclaration d'utilité publique.

Pour connaître le tracé des ouvrages, les servitudes qui s'y rattachent et les éventuelles mesures de protection existantes ou susceptibles d'être mises en place, il est nécessaire de prendre l'attache du transporteur :

Département de l'Ain, l'Arèche, la Drôme, le Rhône, la Savoie et la Haute-Savoie	Département de la Loire
GRTgaz Région Rhône-Méditerranée Agence Rhône-Alpes 36 bd de Schweighouse - 69530 BRIGNAIS Tél. 04.72.31.36.00	GRTgaz Région Rhône-Méditerranée Agence Auvergne 19 allée Mesdames - 03200 VICHY Tél. 04.70.30.90.00

2) RISQUES

Les caractéristiques techniques des ouvrages répondent aux conditions et exigences définies par un règlement de sécurité, garantissant ainsi leur sûreté intrinsèque.

Les conditions opératoires d'exploitation, de surveillance et de maintenance mises en œuvre par le transporteur visent à prévenir les risques inhérents à de tels ouvrages et le développement d'une communication appropriée auprès des riverains est de nature à les réduire.

Le retour d'expérience de l'exploitation et les accidents survenus sur des canalisations de transport de gaz naturel montrent cependant que de telles canalisations peuvent présenter des dangers pour le voisinage. Les deux scénarios envisagés sont :

- perte de confinement de la canalisation au travers d'une fissure ou d'une corrosion sur un tube (cas des canalisations en acier). Ce scénario constitue la référence lorsque la canalisation est protégée (c'est-à-dire lorsqu'il existe une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure ou toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu). En effet, au-delà des obligations réglementaires rappelées précédemment, et dans le but de réduire les risques présentés par la canalisation, il est possible de mettre en œuvre une telle disposition compensatoire si elle n'existe pas. L'événement redouté conduit alors à des zones de dangers limitées à 5 m de part et d'autre de la canalisation. Le coût de cette disposition est généralement modéré quand il est ramené à celui d'un projet d'aménagement ou de construction ne nécessitant pas le changement des tubes constitutifs de la canalisation ;
- perte de confinement de la canalisation avec rupture franche suite à une agression externe. Ce scénario, le plus redoutable, est le scénario de référence lorsque la canalisation n'est pas protégée. Ses conséquences s'étendraient jusqu'à plusieurs dizaines de mètres de part et d'autre de la canalisation pour les effets irréversibles ainsi que pour les premiers effets létaux, et les effets létaux significatifs. Les distances à considérer sont reprises dans les colonnes IRE, PEL et ELS des tableaux ci-après.

Ces deux scénarios s'appuient sur le fait que la rupture d'une telle conduite peut aboutir à l'inflammation du panache de gaz. Les distances évoquées ci-dessus résultent de la note de modélisation réalisée par GRTgaz sur la base des seuils définis dans la circulaire du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses. Elles sont susceptibles d'ajustement dans le cadre de la révision en cours des études de sécurité, notamment au niveau des points singuliers tels que les tronçons et installations aériens, ...

3) DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DE L'URBANISATION

Le risque correspondant aux événements évoqués précédemment, représenté par le couple probabilité / conséquences, est a priori particulièrement faible.

Cependant, le risque nul n'existant pas, il apparaît nécessaire d'inciter les maires à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones de dangers pour la vie humaine, de façon proportionnée à chacun des trois niveaux de dangers (significatifs, graves et très graves). A cet effet, ils détermineront, sous leur responsabilité, les secteurs appropriés dans lesquels sont justifiées des restrictions de construction ou d'installation, comme le prévoit l'article R. 123-11b du code de l'urbanisme.

En particulier, si les maires envisagent de permettre réglementairement la réalisation de projets dans les zones de dangers pour la vie humaine, ils devront prendre a minima les dispositions suivantes :

- dans la zone des dangers significatifs pour la vie humaine correspondant aux effets irréversibles (cf. colonne IRE des tableaux ci-après) : informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible, afin qu'il puisse analyser l'éventuel impact de ces projets sur sa canalisation,
- dans la zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux (cf. colonne PEL des tableaux ci-après) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie,
- dans la zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs (cf. colonne ELS des tableaux ci-après) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

Les deux tableaux ci-après définissent en fonction du diamètre et de la pression maximale de service de la canalisation (PMS) :

- » la zone correspondant aux effets irréversibles (IRE),
- » la zone correspondant aux premiers effets létaux (PEL),
- » la zone correspondant aux effets létaux significatifs (ELS)

La mise en place d'une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure, ou de toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu, permet de réduire l'ensemble des trois zones précitées à 5 m de part et d'autre de la canalisation, lorsque la population susceptible d'être exposée en cas de fuite a la possibilité d'évacuer le secteur sans difficultés.

DISTANCE EN METRES A PRENDRE EN COMPTE DE PART ET D'AUTRE DE L'AXE DE LA CANALISATION

Canalisations en acier

Voir tableau en annexe

Canalisations en polyéthylène

D de la canalisation DN en mm	PMS en bar	4			6			10		
		IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS
160		8	6	5	15	8	5	15	8	5

- IRE Distance correspondant aux effets irréversibles, de part et d'autre de l'axe de la canalisation (dose de 600 [J/kg] m³ s)
 PEL Distance correspondant aux premiers effets létaux, de part et d'autre de l'axe de la canalisation (dose de 1000 [J/kg] m³ s)
 ELS Distance correspondant aux effets létaux significatifs, de part et d'autre de l'axe de la canalisation (dose de 1500 [J/kg] m³ s)

⚠ Note : Cette consultation ne dispense pas des obligations découlant du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif aux travaux à proximité de certains ouvrages enterrés.

Canalisations en acier

DN mm	4			6			8			10			12			15			20			25			30			35			40			47,5			48,5			54			67,7			80																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
DN 50																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	

IRE Distance, en mètres, correspondant aux effets irréversibles, de part et d'autre de l'axe de la canalisation (dose de 600 [J/(kg·m²)¹/²]).
 PEL Distance, en mètres, correspondant aux premiers effets létaux, de part et d'autre de l'axe de la canalisation (dose de 1000 [J/(kg·m²)¹/²]).
 ELS Distance, en mètres, correspondant aux effets létaux significatifs, de part et d'autre de l'axe de la canalisation (dose de 1800 [J/(kg·m²)¹/²]).

Note:

- Pour les canalisations ayant un diamètre nominal (DN) n'excédant pas 150 mm, les distances indiquées sont valables lorsque la population susceptible d'être exposée à la possibilité d'être évacuée rapidement. Dans le cas contraire, une étude spécifique sera demandée à GRT gaz pour déterminer avec précision les zones de dangers applicables.
- La vitesse du vent retenue est de 2,5 m/s. Dans les départements de l'Ardèche et de la Drôme, les distances indiquées seront majorées de 5 m pour tenir compte d'une vitesse de vent supérieure.

5.3.3 Les nuisances

Le bruit et les nuisances sonores

Aucune voie de circulation n'est classée bruyante sur la commune.

Les nuisances liées aux bâtiments d'élevage

Treize bâtiments d'élevage sont soumis au RSD sur la commune. La plupart sont implantés dans des zones rurales éloignées des zones d'habitat, ce qui limite les enjeux en terme de nuisances. Seul un bâtiment situé au sein du hameau du Pichat implique la prise en compte des périmètres sanitaires induit par le RSD par rapport aux habitations voisines et aux éventuels projet d'extension.

5.3.4 Les carrières

Plusieurs zones de carrières sont indiquées au zonage du POS révisé mais ne sont actuellement pas exploitées. Le schéma départemental des carrières élaboré à l'échelle de la Drôme fait apparaître la majeure partie du territoire communal du Grand-Serre en classe II correspondant à une sensibilité très forte du milieu et le reste en classe III (zone particulières).

CONCLUSION SUR DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET LES NUISANCES

Des risques naturels liés aux inondations de la Galaure

Des risques industriels liés au stockage et au transport de matières dangereuses générant des zones et des règlements spécifiques :

- un site de stockage de propylène exploité par NOVAPEX
- la canalisation de propylène Feyzin- Pont de Claix
- deux canalisations de transport de gaz naturel exploitées par Gaz de France

Des bâtiments d'élevage pouvant potentiellement générer des nuisances

Un territoire communal sensible par rapport à l'implantation de carrières selon le Schéma départemental des carrières

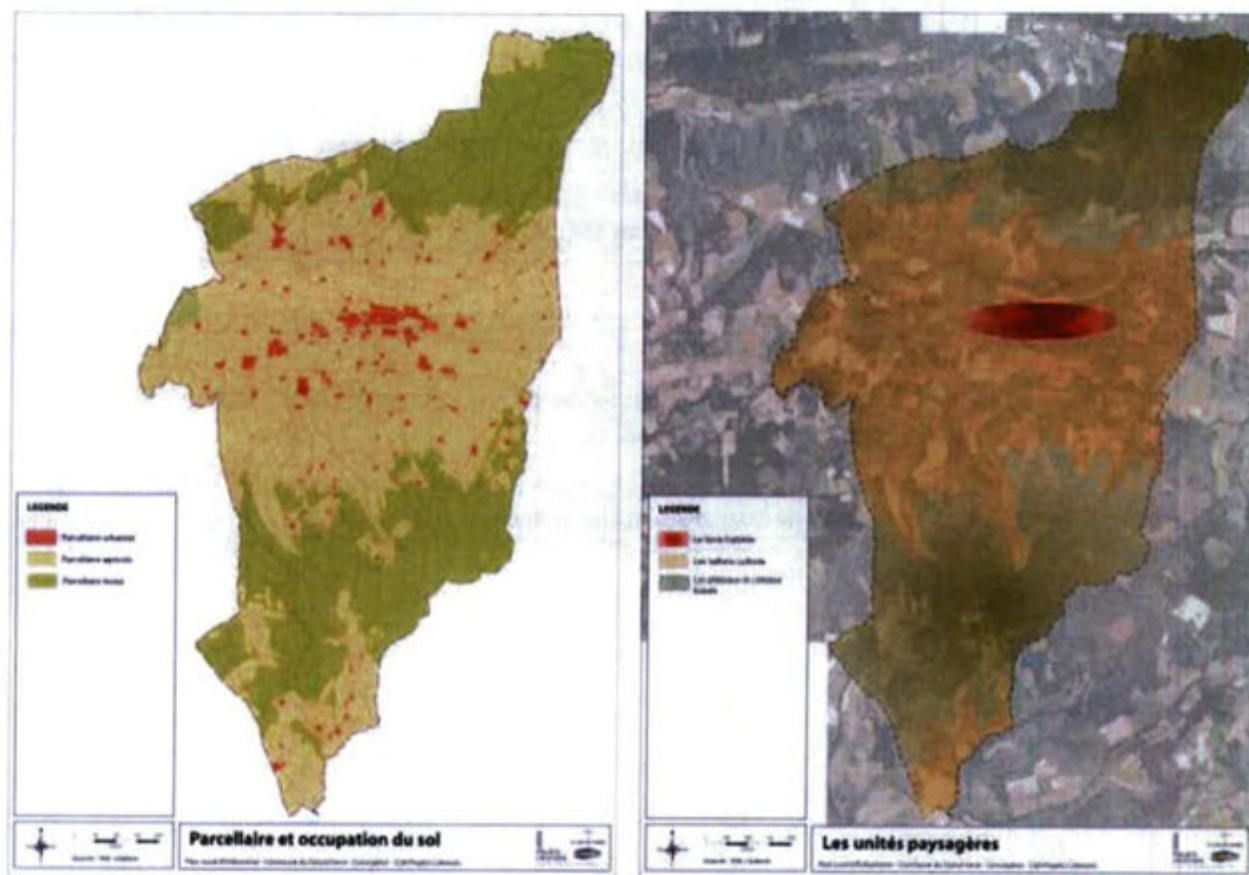
ENJEUX

Préserver les populations du risque d'inondation en interdisant les constructions au sein des zones inondables identifiées

Respecter les distances et règlements imposés autour du site de stockage de propylène et des canalisations de matières dangereuses

5.4 Le paysage

5.4.1 Les unités paysagères



Les grands types de paysages qui caractérisent la commune du Grand-Serre découlent des composantes physiques et naturelles du territoire (cf. §5.1 et 5.2) mais aussi de l'occupation humaine de ce dernier. Aussi les trois unités paysagères recensées sur la commune présentent un lien étroit avec les typologies d'occupation du sol et de parcellaire observés sur la photographie aérienne et le cadastre.

Les plateaux et coteaux boisés



Le plateau de Chambaran au nord et les bois de Montrigaud au sud dessinent de vastes espaces boisés caractérisés par des vues cloisonnées. Ce paysage se traduit sur le plan cadastral par d'immenses parcelles aux formes hétérogènes plus ou moins complexes suivant les mouvements du relief.

Les vallons cultivés



Les fonds des vallées et piémonts présentent un paysage agricole où les pâtures alternent avec quelques terres labourées. Les vues sont ouvertes et varient en lien avec la topographie. Le parcellaire agricole est également contraint par le relief encore marqué des coteaux. La taille et l'orientation des parcelles sont diverses même si on observe une majorité de parcelles orientées est-ouest afin de profiter au maximum de l'ensoleillement naturel.

Le Serre habité

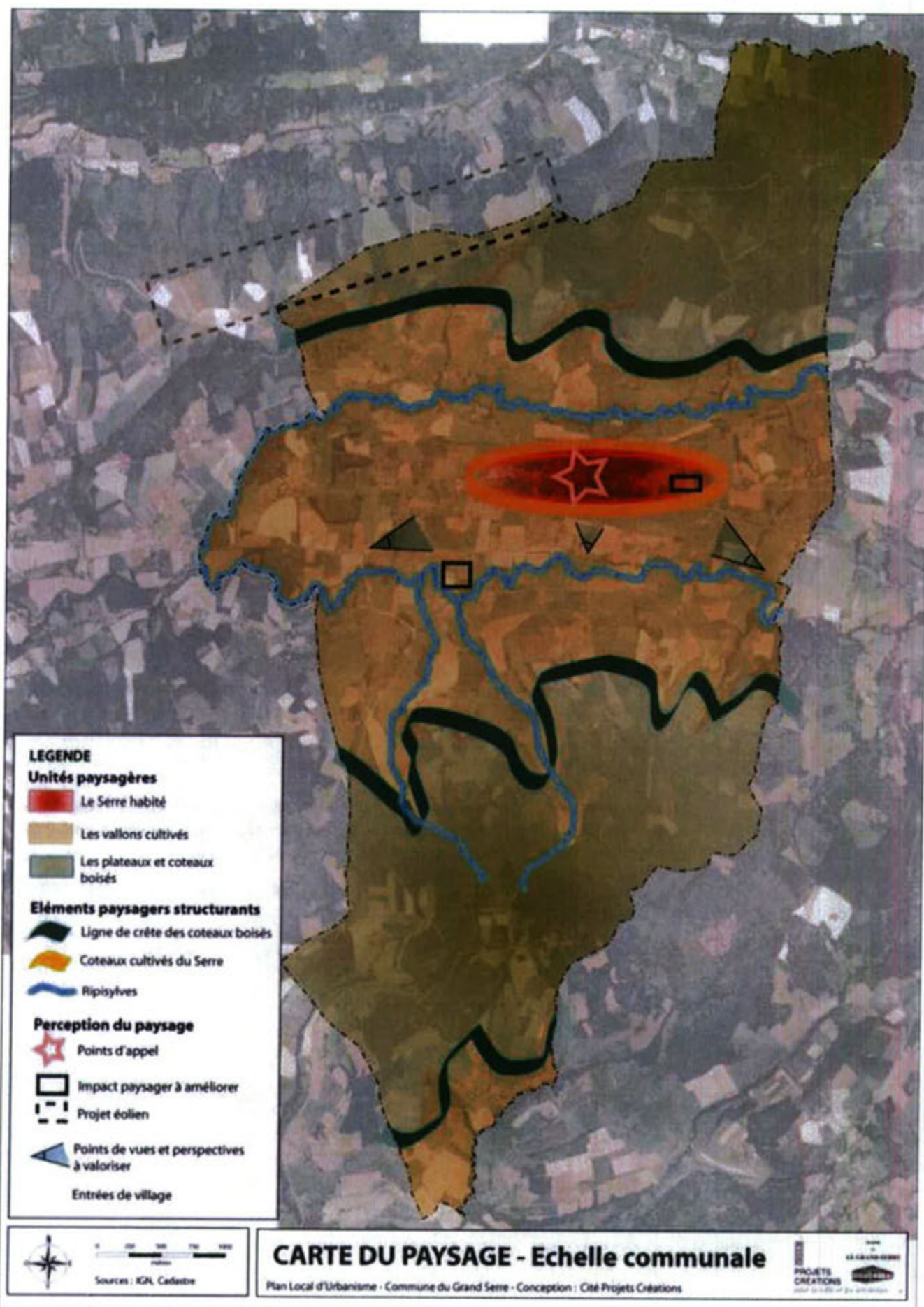
Le bourg du Grand-Serre offre un paysage urbain typé. Le dédale des rues étroites et structurées par des fronts bâtis denses s'ouvre ponctuellement sur des espaces publics ouverts ou sur des percées visuelles sur le paysage rural.

Ce paysage découle d'un parcellaire étroit et dense dicté par le mode d'implantation du bourg sur un serre (éperon étroit du relief). Les pentes ont ainsi fourni des enceintes de défense naturelle, conforté par un front bâti dense au nord et au sud. Les parcelles sont orientées nord-sud et organisées perpendiculairement aux axes de circulation.



La carte présentée page suivante synthétise les caractéristiques paysagères majeures à repérer à l'échelle du territoire communal. Le zoom qui suit sur le centre bourg permet de détailler ces éléments à l'échelle du paysage urbain du centre bourg.

Les éléments paysagers structurants et les modes de perception du paysage seront explicités par la suite.



LEGENDE

Éléments paysagers structurants

- Trame végétale et alignements d'arbres
- Murets de galets

Perception du paysage

- ★ Points d'appel
- Impact paysager à améliorer
- ▲ Points de vues et perspectives à valoriser
- ┌ Entrées de village



0 40 80 120 160

Sources : IGN, Cadastre

CARTE DU PAYSAGE - Echelle du bourg

Plan Local d'Urbanisme - Commune du Grand Serre - Conception : Cité Projets Créations



5.4.2 Les éléments structurants du paysage

La qualité générale du paysage communal est fondée sur la présence d'éléments forts qui structurent le paysage, orientent sa perception et facilitent sa lecture. Il s'agit aussi bien d'éléments physiques dû au relief que d'éléments végétaux ou bâtis. En tant que fondements de l'identité paysagère de la commune, ils ont une valeur identitaire.

A l'échelle du paysage communal

Le paysage communal est structuré par trois types d'éléments majeurs :

➤ Les coteaux boisés

Les coteaux boisés dessinent une ligne de crête bien marquée par les boisements ondulant à l'horizon. Ces coteaux présentent une sensibilité forte par rapport à toute intervention (route, implantation de bâti) dont l'impact paysager peut être important. Il s'agit également de maintenir la lisibilité des lisières entre les piémonts cultivés et les hauts de coteaux boisés. L'abandon de certaines pâtures crée une problématique d'enfrichement qui vient brouiller cette lisibilité.

➤ Les ripisylves

Les franges boisées qui longent la Galaure, la Galaveyson et leurs affluents viennent souligner le tracé sinueux des cours d'eau, marquant ainsi l'axe structurant du fond de vallée.

➤ Les coteaux cultivés, socle paysager du bourg

Les pentes cultivées qui entourent le Serre jouent un rôle fondamental dans la mise en valeur visuelle du village et de son mode d'implantation particulier. La préservation de ces coteaux est confrontée à des enjeux paysagers importants liés à la fois à l'enfrichement et au mitage par du bâti résidentiel.

La préservation et la valorisation visuelle de ces trois éléments structurants correspondent à un enjeu paysager majeur pour la commune.

Ligne de crête boisée

Ripisylve

Coteau enfriché vers Saint-Julien



Mitage bâti

Coteau enfriché



A l'échelle du centre-bourg

➤ **La trame arborée et les alignements d'arbres**

Le bourg et ses abords présentent un patrimoine arboré intéressant. Plusieurs alignements d'arbres viennent structurer les voies :

Le double alignement de marronniers qui borde la D137 au niveau de l'entrée Nord-ouest du village est particulièrement majestueux. Les espaces ouverts qui l'entourent au sud et au nord participent à sa mise en valeur. Ils doivent être préservés ou aménagés de façon cohérente avec l'alignement.

La D66 est également bordée d'un alignement plus hétérogène et moins qualitatif mais néanmoins structurant pour la valorisation de l'entrée de village.

Un double alignement de platanes vient valoriser le boulevard des terreaux. Il correspond à un alignement ancien et historique aujourd'hui à régénérer et renouveler.

Des alignements de noyers sont également présents au sein des espaces agricoles maintenus à proximité du bourg (entrée de village sud-est et vers Pré Blanjeon).

D'autres éléments arborés remarquables sont à repérer, au niveau du Parc Bonnemain notamment.



Alignement le long de la D 137



Alignement de noyers

➤ **Les murets de galets**

L'ensemble des jardins et espaces privés du bourg sont structurés par des murets de galets typiques de la région. Il s'agit d'un motif identitaire à valoriser dans le cadre de création de nouvelles limites et clôtures.



5.4.3 La perception du paysage

Les points d'appel dans le paysage

Le bourg perché au sommet du serre constitue lui-même un point d'appel majeur dans le paysage. Le clocher de l'église marque un point d'appel particulier qui se distingue par sa hauteur et la couleur dorée de ses pierres.

Les points de vue et les perspectives majeures

Les principaux points de vues et perspectives majeures sont localisés sur la carte du paysage et le zoom présenté précédemment. On peut distinguer deux modes de perceptions du paysage communal :

➤ **Les vues extérieures au bourg**

Les ouvertures visuelles des espaces agricoles de coteaux permettent de percevoir le bourg de loin au cours des traversées de la commune.

➤ **Les vues sur le paysage rural depuis le bourg**

Au sein du tissu bâti dense, quelques ruelles transversales créent des percées visuelles vers l'extérieur. Le Parc Bonnemain constitue également un point de vue sur le paysage communal à valoriser malgré son emplacement excentré.

Vues depuis l'extérieur sur le bourg



Vues sur le paysage rural depuis le bourg



Les « points noirs » paysagers à améliorer

A l'opposé des éléments structurants, les « points noirs » viennent perturber la lecture du paysage. Si ces éléments prennent le pas sur les éléments identitaires, le paysage perd alors fortement en qualité.



Les zones d'activités présentant des bâtiments de volumétrie importante et de colorimétrie claire constituent les principaux points noirs paysagers de la commune. L'enjeu est d'en améliorer les abords et de rechercher des formes architecturales plus adaptées dans le cadre de projet d'extension.

Exemple zone d'activités

Un projet éolien est également en cours à l'échelle intercommunale. L'implantation de 13 à 15 éoliennes est programmée sur les « Terres blanches » au nord-ouest de la commune du Grand-Serre. Une à trois d'entre elles sont sur le territoire communal selon les scénarii. L'impact paysager de ce projet a été analysé dans le cadre des études préalables. L'enjeu de mise en cohérence du site d'implantation avec le paysage environnant est en effet important. Il dépend néanmoins de la sensibilité propre de l'observateur qui, pour les éoliennes, reste très variable.

Les entrées de village

➤ Entrée Nord-Ouest

L'entrée Nord-Ouest du village par la RD 137 est majestueusement marquée par l'alignement de marronniers (Cf. Éléments paysagers structurants).



➤ Entrée Sud-Ouest

Un alignement d'arbres marque également l'entrée Sud-ouest mais sa composition hétérogène (épicéa, platanes...) et ses interruptions par des haies privatives ne favorisent pas la lisibilité de l'entrée de village. De plus, l'alignement étant en bordure sud de la voie, les vues sur la vallée de la Galaure ne sont pas valorisées. Cet alignement ne représente donc pas un intérêt paysager majeur.



➤ **Entrée Sud-est**

L'entrée Sud-est offre des vues intéressantes vers le Sud et la vallée de la Galaure. L'alignement de noyers implanté de manière transversale participe à diriger le regard vers cette vue. Il est donc à préserver comme trame paysagère même dans le cas d'extension urbaine sur ce site.

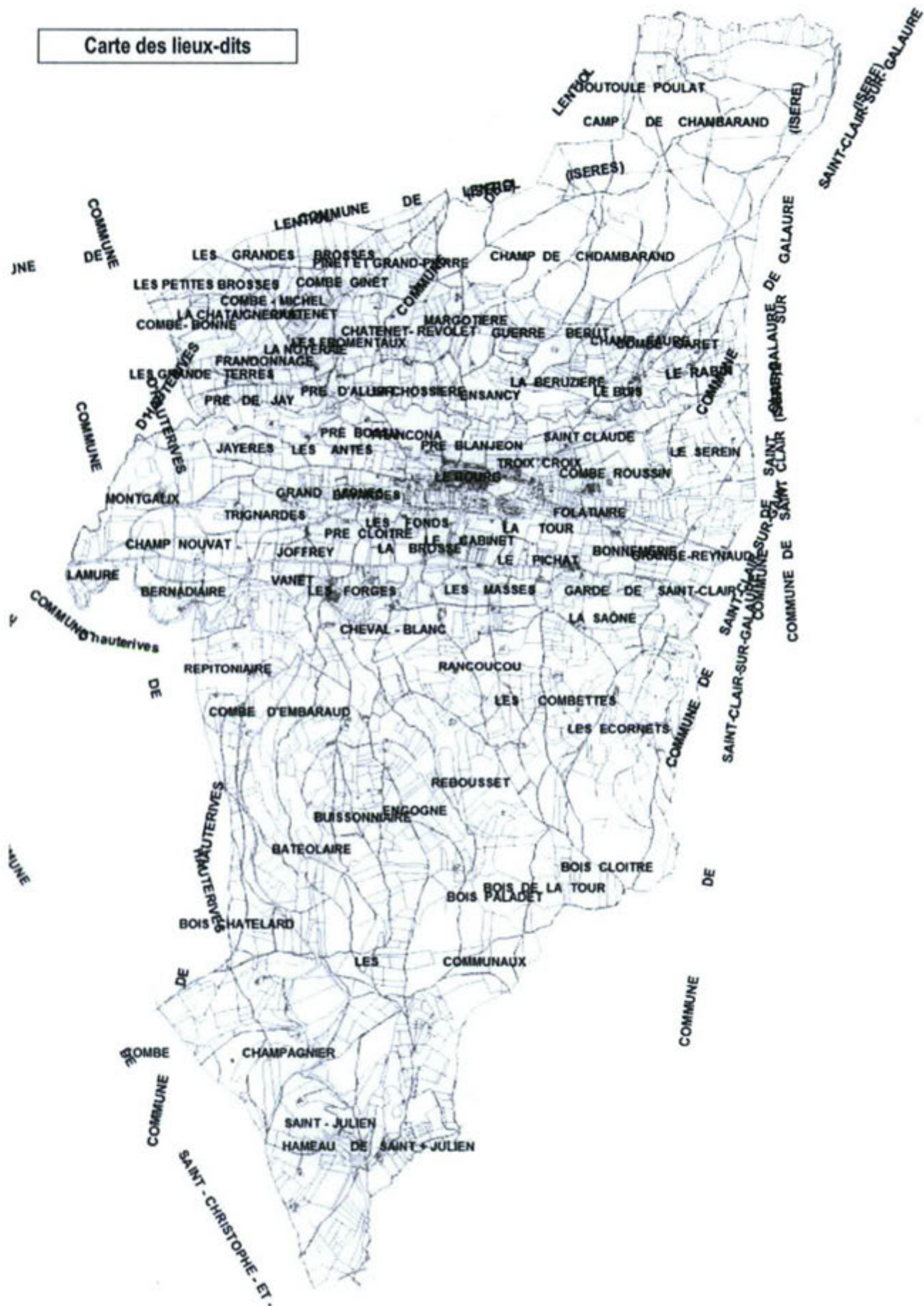


➤ **Entrée Nord-Est**



La D66 venant du plateau de Chambaran, l'entrée nord-est correspond à l'entrée la moins empruntée. Elle ne présente donc pas d'enjeu particulier.

Carte des lieux-dits



CONCLUSIONS

Trois unités paysagères qui découlent des composantes physiques et naturelles du territoire mais aussi de l'occupation humaine et du parcellaire

- Les plateaux et coteaux boisés
- Les vallons cultivés
- Le Serre habité

Un paysage structuré des éléments paysagers à valeur identitaire

A l'échelle du paysage communal

- Les coteaux boisés
- Les ripisylves
- Les coteaux cultivés du Serre, socle paysager du village

A l'échelle du bourg

- Une trame arborée riche présentant des intérêts patrimoniaux
- Des murets de galets, motif identitaire

Une perception claire et structurée du paysage favorisée par de nombreux points de vues

- Le village perché et le clocher de l'église, point d'appel majeur
- Des vues diversifiées à la fois depuis l'extérieur vers le bourg et depuis le bourg vers le paysage rural
- Les zones d'activités, des points noirs paysagers à intégrer
- 4 entrées de village majoritairement lisibles et bien marquées

ENJEUX

Traduire la vocation de chaque unité paysagère dans le zonage du PLU

- Plateaux et coteaux boisés en zone naturelle
- Vallons cultivés en zone agricole
- Le serre habité en zone urbanisée

Assurer une protection spécifique pour les éléments paysagers structurants

- Classement en Espace Boisé Classé des boisements de coteaux et des alignements d'arbres d'intérêt patrimonial
- Repérage au plan en tant qu'éléments d'intérêt paysager des ripisylves, des murets de galets

Valoriser les vues et perspectives majeures

- Maintenir les percées visuelles vers le paysage rural assurées par les petites rues transversales du bourg
- Valoriser le parc Bonnemain en tant que point de vue sur le paysage rural
- Valoriser les entrées de village

Intégrer les zones d'extension bâties par rapport à la perception qualitative et identitaire du bourg

- Limiter et homogénéiser les hauteurs de constructions en centre bourg afin de maintenir la perception de village groupé et de ne pas concurrencer le clocher de l'église (point d'appel paysager)
- Limiter l'impact paysager des extensions urbaines sur le coteau sud du village (réflexion sur l'implantation, intégration dans la pente, réglementation des hauteurs...)
- Intégrer les extensions à vocation d'activités dans leur cadre paysager

6 ANALYSE DU TISSU URBAIN

6.1 Structure urbaine

6.1.1 Historique

L'analyse historique permet de comprendre les différentes dynamiques encourues sur le territoire. Elle est nécessaire dans la compréhension et l'appréhension de l'existant, voire du futur.

Situé à l'extrémité nord-est du département de la Drôme, le Grand-Serre tire son nom de sa position au sommet d'un coteau faisant partie du relief collinaire compris entre La Côte Saint André et Romans, Saint Vallier et Roybon.

Le bourg fut fondé par des moines de l'ordre de Saint Benoît à une époque mal déterminée, peut-être au VI^e siècle.

Une trame viaire remaniée

L'étude du cadastre napoléonien (réalisé dans les années 1850) permet de constater un remaniement du réseau des voies de communication, notamment des axes majeurs entraînant un développement de la structure urbaine différent de celui originel. Ainsi on constate à l'échelle territoriale:

Le chemin rural des Antes au Serein : point de départ de l'urbanisation

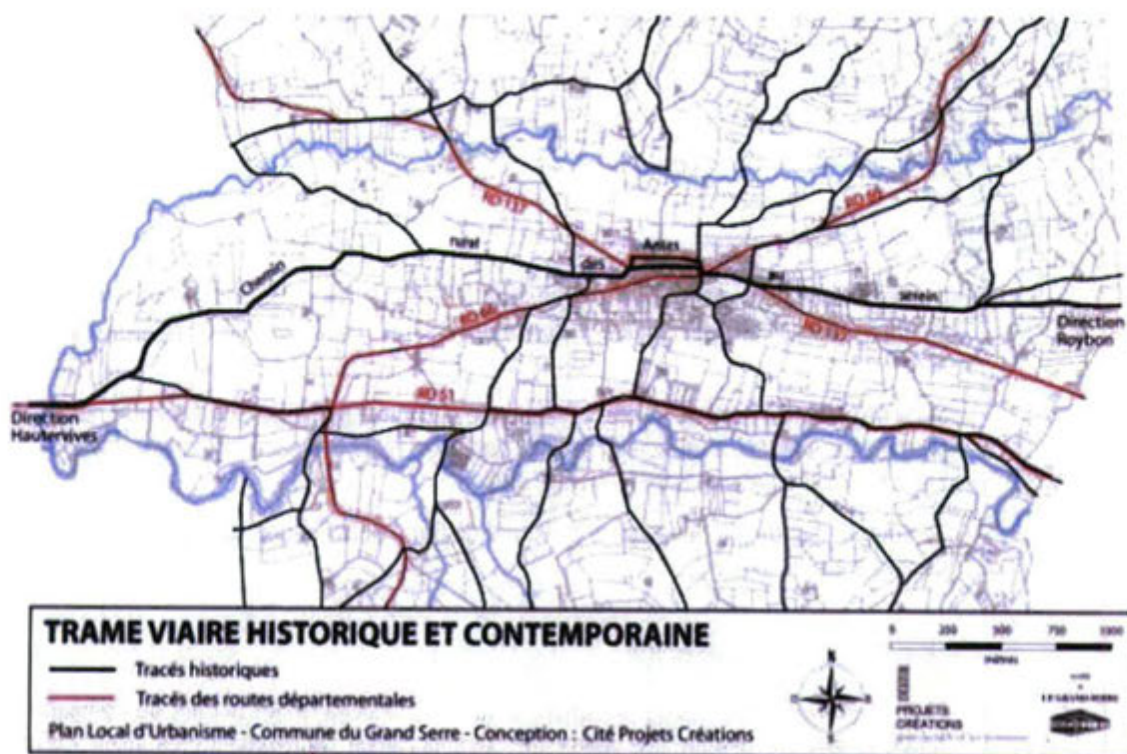
Le centre bourg était implanté linéairement suivant un axe est-ouest majeur dans la trame originelle, reliant Hauterives à Roybon : le chemin rural des Antes au Serein, au sommet du serre.

Il s'agit de l'axe longitudinal est-ouest qui passe au niveau du quartier du collège, puis à l'intérieur du centre bourg pour se prolonger au niveau du secteur des activités artisanales et industrielles de Folatière.

Création des tracés des routes départementales

Les tracés actuels empruntés par les routes départementales 51, 66 et 137 n'existaient pas dans les années 1850 ou partiellement sous forme de chemins ruraux. Leur création s'est faite suivant les quelques voies rurales présentes ainsi que le découpage parcellaire agricole originel.

Cette nouvelle organisation a ainsi permis de désenclaver le Grand-Serre en créant des connexions routières directes avec Romans, La Côte Saint André et Saint Vallier.



Un urbanisme hérité de l'époque médiévale

Développement de la structure urbaine du centre bourg

A l'échelle du centre bourg on constate que l'organisation de cette entité urbaine a relativement évolué depuis 1850, en changeant quelque peu les usages et polarités.

Comme mentionné précédemment, le bourg s'est urbanisé dans un premier temps à l'intérieur des fortifications physiques ou naturelles le long de la rue des Antes. Puis avec la création des RD 66 et 137, le bourg s'est étendu en longueur, hors des murs de fortifications, dans les pattes d'oies créées par les croisements de ces nouvelles voies de communication.

Or, l'étude des tracés viaires napoléoniens concentriques laisse envisager un développement naturel urbain du bourg plus en épaisseur plutôt qu'en longueur. Les voies départementales auraient alors légèrement modifié le sens de développement du bourg.

Une urbanisation dense autour de la rue des Antes au serein

L'étude des plans napoléoniens montre que l'urbanisation à l'intérieur des enceintes était principalement organisée suivant un axe curviligne :

le long de la rue des Antes suivant une direction « porte de Romans » à l'ouest, soit vers la porte « de Roybon » à l'est, soit vers le chemin du Grand-Serre à Montrigaud au sud est.

Cette organisation plus dense au nord et à l'est du bourg met en lumière le fait que l'église devait être le point de centralité de l'organisation urbaine historique. L'actuelle grande rue se termine en impasse au niveau de la place de l'hôtel de ville.

Autre détail, les halles médiévales étaient plus encaissées qu'actuellement à l'intérieur du tissu bâti. Au regard du plan napoléonien, il manque la partie sud de l'îlot situé à l'est des halles.



6.1.2 Trame viaire

La trame viaire constitue le squelette de la ville. Elle définit les vides – les voies de circulation – qui viendront contenir le développement de la masse bâtie. Son appréhension permet de comprendre la composition du tissu urbain et la dynamique entre les différentes entités constituant le territoire.

Malgré un dénivelé et un relief très marqué, l'ensemble du territoire communal est desservi en terme de trame viaire. Celle-ci s'organise suivant un développement concentrique depuis le centre-bourg.

Ce maillage viaire fin, permet de mettre à distance raisonnable l'ensemble des entités du territoire des pôles attractifs départementaux et régionaux. Cette bonne irrigation du territoire est facilitée par la présence d'un tissu viaire cohérent et fin en terme de hiérarchie :

3 axes départementaux majeurs traversent et irriguent le territoire dans la globalité

un vaste réseau de voiries secondaires et tertiaire permet de relier les grandes entités du territoire entre elles

Le réseau principal

Le réseau principal est composé de deux organisations urbaines distinctes :

La route départementale 51 le long de la Galaure, en fond de vallée

Le croisement des RD 66 et 137 au niveau du centre bourg

La RD 265a qui traverse la commune dans la partie sud du territoire

Un axe Est-ouest : la route départementale 51

La RD 51 qui relie Saint Vallier à Roybon via Le Grand-Serre, le long de la vallée de la Galaure, est identifiée comme un axe majeur à vocation de transit.

Cet axe est primordial en terme d'accessibilité à la commune, puisqu'il constitue une connexion majeure avec la vallée du Rhône. Cependant il se situe en contrebas du Serre sur lequel est implanté le centre bourg, le positionnant ainsi légèrement en retrait de cet axe majeur tout en le préservant d'un flux de circulation trop intense.

Deux axes obliques nord - sud : les routes départementales 66 et 137

Le centre bourg est le point de convergence de deux axes routiers départementaux, la RD 66 et la RD 137. Ces deux axes permettent une connexion du Grand-Serre avec Romans (RD66) au Sud et à la Cote Saint André (RD66) et Saint Rambert d'Albon (RD137) au nord.

Ces trois axes départementaux ont ainsi un rôle structurant à l'échelle départementale en terme de lien et de transit. Si la RD 51 ne structure aucunement l'organisation du bâti, les RD 66 et 137 sont la base de l'urbanisation contemporaine du village.

Un réseau secondaire concentrique

Le réseau secondaire a une fonction de transit interne à la commune. Ce vaste réseau complémentaire du réseau primaire est très développé notamment au niveau du centre bourg. Cette configuration étant liée directement à l'urbanisation historique du Grand-Serre.

Deux types de réseaux secondaires peuvent être répertoriés suivant leurs usages et gabarits :

Au sein du centre bourg, comme mentionné précédemment, le réseau secondaire se situe dans la continuité du réseau primaire de périphérie constitué des RD 66 et 137. L'étroitesse des voies

ainsi que la densité du bâti ne permettant pas au trafic de pénétrer à l'intérieur du centre médiéval, celui-ci est alors irrigué par des voies de faible gabarit et à l'usage strictement lié à la desserte du centre bourg sans pour autant le traverser.

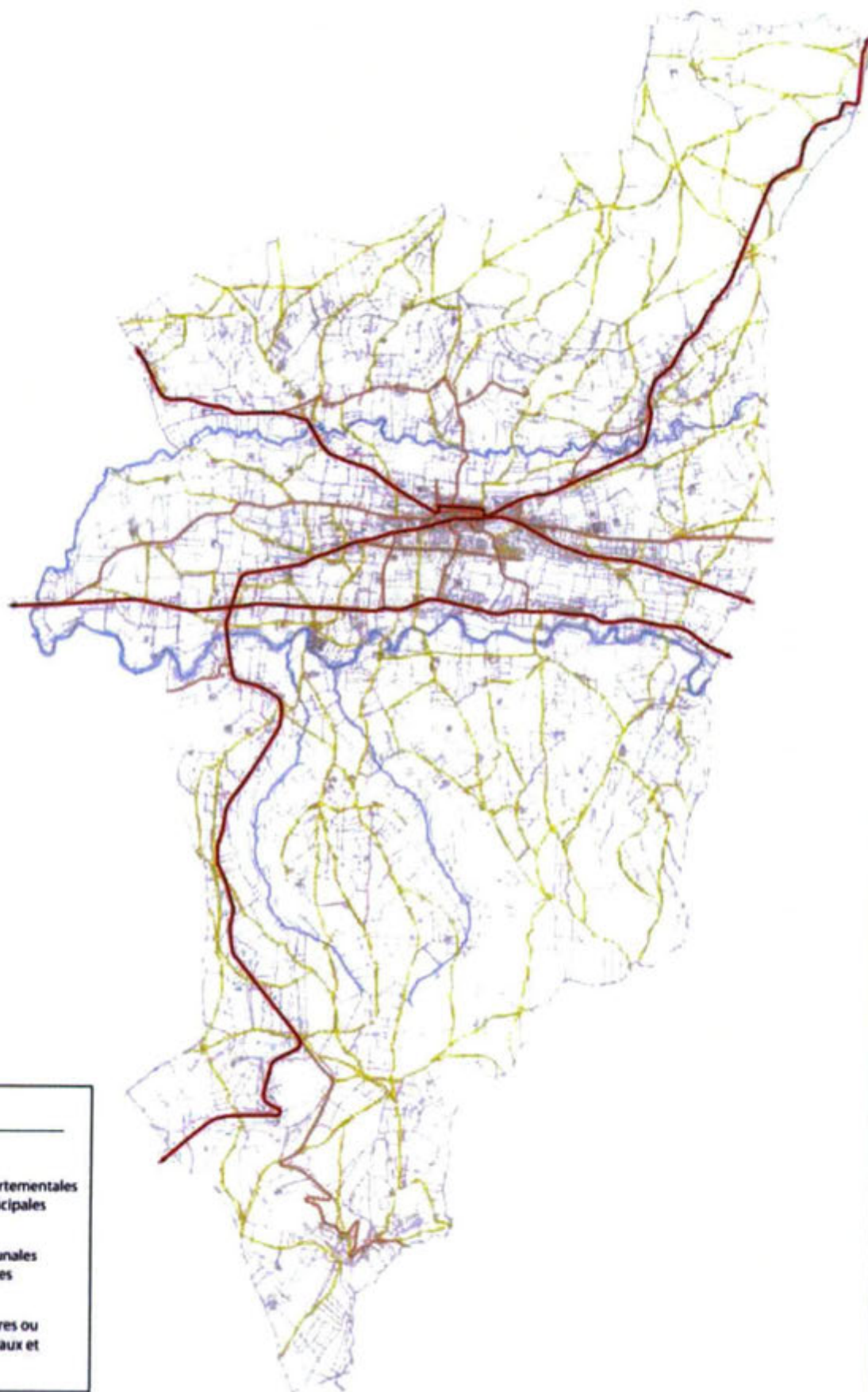
A une échelle plus large autour du bourg, ce réseau secondaire permet également d'irriguer le territoire dans le sens nord-sud avec le centre bourg comme point de convergence. Il fait à la fois la liaison entre les différents points hauts de la commune mais aussi avec les axes majeurs identifiés précédemment.

Une desserte rurale fine

Un vaste réseau tertiaire, principalement constitué de chemins ruraux, permet de desservir l'ensemble des hameaux et fermes localisés en recul sur l'ensemble du territoire communal, tout en facilitant leurs liens avec les pôles attractifs de la commune et du département.

Cheminements piétons

C'est au sein du centre bourg que l'on recense le plus de cheminements piétons. Ce véritable réseau vient se superposer à la hiérarchie des voies composant la trame viaire. Les cheminements piétons du centre village du Grand-Serre sont l'héritage direct du maillage urbain médiéval fait de ruelles étroites. Ils créent de véritables failles et aérations à travers le bâti dense du centre bourg. Ces cheminements ou venelles sont une plus value dans la découverte de la commune et pour la qualité du cadre de vie des habitants.



LEGENDE

- Routes départementales ou voies principales
- Voies communales ou secondaires
- Voies tertiaires ou chemins ruraux et impasses



0 250 500 750 1000
mètres

Sources : IGN, Cadastre

TRAME VIAIRE

Plan Local d'Urbanisme - Commune du Grand Serre - Conception : Cité Projets Créations

Projet
LA COMMUNE
PROJETS
CRÉATIONS
www.citeprojetscreations.fr

CONCLUSION

Une trame fortement hiérarchisée et localisée

- Des voies départementales desservant le centre bourg
- Un réseau secondaire « historique » concentrique autour du centre
- Un vaste réseau tertiaire irriguant l'ensemble des espaces agricoles et boisés

Une trame viaire traduisant les contraintes topographiques du territoire communal

- La trame viaire s'organise à la fois en fond de vallée, espace propice à une circulation plus linéaire et directe
- Mais également suivant le relief des collines

Une trame viaire historique structurant le centre bourg de manière concentrique

- Le centre bourg apparaît soit comme le point de convergence soit comme le point de départ des axes structurants de la commune
- L'urbanisation s'est faite de manière concentrique le long de ces axes

ENJEUX

Maîtriser les extensions urbaines le long des axes structurants (RD66 et RD137)

Prendre appui sur les voies communales et rurales partant du centre bourg pour un développement maîtrisé de l'urbanisation dans le respect du tissu urbain originel

Traduire la hiérarchie des axes dans le règlement

Intégrer les voies nouvelles dans le respect de la topographie du site d'accueil

6.1.3 Espaces publics

Les espaces publics constituent une aération dans le tissu urbain et un point de repère important pour son fonctionnement. Ce sont des lieux complexes, car « vivants » : de multiples facteurs jouent sur leur fréquentation et leur animation. Leur configuration et leur attractivité ont toujours une influence (positive ou négative) sur la dynamique urbaine et l'identité d'une commune.

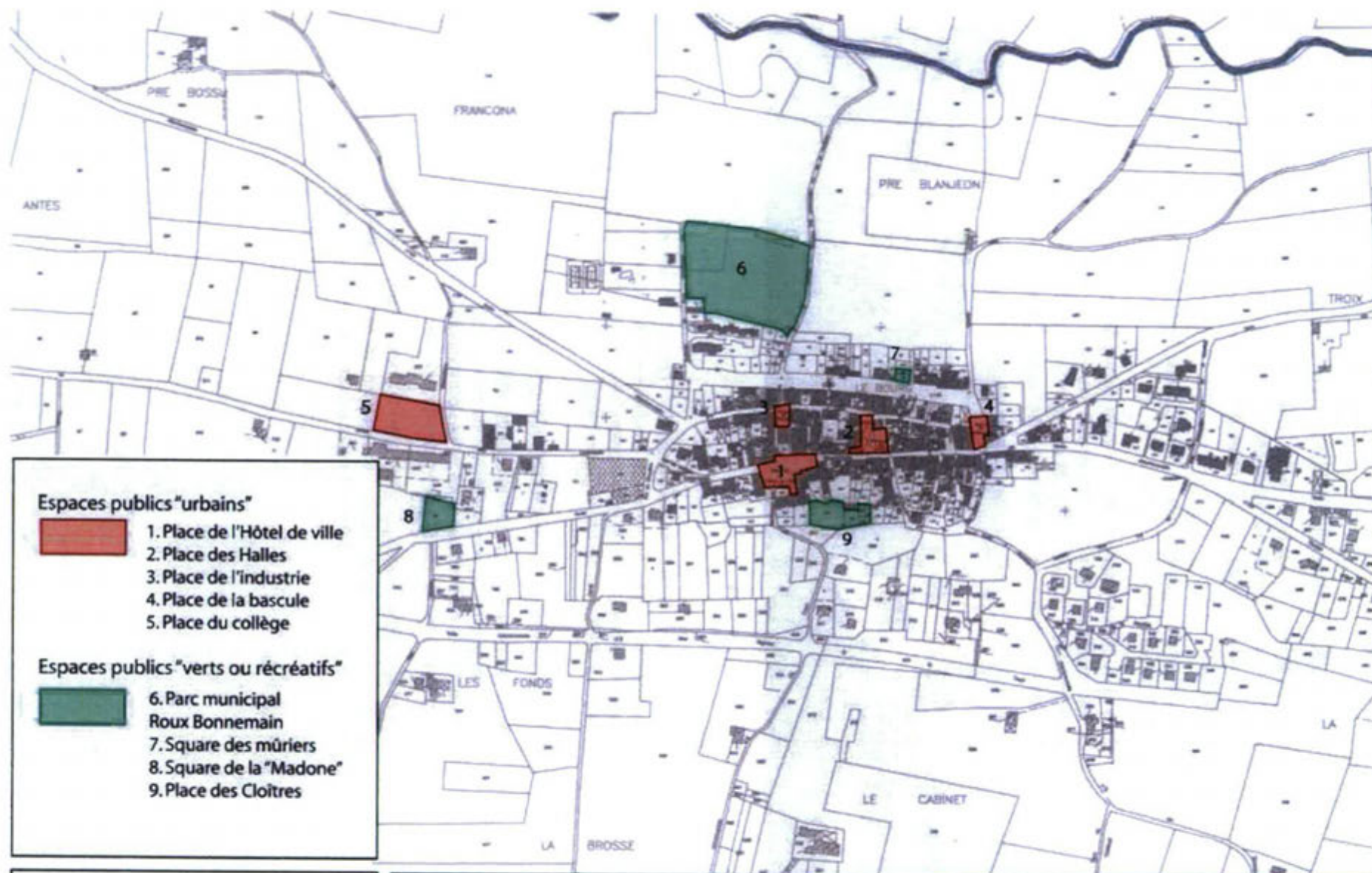
Les espaces publics sont essentiellement localisés dans le centre bourg et relativement proches les uns des autres ce qui procure une trame relativement complémentaire au sein de cette même entité urbaine (voir carte page suivante).

On peut répertorier deux types d'espaces publics, ceux que l'on peut qualifier de « urbains » arborant un usage multifonctionnel (stationnements, équipements publics, commerces etc.) et d'autres plus « paysagers ou récréatifs ».

Espaces publics urbains : Les places de l'Hôtel de ville, des Halles, de l'industrie et de la bascule et récemment aménagé celui faisant face au collège

Ces espaces urbains ont pour point commun d'être des espaces publics porteurs de l'empreinte historique médiévale de la commune. Malheureusement, compte tenu de la difficulté d'accès au village et de l'étroitesse des rues, ces espaces publics pallient aux difficultés de stationnement le long des voies. Ceci entraînant une perte de l'identité patrimoniale pour les plus modestes.

Espaces publics paysagers : le parc municipal Roux Bonnemain, le square des mûriers, l'espace vert de la « Madone » et la place des Cloîtres utilisée comme terrains de boules.



0 100 200
mètres

Sources : IGN, Cadastre

LOCALISATION DES ESPACES PUBLICS

Plan Local d'Urbanisme - Commune du Grand Serre - Conception : Cité Projets Créations

Espaces publics « urbains »

La place de l'Hôtel de ville : pôle de centralité administrative et religieuse

La place de l'hôtel de ville est le centre administratif et religieux de la commune. Autour de la statue Bizarelli, sont implantés les bâtis les plus remarquables et les plus identitaires de la commune : la mairie, l'église paroissiale romane mais aussi l'école primaire et la bibliothèque.

Cette place est le point de départ du circuit des éléments architecturaux du patrimoine médiéval de la commune.

Comme mentionné précédemment, ce vaste espace de centralité accueille quelques places de stationnements informelles puisque non marquées au sol. On peut regretter le peu de place dévouée à l'accueil d'arbres et de végétation si ce n'est un alignement d'arbres hors du périmètre principal de la place, situé entre l'église et la grande rue.



D'un point de vu urbain, dans le linéaire de la grande rue, cette place apparaît comme un espace de respiration au sein d'un tissu architectural dense et homogène. Il ouvre la perspective au nord vers le parc municipal via la place de l'industrie et au sud vers le plateau de Montrigaud par une voie communale.

La place des Halles : pôle de centralité commerciale

Ancien lieu central administratif et festif de la commune à l'époque médiévale, on peut le qualifier aujourd'hui de pôle commercial du centre bourg. En effet, c'est en façade sud de cet espace que sont implantées les vitrines commerciales les plus attractives du fait de leur caractère de proximité (boulangerie pâtisserie, épicerie).

Malgré son identité historique affirmée par la présence des halles médiévales et du puits, ce caractère est amoindri par une surface vouée aux stationnements relativement importante. L'ensemble de l'espace public est utilisé comme aire de stationnement.



Deux espaces publics secondaires

La place de l'industrie et de la bascule qui apparaissaient autrefois comme des espaces publics importants (accueil du moulin à huile et du maréchal ferrant) sont aujourd'hui en perte d'identité avec une place de plus en plus grandissante destinée aux stationnements.

Place du collège

Récemment aménagée, cette place fait l'interstice entre le collège et les logements collectifs. Ainsi elle permet de valoriser cet espace et de faire une transition entre les deux entités urbaines qui se font face.

Espaces verts

Le parc municipal Roux Bonnemain

Le parc municipal Roux Bonnemain se situe hors périmètre des remparts, au nord du centre bourg. Ce vaste espace public peut être qualifié comme le pôle paysager et récréatif majeur de la commune. Il s'agit d'un grand espace vert, situé sur un dénivelé important (sens nord-sud), limité par des murs de galets en épis, typiques de la commune, et arboré par de vastes arbres de hautes tiges.



Il apparaît excentré par rapport au centre bourg. Cette distance physique est accentuée par une absence de covisibilité, due à la déclivité du site, entre cet espace vert et le centre bourg. Cette distance participe à une certaine confusion de cet espace dont la vocation et l'usage sont difficiles à évaluer.

Le square des mûriers



Au nord du centre bourg le long du boulevard des terreaux se situe un petit espace vert récemment aménagé. Ce petit espace public de détente qui accueille quelques éléments de mobiliers urbains et éléments de végétation ouvre une belle perspective en arrière plan, sur le plateau de Chambaran.

Square de la Madone

En entrée de ville sud ouest, le long de la RD 66 est aménagé un petit square ou lieu de recueillement arboré, organisé autour d'une iconographie religieuse de la vierge Marie. De part et d'autre du monument ont été installés deux bancs. Cet espace public boisé et accueillant est légèrement excentré du centre bourg et des édifices religieux de la commune.



La place des Cloîtres

Enfin, on peut noter la présence d'un espace public voué aux boulistes. Cet espace situé en arrière du cloître de l'église St Mamert occupe une place privilégiée, puisqu'il est en porte à faux sur les vestiges des remparts sud du centre bourg et offre une belle perspective vers le plateau de Montrigaud. Il s'agit d'un espace vert au cadre agréable, arboré et bien aménagé.

En projet

On peut signaler en projet l'aménagement d'un passage qui se dégagera derrière l'église pour rejoindre l'espace des Cloîtres par un cheminement piétonnier et un jardin public (actuellement jardin du curé, communal).

CONCLUSIONS

Une répartition des espaces publics concentrée au niveau du centre bourg ou à proximité.

Deux types d'espaces publics : espaces « urbains » et espaces « verts ou récréatifs »

Des espaces publics nombreux et multifonctionnels où les différents usages ne sont pas toujours lisibles

Atouts

- des espaces publics complémentaires
- harmonisation dans la répartition spatiale
- des espaces mettant en valeur de belles perspectives vers le grand paysage

Faiblesses

- absence de mobilier urbain
- stationnement non réglementé
- perte de la valeur patrimoniale
- un parc municipal et des terrains de boules périphériques et confidentiels

ENJEUX

Mettre en valeur les espaces publics par des aménagements spécifiques (urbains ou paysagers)

Aménager des poches de stationnements en dehors du centre bourg

Permettre une meilleure visibilité et desserte du parc municipal et des terrains de boules du Cloître afin de valoriser leurs usages

Valoriser les circulations piétonnes afin de créer un système cohérent de liaison dans différents espaces publics

6.1.4 Bâti

Caractéristiques générales

Implantation du bâti dans la trame urbaine

Les formes d'implantation du bâti dépendent à la fois de la nature topographique du terrain, mais aussi de l'usage des constructions. Comme le montre la carte de la page suivante, la répartition du bâti est diffuse sur la totalité du territoire communal avec quelques concentrations principales. On observe deux types majeurs d'implantations:

Bâti groupé localisé au niveau du centre bourg

le centre bourg du Grand-Serre implanté au sommet d'une crête allongée, cœur historique de la genèse de la commune

et les extensions récentes sous formes d'activités, de pavillons et d'équipements

Bâti isolé et réparti de manière diffuse sur le territoire communal

les corps de ferme encore en activité ou remplacés par une occupation plus résidentielle. Ces typologies urbaines sont principalement implantées sur les parties avancées des collines

les hameaux du Pichat en fond de vallée et de Saint Julien au cœur du plateau de Montrigaud

quelques pavillons individuels implantés de manière diffuse sur l'ensemble du territoire



IMPLANTATION DU BATI

BATI GROUPE

Centre village

Lotissements

BATI ISOLE

Hameaux

Les fermes ou bati isolé

Volumétrie

Malgré les variations topographiques du territoire communal, la nappe des toitures est homogène. Elle oscille entre le RDC (1 niveau) et le R+2 (3 niveaux), cela varie en fonction du lieu d'implantation sur le territoire et de l'usage du bâti.

Les fermes (implantées sur l'ensemble du territoire) et les constructions du centre bourg sont en R+2 contre du RDC ou du R+1 pour les maisons individuelles.

Seuls les clochers des Eglises Saint Mamert, dans le centre-bourg, et Saint Julien, au hameau du même nom, font repère et office de point haut au sein de ces ensembles homogènes.



Teintes

L'ensemble des constructions du territoire arborent une colorimétrie pastel homogène dans les tons de gris ou ocre.

Seuls quelques éléments font repère par leur colorimétrie hétéroclite et leur implantation :

Le collège Joseph Bédier et le gymnase présentent des façades en béton blanc. Façades observables depuis l'ensemble du territoire du fait de leur implantation en belvédère au sommet du serre.



L'usine du Moulinage de la Galaure possède une toiture blanche visible depuis l'ensemble des points hauts entourant le fond de vallée de la Galaure, dans lequel elle est localisée.



Certaines constructions pittoresques de la grande rue font repère par l'utilisation d'une colorimétrie plus soutenue, dans les tons de bleu ou ocre.

Il en est de même pour les volets et persiennes du centre bourg qui ont une colorimétrie plus soutenue et plus vive que les façades.

Matériaux

Le matériau le plus remarquable et essentiellement utilisé dans les constructions traditionnelles est « le galet ». L'usage semble très ancien puisqu'ils sont déjà utilisés pour la construction de l'église et du rempart médiéval. Ces galets proviennent du lit de la Galaure ou de l'épierrage des champs. Ces galets appareillés en épi témoignent ainsi de la décoration des façades typiques de la vallée de la Galaure.



Certaines constructions traditionnelles comme les granges des fermes arborent un appareillage en torchis garnissant les murs à pans de bois.

Le reste des constructions sont réalisées en pierre ou en béton traditionnel.



Le patrimoine remarquable

Patrimoine archéologique

Trois sites archéologiques ont été recensés sur le territoire de la commune : Chambaran, Bonnemerie et la Grange Reynaud.

Patrimoine architectural inscrit

Il existe sur la commune deux éléments architecturaux inscrits sur la liste des monuments historiques.

L'église paroissiale romane Saint Mamert datant du XIIe siècle est inscrite partiellement aux monuments historiques par arrêté du 13 Juillet 1926.

Son bas relief représentant « le Christ dans une gloire » est classé au titre objet aux monuments historiques par arrêté du 27 Octobre 1905.

Deux statues : Evêque et apôtre sont classées au titre objet aux monuments historiques par arrêté du 03 Novembre 1960.



Les halles datant du XIVe siècle au centre du village sont inscrites aux monuments historiques par décret du 4 septembre 1978. Ancien centre marchand du bourg et lieu de réunion de la communauté, il a subi quelques restaurations qui permettent d'observer encore aujourd'hui son architecture d'origine : une charpente en chêne supportée par une trentaine de piliers eux mêmes en bois, dont la base s'appuie sur des blocs de pierre.



Bâti remarquable

Il faut entendre par bâti remarquable les éléments architecturaux qui se singularisent dans le paysage du Grand-Serre, pouvant avoir une connotation plus ou moins positive. Ils constituent souvent des points d'appel dans le paysage.

Outre les deux éléments architecturaux inscrits au patrimoine historique, mentionnés précédemment, il existe sur le territoire communal un ensemble de constructions remarquables complémentaires de ces derniers. Ils viennent ainsi affirmer le caractère médiéval vernaculaire de la commune. A ce titre on peut citer :

L'école publique pour son appareillage en galets

Les vestiges du mur d'enceinte et des tours du bourg

La maison de Joseph Bédier (homme de lettres)

Le travail du maréchal-ferrant

Quelques éléments plus ponctuels et anecdotiques comme la présence de petites tours, des portes d'entrées de l'enceinte médiévale ou encore le lavoir le long du boulevard des terreaux

Le petit patrimoine

La notion de petit patrimoine est le plus souvent associée au patrimoine rural. Cette dénomination recouvre l'ensemble des constructions mettant en œuvre des techniques, des matériaux et des savoirs faire aujourd'hui disparus. Ces éléments de patrimoine urbain ou rural, voire détails d'architecture ne méritent pas à proprement parler d'une protection, mais nécessitent une attention particulière concernant leur préservation, leur mise en valeur et leur entretien, car ils participent le plus souvent à l'esprit d'un lieu et à l'identité de la commune.

On recense certains éléments d'architecture remarquables comme les décors l'appareillage des façades. Relevant de la mise en œuvre traditionnelle des matériaux, ils participent de l'identité communale.

On remarque également la présence d'un lieu de recueillement représentant une iconographie religieuse de la vierge Marie en entrée sud-ouest du centre bourg, le long de la RD 66. Cet espace est référencé au POS communal comme espace boisé classé à conserver ou à créer.

Deux calvaires viennent marquer les entrées est et ouest du centre bourg.



CONCLUSION

Deux organisations urbaines du bâti

- Un bâti isolé et implanté de manière diffuse sur le territoire
- Un bâti groupé concentré autour du bourg

Une volumétrie homogène favorisant la perception de points hauts symboliques (église)

Des teintes pastel homogènes pour les façades et des colorimétries plus soutenues pour les volets et les bâtiments commerciaux du centre bourg

Un bâti récent en rupture avec le bâti vernaculaire (teinte, architecture, volumétrie etc.)

Un patrimoine historique et naturel bien conservé et imposant

- Matériaux
- Mise en valeur des sites patrimoniaux par un circuit touristique
- Densité et organisation urbaine

ENJEUX

Eviter le mitage par regroupement et densification autour des entités construites

Mettre en valeur et préserver le patrimoine

Préconiser une colorimétrie dans le centre bourg

Réinterpréter l'organisation urbaine et l'architecture du bâti ancien (intégrer le bâti en s'inspirant des matériaux et des volumétries préexistantes)

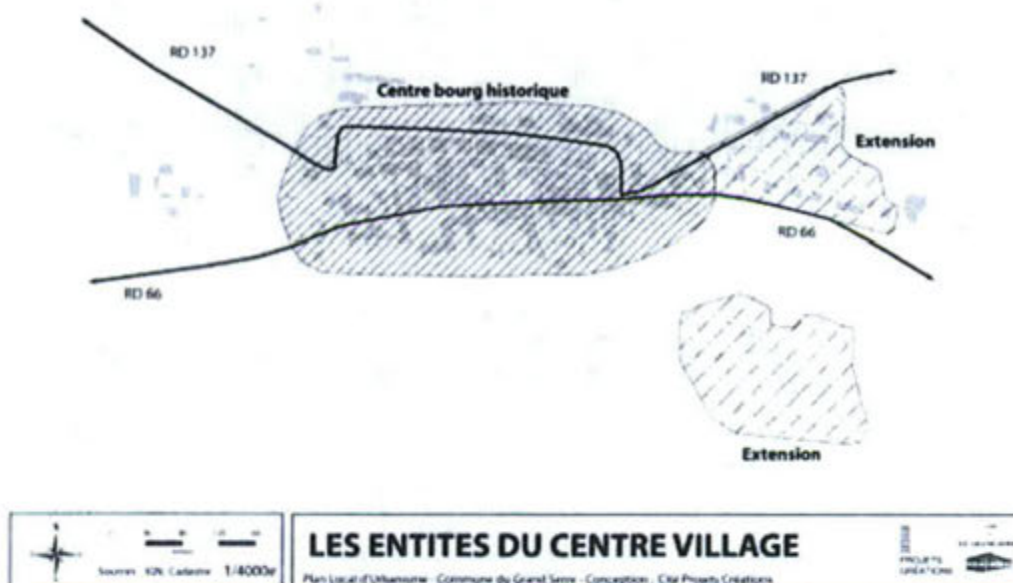
6.2 Les grandes entités du territoire

La commune du Grand-Serre est composée de trois entités urbaines fortement identitaires du territoire : le village du Grand-Serre, les hameaux du Pichat et de Saint Julien et les fermes.

6.2.1 Le village du Grand-Serre

Implantation

Le village du Grand-Serre est composé de deux entités différentes : le centre bourg historique et les nouvelles extensions urbaines qui se sont développées autour de celui-ci.



Le centre bourg ou cœur historique du Grand-Serre

Le centre bourg du Grand-Serre se singularise et se démarque de l'ensemble des entités urbaines qui composent le territoire, par son implantation au sommet d'une crête ou serre.

D'un point de vue fonctionnel, cette implantation n'est pas aléatoire. En effet, à l'époque médiévale, date d'implantation du bourg du Grand-Serre, les pentes fournissaient alors de parfaites enceintes naturelles. En complément de ces enceintes naturelles, le bourg s'est également doté de fortifications en galets. Vestiges encore visibles au nord et au sud du centre bourg.

Le centre-bourg est depuis, le lieu de centralité du territoire communal et un point de repère dans le grand paysage. Cette centralité est accentuée par un maillage viaire tracé en fuseau qui converge au niveau du centre bourg.

Les extensions pavillonnaires des lotissements

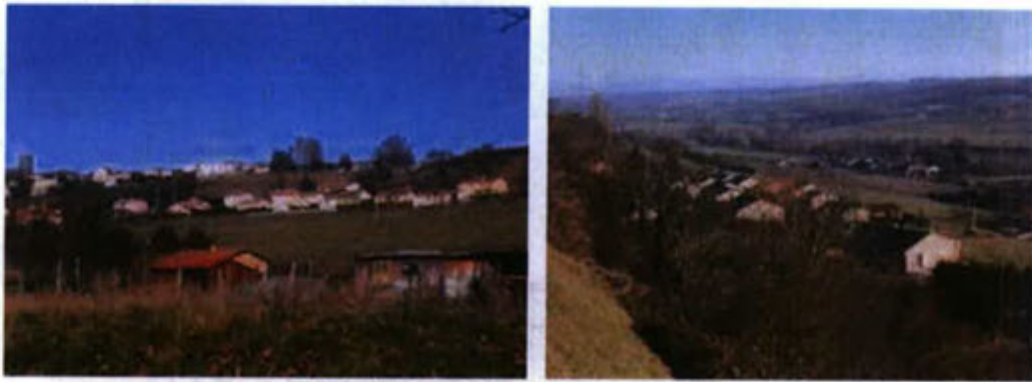
A l'est et au sud du centre bourg s'étendent deux extensions récentes sous forme de lotissements pavillonnaires.

La roseraie à l'est du centre bourg

La roche au sud, en contrebas du centre bourg

Ces deux lotissements sont implantés le long de voies de communication, en extension et à proximité directe du centre ancien et historique du Grand-Serre.

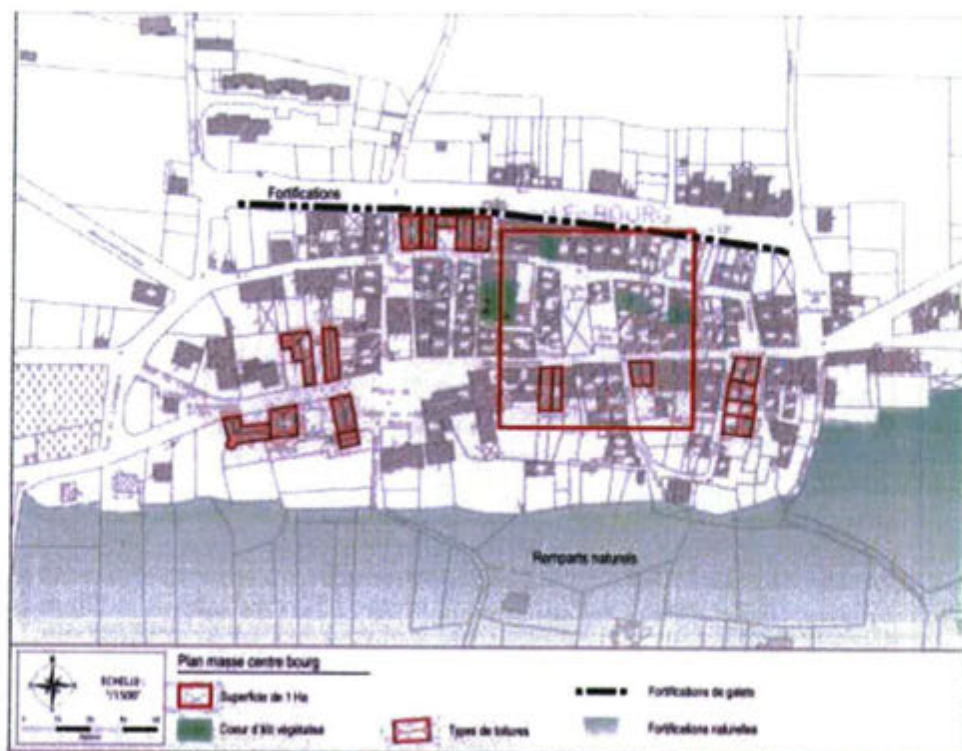
Le lotissement de La Roche a la particularité d'être implanté en contrebas du bourg. Des hauteurs du centre bourg, le lotissement n'est pas visible. On ne peut l'observer qu'en position de belvédère, sur les contreforts naturels du relief ou en vision directe depuis la RD 51. Cette particularité paysagère est l'élément clé de sa bonne intégration dans le tissu paysager communal.



Fonctions

Ces deux entités composant le village du Grand-Serre possèdent chacune leurs fonctions propres. Or, à chaque fonction correspond une forme d'organisation particulière, ce qui se traduit par des formes différentes de tissu et de bâti.

Le centre bourg : une centralité historique, administrative et commerciale



Dans le centre bourg, les parcelles dites « traditionnelles » sont orientées nord-sud et organisées perpendiculairement aux axes de circulation. Cette organisation parcellaire est dictée par le site d'implantation du centre bourg au sommet d'un coteau.

Cette implantation au sommet d'un coteau influa également directement sur l'implantation du bâti. La pente naturelle sud étant plus pentue qu'au nord, le tissu urbain est alors plus dense au nord qu'au sud.

Cette caractéristique topographique a également directement influencé l'implantation du bâti sur les parcelles avec des constructions en hauteurs (R+1 à R+2) longues orientées nord-sud et étroites.

Dans la majorité des cas notamment au centre et au nord du bourg, les constructions n'ont pas de jardin et de taille très réduite. A l'inverse, la façade sud du bourg offre un paysage constitué d'espaces verts privés en terrasses. Le relief coté sud, trop abrupt n'a pu faciliter l'implantation de bâti.

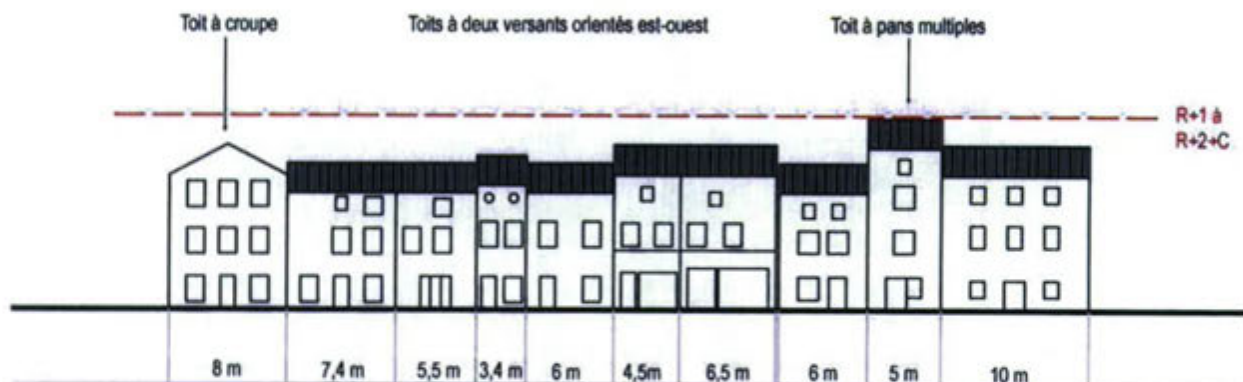
Les bâtiments forment un front continu à l'alignement des rues et en mitoyen. Ces constructions alignées en limite du domaine public permettent de structurer l'espace et de cadrer les perspectives.

Derrière ces façades ouvertes et étroites, des cœurs d'îlots végétalisés se dessinent. Parfois le front bâti est coupé par une ouverture transversale piétonne ou non accessible (trop étroite) vers le cœur d'îlot.

L'ensemble du périmètre des îlots du centre bourg offre des façades sur l'espace public.

Le centre bourg est très dense puisqu'on dénombre environ 50 bâtiments à l'hectare.

Caractéristiques architecturales



ELEVATION SUR LA FACADE SUD DE LA GRANDE RUE
Echelle: 1 / 500e

Comme mentionné précédemment, la hauteur des bâtiments du centre bourg est homogène, seul le clocher de l'église culmine et fait office de point haut dans la nappe des toitures. Le rythme des hauteurs oscille entre le R+1 et le R+2 avec parfois la présence de combles aménagés.

Les corps de bâtiment sont longs et étroits orientés nord-sud. Ils arborent une largeur de façade variant entre 4 et 13m.

Il n'y a pas d'organisation générale et homogène de l'orientation des faîtages, ni du type de toiture.

- Les faîtages sont orientés nord-sud ou est-ouest
- Types de toiture : toit à deux versants, à croupe, à quatre pans etc.

Si le linéaire du bâti est aligné sur la rue, les débords de toitures sont plus ou moins réguliers.

Pas de lucarnes apparentes.

D'une manière générale, les fenêtres sont verticales.

La colorimétrie reste dans les tons de gris et marron pour les façades.

Les volets apportent une pointe de couleur vive au sein des linéaires de façades.

Les clôtures en fond de parcelles, notamment au sud du bourg sont des murs de 1,5 à 2 m de haut construits en épis de galets.

Si le corps des bâtiments, de par leur compacité offre un front urbain linéaire et homogène, certaines façades, notamment commerciales, se distinguent par une ornementation et une décoration plus riche, en comparaison du reste des constructions qui restent dans un registre plus modeste. Certains détails architecturaux attirent l'œil :

- Une colorimétrie plus accentuée sur certains bâtiments que les tons gris marron du reste des constructions du territoire communal
- Présence d'encadrement de fenêtres en relief ou peints
- Présence de linteaux
- Chainages d'angles en pierres de taille
- Soubassement reproduisant l'effet de pierres de taille
- Bandeaux de limites d'étages
- Corniches

- Etc.

Des lotissements contemporains

Densité et organisation urbaine (voir cartes page suivante)

Si les deux lotissements, ou groupements d'habitations, sont implantés à proximité d'une voie secondaire qui permet un lien direct avec centre bourg, les parcelles sont elles réparti de part et d'autres d'une voie de desserte ou impasse. Cela donne l'impression de quartiers qui tournent le dos au centre bourg et au tissu urbain environnant.

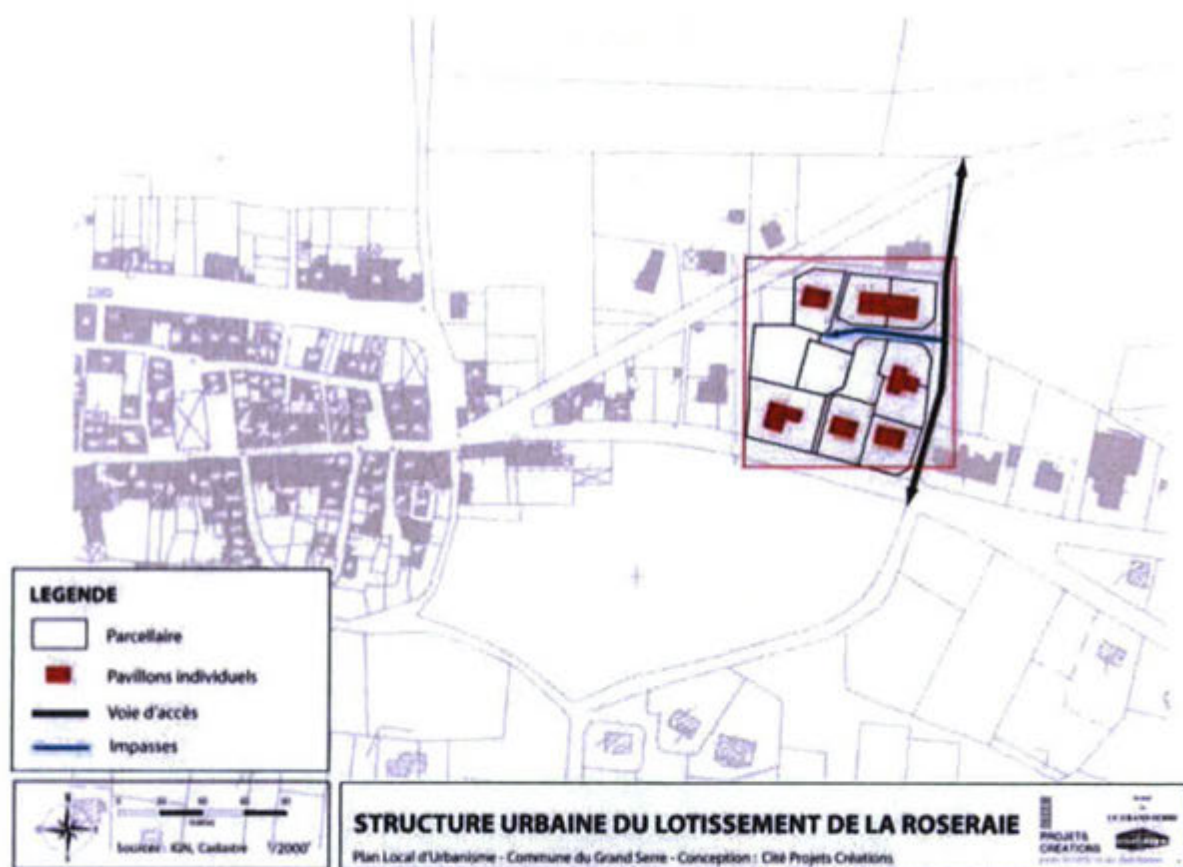
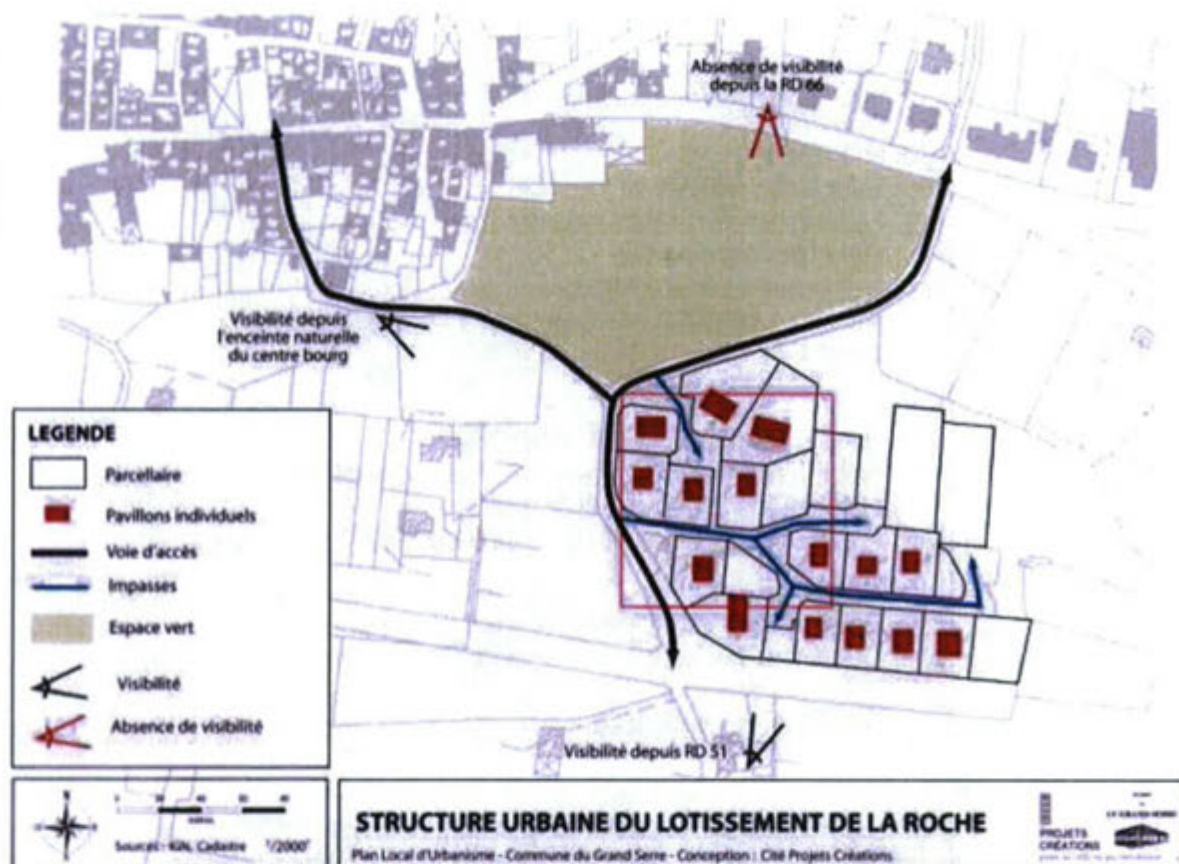
Les parcelles sont homogènes en terme de surface (environ 630m²) et de géométrie (rectangulaire).

Certaines parcelles semblent encore libres de toute construction. Mais cela est à relativiser avec une mise à jour du plan cadastral.

Ces lotissements aux tailles réduites (7 maisons individuelles pour La Roseraie contre 16 pour celui de La Roche) présentent des habitations semblables issues d'une production sérielle qui se différencie de toutes les caractéristiques traditionnelles du Grand-Serre. Répondant au marché et aux attentes nouvelles de la population, la maison individuelle récente s'implante au milieu de sa parcelle et ne présente plus aucun alignement sur rue.

De même, la composition des constructions présente une volumétrie simple, le plus souvent de plein pied, en opposition aux habitations traditionnelles.

La densité y est très faible, environ 9 logements à l'hectare.



CONCLUSION CENTRE VILLAGE

Caractéristiques

- Deux entités urbaines accolées
- Le centre bourg, centralité historique et architecturale
- Des extensions modestes
- Des formes urbaines contrastées
- Un bâti contemporain contrastant par sa typologie par rapport au tissu de l'ancien bourg

Atouts

- Une architecture vernaculaire de caractère
- Bâti intéressant dans son implantation et sa typologie dans le centre bourg
- Le centre bourg comme point de repère
- Présence d'équipements, de services et d'activités

Faiblesses

- Des extensions urbaines tournant le dos au village
- Des extensions urbaines contemporaines contrastant avec le tissu du centre ancien
- Des différences de densités

ENJEUX

Mettre en valeur les qualités urbaines et architecturales du centre bourg

Maîtriser le développement urbain

6.2.2 Les hameaux

On recense sur le territoire communal deux principaux hameaux : Le Pichat et Saint Julien. Leur situation géographique ainsi que leur organisation urbaine témoigne de deux fonctions historiques originelles différentes.

Implantation

Le hameau du Pichat s'implante en contrebas du centre bourg, en majorité au nord de la RD 51. La densification de ce hameau se fait en longueur le long de cet axe. Ce groupement d'habitation est implanté en bordure de vastes parcelles agricoles au nord.



Le hameau de Saint Julien est pour sa part isolé dans une combe du plateau de Montrigaud au sud de la commune. Il est ainsi totalement isolé et excentré du centre bourg. Aucune covisibilité n'est établie entre ces deux entités urbaines. La desserte du hameau se fait par le biais d'un chemin rural sillonnant à travers le plateau de Montrigaud depuis une connexion plus en amont avec la RD 66. Le bâti est implanté densément le long de ce chemin rural et organisé autour d'un point central : la chapelle Saint Julien et son cimetière.



Fonctions

Les deux hameaux possèdent principalement aujourd'hui une fonction résidentielle. Toutefois les formes de ces hameaux témoignent d'origines et de fonctions différentes :

Les vastes parcelles agricoles encerclant le hameau du Pichat témoignent de la vocation agricole originelle du site.

La présence d'une chapelle et d'un cimetière au cœur du hameau Saint Julien témoigne de la vocation religieuse de cette entité urbaine.

Caractéristiques urbaines

Saint Julien et Le Pichat sont composés de parcelles de dimensions variables et morcelées, occupées par un bâti sous forme d'habitations et de granges. Ces constructions spacieuses sont implantées à l'alignement sur le domaine public. Pour ces deux hameaux, les bâtiments d'habitations sont orientés est-ouest afin de profiter d'ouvertures sur une façade sud en longueur.

Dans le cas du hameau du Pichat, les corps de bâtiments sont organisés autour d'une cour. Cet ensemble urbain est composé à la fois de bâtiments d'habitations mais également de granges accolées à ces derniers, dessinant un bloc, une entité urbaine d'un seul tenant.

Caractéristiques architecturales

Les corps de bâtiments à vocation d'habitation sont des constructions d'une volumétrie simple et dans un bloc unique.

Les ouvertures sont situées en majorité au sud ou à l'est.

La hauteur des corps de bâtiment varie entre le R+1 et le R+2.

Les façades présentent soit appareillage en épis de galets pour les plus anciens, soit un enduit coloré appliqué plus récemment.

Les faîtages sont orientés est-ouest avec une toiture à deux ou quatre versants à croupe.

On peut signaler aussi la présence de plusieurs groupements d'habitation, plus ou moins regroupés, sur une grande partie du territoire. Un groupement d'habitations se distingue des autres par son caractère homogène, très proche d'une structure de hameau : le **hameau de Bonnemerle**. Malgré le nombre limité de constructions, la typologie, le volume et l'implantation du bâti présentent des caractéristiques proches des hameaux (voir carte ci-contre).



6.2.3 Les fermes

Implantation

Les fermes sont situées sur des terrains agricoles, proches de voies de circulation ou au sein du domaine agricole (sous forme d'île) avec pour accès un chemin rural privé. Ces fermes sont réparties de manière diffuse et homogène sur l'ensemble du territoire communal.

Fonctions

Quelques fermes possèdent encore leur fonction agricole.

Cependant la diminution du nombre d'exploitations entraîne la reconversion de certaines d'entre elles : le corps de ferme est alors utilisé comme habitation individuelle. On observe parfois la cohabitation avec de nouveaux logements réalisés sur la même parcelle.

Caractéristiques architecturales

Les fermes sont composées de deux unités architecturales aux traitements et aux usages différents : la grange et l'habitation principale. Ces deux entités sont dans la grande majorité accolées l'une à l'autre, mais il n'est pas rare qu'une grange soit implantée de manière isolée au milieu de vastes parcelles agricoles.

La grange est un volume rectangulaire simple. Ces bâtis se caractérisent par deux ou trois pignons aveugles et des façades ouvertes ou semi ouvertes. Ces constructions aux toitures irrégulières ont une structure porteuse en poteaux poutres en bois avec de ça et là des remplissages en torchis.

Les corps de bâtiments à vocation d'habitation sont des constructions d'une volumétrie simple et dans un unique bloc :

Les ouvertures sont situées en majorité au sud ou à l'est.

La hauteur des corps de bâtiment varie entre le R+1 et le R+2.

Les façades présentent un appareillage en épis de galets.

Les faîtages sont orientés est-ouest avec une toiture à deux ou quatre versants.



Certaines fermes ont remplacé des granges devenues trop vétustes par des abris rectangulaires en tôle totalement désolidarisés du corps principal d'habitation.

CONCLUSION HAMEAUX ET FERMES

Caractéristiques

- Hameaux et fermes répartis sur l'ensemble du territoire communal
- Implantation le long des voies qui souligne la structure viaire du réseau communal

Atouts

- Répartition homogène sur le territoire
- Des constructions de grande qualité architecturale et constructive
- Conservation de la valeur patrimoniale des bâtiments

Faiblesses

- Risques de densification sans prise en compte de l'organisation et de la forme du bâti attenant
- Mitage progressif du paysage
- Architecture contemporaine en rupture

ENJEUX

Maîtriser le développement des noyaux bâtis pour éviter le mitage de la campagne

Conserver et mettre en valeur le patrimoine architectural des fermes et hameaux

Changement de destination préconisé sur les anciennes constructions agricoles

Réinterprétation de ces organisations urbaines et de leurs architectures

7 DYNAMIQUES ET FONCTIONNEMENT URBAINS

L'évolution du tissu urbain de la commune nous éclaire quant à la compréhension des dynamiques actuelles opérées sur le territoire et son fonctionnement en terme de bâti.

Ce chapitre repose sur l'analyse des éléments participant à la dynamique de développement du territoire : les centralités, les modes de développement urbains, les limites d'urbanisation, les disponibilités foncières...

Il s'agit non seulement d'une analyse complémentaire des données factuelles, mais aussi d'une lecture transversale plus sensible et dynamique du paysage.

7.1 Vision prospective du développement urbain

Cf. carte page suivante

7.1.1 Les centralités

A l'échelle du territoire communal, le pôle de centralité principal est bien évidemment le centre-bourg du Grand-Serre. Cependant, l'étroitesse de la configuration du centre historique entraîne une réflexion sur l'implantation à plus long terme des activités de commerce et de service. Pour ce type d'activités, un déplacement du centre de gravité est à anticiper.

Deux hameaux apparaissent également comme pôle de centralités secondaires : Saint-Julien et le Pichat.

A l'échelle du bourg, le pôle de centralité majeur correspond à la place de la mairie. Il est accompagné d'une trame intéressante d'espaces publics (urbains ou espaces verts) qui maille le tissu bâti du centre en créant des pôles secondaires. Une esplanade mettant en valeur notamment la maison Lacroix viendra compléter cette trame à l'Ouest du centre.

7.1.2 La dynamique de développement urbain

Deux dynamiques de développement distinctes peuvent être mise en évidence :

Dynamique de développement longitudinal qui prolonge le centre ancien à l'est et à l'ouest dans l'axe sommital du Serre et le long des axes viaires majeurs.

Dynamique de développement en épaisseur qui tend à prolonger le bourg sur les piémonts de coteaux sud.

L'urbanisation de la deuxième dynamique étant fortement contrainte par le relief abrupt du coteau sud, un « interstice vert » a été préservé au pied des anciens remparts. L'alignement le long de la D66 et le coteau boisé à l'est prolonge cet axe vert. Au nord, le parc et le camping font contrepoids à cette espace en permettant à terme d'envisager un bouclage matérialisant une ceinture verte.

En parallèle, une dynamique de développement est observable au niveau du hameau du Pichat. Les extensions prévues au nord-ouest de ce dernier tendent à l'étirer vers le centre bourg. Une jonction des deux entités bâties ne paraît cependant pas souhaitable ; le hameau du Pichat présente davantage un statut de pôle bâti secondaire indépendant.

CONCLUSIONS

Des séquences d'entrée de ville bien identifiées à l'ouest par des alignements d'arbres

Une centralité principale : le centre bourg et une centralité secondaire : le hameau du Pichat

Une dynamique de développement longitudinal prolongeant le centre ancien à l'est et à l'ouest dans l'axe sommital du serre

Une dynamique de développement en épaisseur qui tend à prolonger le bourg sur les piémonts de coteaux sud

Présence d'une couronne verte entre le centre bourg et les coteaux sud

ENJEUX

Valoriser les entrées de ville

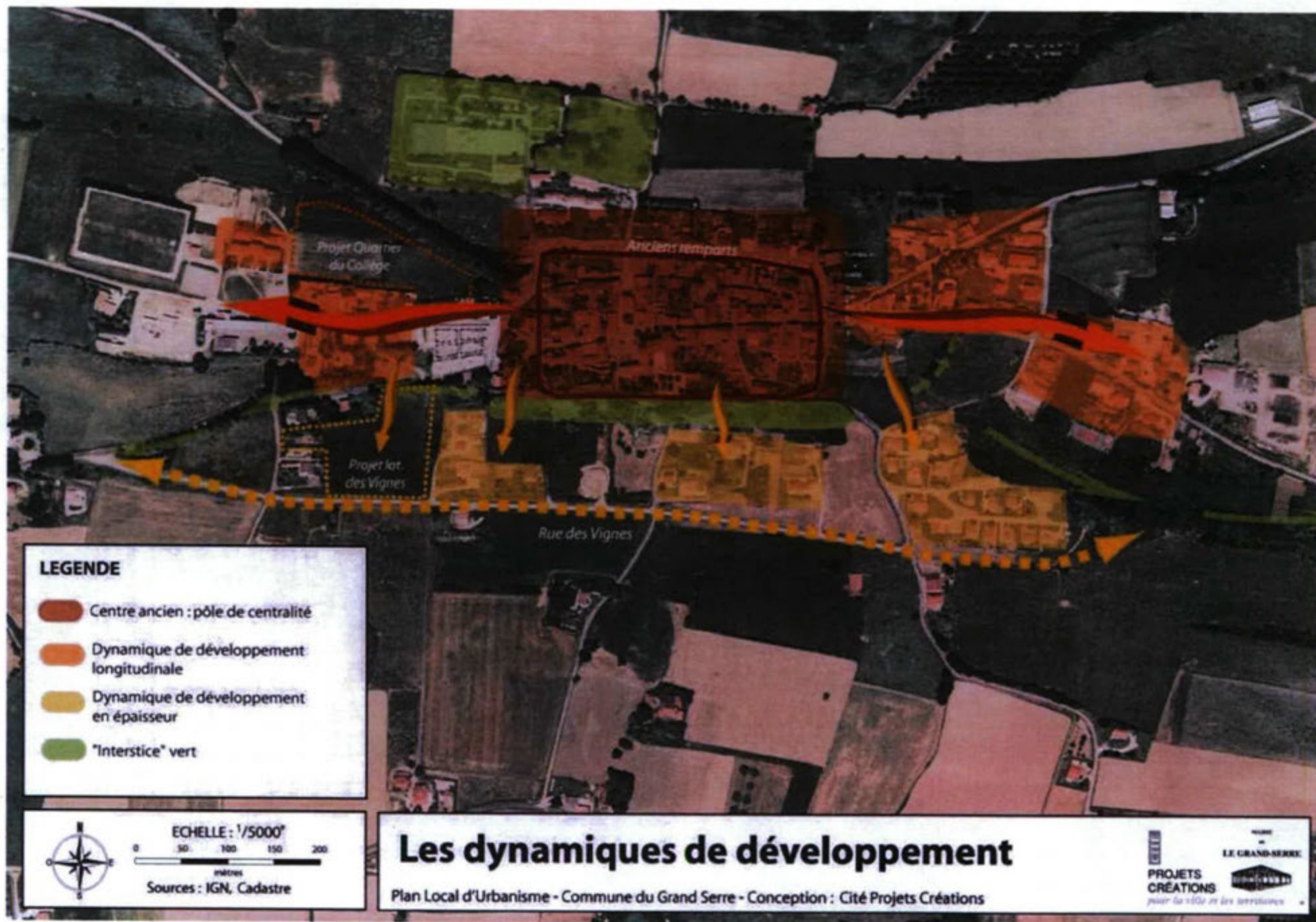
Urbanisation maîtrisée autour des pôles de centralité (centre bourg et hameau du Pichat)

Affirmer le hameau du Pichat comme pôle secondaire en conservant un espace agricole de transition avec le centre bourg

Limiter l'urbanisation longitudinale le long des axes viaires majeurs

Maîtrise de l'urbanisation en épaisseur sur le coteau sud

Mise en valeur de la couronne verte comme ceinture du centre bourg ancien



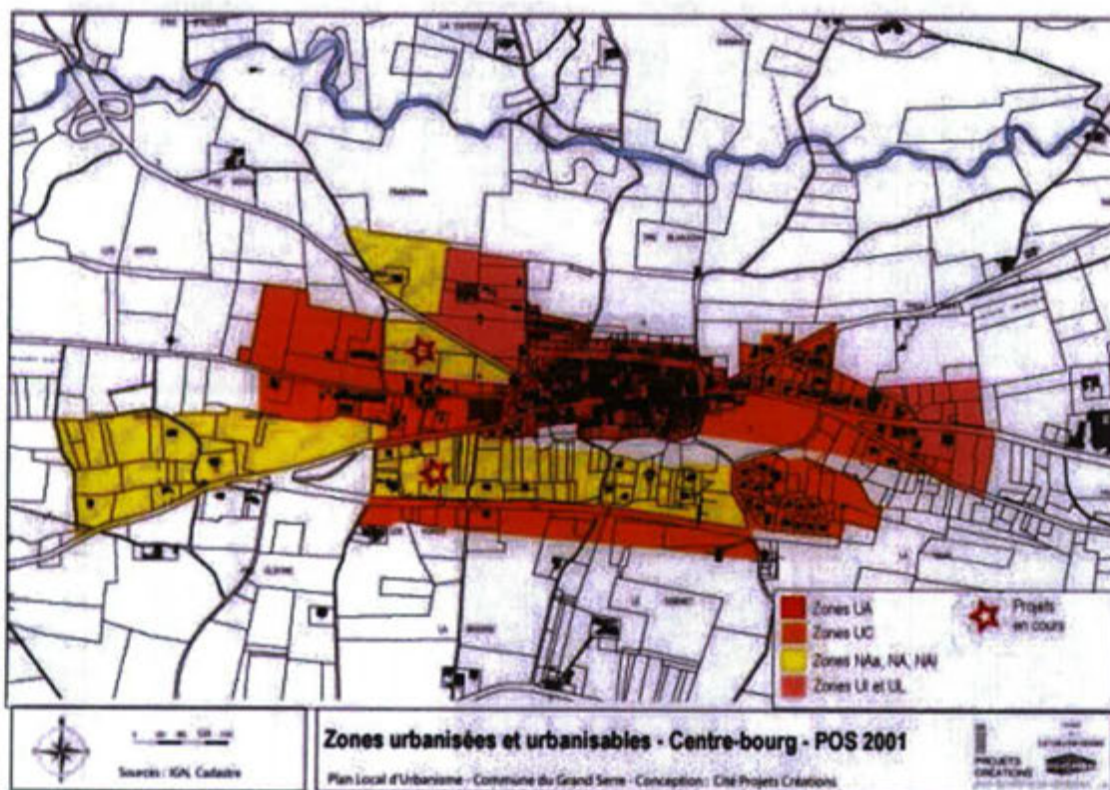
7.2 Disponibilités foncières : analyse du POS

7.2.1 Zones constructibles du POS

Les zones constructibles se divisent en :

- 5,4 Ha de zones UA. Il s'agit de l'ancien village. Ce secteur ne comporte plus de réelles possibilités de constructions nouvelles, mais constitue essentiellement un enjeu de réhabilitation. Un programme est en cours de construction.
- 17,43 Ha de zone UC. Il s'agit d'une zone d'urbanisation plus diffuse sous forme de pavillons individuels. Les équipements sportifs et scolaires sont également situés dans cette zone.
- 2,6 Ha de zone réservée aux équipements de détente et de loisirs UI.
- 2 ha de zones à vocation d'activités industrielles ou artisanales.
- 15,3 Ha de zones NAa de zones d'urbanisation future.
- 1,5 Ha de zones NAI pour une extension des activités de loisirs et de détente.
- 9 Ha de zones NA réservées à une urbanisation future à plus long terme.
- 2,08 Ha de zones NB sur la zone du Pichat avec quelques terrains disponibles.

7.2.2 Disponibilités foncières



Les zones potentiellement urbanisables dans le document d'urbanisme en vigueur ne sont pas encore toutes urbanisées. Il reste de nombreuses possibilités en zone UC (zone à vocation principale d'habitat) et quelques tènements (résiduels) dans la zone d'activités de la Folataire.

Par ailleurs, les zones d'urbanisation futures NAa sont encore peu urbanisées mais font l'objet de projets d'ensemble, notamment au sud. Le coteau sud permet encore environ 4 ha de développement.

Enfin, la grande zone NA de 9 ha à l'ouest (secteur des Grandes Vignes) est quasiment vierge de constructions puisque celle-ci ne pouvait être urbanisée que par une opération d'ensemble par une modification du POS.

3^{IE}ME PARTIE : EXPOSE DES CHOIX D'AMENAGEMENT

8 ENJEUX ISSUS DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a permis de dégager des enjeux qui viennent compléter les objectifs affichés par la municipalité pour l'élaboration de ce Plan Local d'Urbanisme.

Pour faire le lien entre les enjeux tirés du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement, et les objectifs exprimés dans le PADD dont ils sont la réponse, les éléments ont été récapitulés dans les tableaux ci-dessous par thématique.

	Conclusions	Enjeux dégagés	Objectifs du PADD
Socio démographie (population, logements, population active)	<ul style="list-style-type: none"> - Une population qui augmente de manière régulière, avec une croissance annuelle forte entre 1999 et 2009 (>2%) - Une population vieillissante composée de petits ménages 	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'accueil de nouveaux habitants, en particulier la tranche d'âge 0-39 ans - Renforcer l'offre de petits logements logements, attractifs pour les jeunes, certains couples et les personnes âgées - Assurer le maintien des équipements et services pour attirer et maintenir les familles avec enfants 	<p>Favoriser un développement urbain adapté à la croissance démographique, spatialement maîtrisé et offrant une diversité en matière d'habitat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer une croissance démographique maîtrisée et adaptée aux potentialités d'accueil de la commune en terme d'équipements et de services - Répondre aux besoins en terme de parcours résidentiel - Redynamiser le centre bourg
	<ul style="list-style-type: none"> - Un parc de logements anciens et vacants très important - Un habitat peu diversifié - Un pourcentage de logements locatifs aidés significatifs 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter ou remplacer le parc de logements anciens - Assurer une meilleure diversité des logements sur le territoire communal - Ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation 	
	<ul style="list-style-type: none"> - Une évolution des catégories socio professionnelles du primaire vers le tertiaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer et diversifier l'offre d'emploi au sein de la commune 	

Activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Le centre bourg : point de centralité des commerces et services , mais à la recherche d'un second souffle - Une dynamique économique (industries et artisanat) en devenir - Un tissu économique principalement composé de commerces, d'artisans et d'industries - Un parc commercial vétuste - Développement d'un tourisme local tourné vers le patrimoine naturel et architectural de la commune - Une commune rurale tournée vers l'activité d'élevage - Une agriculture dynamique malgré un contexte difficiles 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversifier les secteurs d'emploi, en s'orientant notamment vers les activités de services - Maintenir le centre-bourg comme lieu de pôle d'animation - Maintenir les industries sur la commune pour préserver les emplois existants et favoriser l'implantation de nouvelles industries - Favoriser l'implantation de nouvelles entreprises pour conforter l'activité économique - Réfléchir à l'extension mesurée de la zone d'activités artisanales des Folatiales, tout en créant une nouvelle zone d'activités à proximité d'un axe de circulation majeur - Diversifier les secteurs d'emploi - Conforter et encourager les initiatives touristiques locales - Renforcer les capacités d'hébergement touristiques - Maintenir et valoriser les centres de loisirs ludiques existants - Respecter les périmètres autour des bâtiments d'élevages - Préserver en zone agricole les terres cultivées et pâturées des principales exploitations 	<p>Affirmer le Grand-Serre en tant que pôle de vie et d'activité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la pérennité de la zone artisanale existante et l'accueil d'équipements afin de permettre un développement économique, tout en valorisant la qualité paysagère du site - Créer une nouvelle zone d'activités dimensionnée pour accueillir de petites entreprises de type artisanal et industriel (non polluantes) - Maintenir des commerces et services en centre bourg - Créer un nouveau pôle de services et de commerces à proximité du Village - Développer et diversifier l'offre d'emploi au sein de la commune - Identifier et valoriser les secteurs touristiques majeurs - Permettre la diversification de l'activité agricole dans le cadre d'un projet qui soit un support à l'exploitation agricole - Maîtriser la vocation agricole des coteaux et fonds de vallées cultivés
------------------------------	--	--	--

Equipements & infrastructures	<p>Equipements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un bon niveau d'équipements et de services - Des projets de relocalisation, d'extensions ou d'aménagement sont en cours - Des équipements scolaires qui répondent aux besoins actuels et futurs <p>Infrastructures</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un captage d'eau potable protégé - Une station d'épuration pouvant accueillir de nouveaux raccordements - Un projet d'envergure : l'implantation d'une éolienne - Une hiérarchisation lisible des voies avec un réseau départemental irrigant les principales zones urbanisées et des voiries communales de faible gabarit sillonnant le reste du territoire - Un taux d'emploi communal important entraînant de moindres trajets domicile-travail - Une desserte faible en transports en commun 	<p>Equipements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conforter la dynamique en matière de création ou de réaménagement d'équipements <p>Infrastructures</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter les périmètres de protection des captages - Définir les zones d'urbanisation future en lien avec les capacités de desserte des réseaux existants - Accompagner le projet éolien à travers le zonage et le règlement du PLU - Développer les circulations piétonnes entre les zones d'urbanisation proches du centre-bourg 	<p>Favoriser un développement urbain adapté à la croissance démographique, spatialement maîtrisé et offrant une diversité en matière d'habitat</p> <p>Assurer une croissance démographique maîtrisée et adaptée aux potentialités d'accueil de la commune en terme d'équipements et de services</p> <p>Affirmer le Grand-Serre en tant que pôle de vie et d'activité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le développement de l'énergie éolienne <p>Préserver les atouts environnementaux et paysagers de la commune qui composent son identité rurale et la qualité de son cadre de vie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les espaces publics, les espaces verts et la desserte piétonne du centre bourg
--	---	--	---

Risques, environnement et paysage	<ul style="list-style-type: none"> - Des risques naturels liés aux inondations de la Galaure - Des risques industriels liés au stockage et au transport de matières dangereuses générant des zones et des règlements spécifiques - Un milieu naturel préservé et des sites identifiés comme remarquables - Deux cours d'eau principaux : la Galaure et la Galaveyson - Trois unités paysagères qui découlent des composantes physiques et naturelles du territoire mais aussi de l'occupation humaine et du parcellaire - Un paysage structuré par des éléments paysagers à valeur identitaire - Une perception claire et structurée du paysage favorisée par de nombreux points de vue 	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les populations du risque d'inondation en interdisant les constructions au sein des zones inondables identifiées - Respecter les distances et règlements imposés autour du site de stockage de propylène et des canalisations de matières dangereuses - Préserver les espaces boisés des plateaux en tant qu'habitat naturel de qualité - Préserver et valoriser les ripisylves de la Galaure et du Galaveyson en tant que corridor écologique au sein de la plaine agricole - Traduire la vocation de chaque unité paysagère dans le zonage du PLU - Assurer une protection spécifique pour les éléments paysagers structurants - Valoriser les vues et perspectives majeures - Intégrer les zones d'extension bâties par rapport à la perception qualitative et identitaire du bourg 	<p>Favoriser un développement urbain adapté à la croissance démographique, spatialement maîtrisé et offrant une diversité en matière d'habitat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter les périmètres des risques naturels et technologiques <p>Garantir la qualité urbaine, architecturale et paysagère de l'urbanisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'intégration paysagère des nouveaux quartiers en veillant à préserver la perception du village perché du Grand-Serre <p>Préserver les atouts environnementaux et paysagers de la commune qui composent son identité rurale et la qualité de son cadre de vie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protéger les espaces boisés en tant qu'éléments paysagers structurants, corridors écologiques et milieux naturels de qualité - Préserver la perception du village et valoriser les vues vers l'espace rural
-----------------------------------	--	---	--

<p>Structure urbaine</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une trame viaire historique structurant le centre bourg de manière concentrique - Une trame fortement hiérarchisée et localisée - Une trame viaire traduisant les contraintes topographiques du territoire communal - Une répartition des espaces publics concentrée au niveau du centre bourg mais non connectés - Des espaces publics nombreux et multifonctionnels où les différents usages ne sont pas toujours lisibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre appui sur les voies communales et rurales partant du centre bourg pour un développement raisonné et maîtrisé de l'urbanisation dans le respect du tissu urbain originel - Maîtriser le développement le long des axes structurants - Traduire la hiérarchie des axes dans le règlement - Intégrer les voies nouvelles dans le respect de la topographie du site d'accueil - Valoriser les circulations piétonnes afin de créer un système cohérent de liaison entre les différents espaces publics - Mettre en valeur les espaces publics par des aménagements spécifiques (mobilier urbain, réglementation du stationnement, plantation etc.) - Aménager des poches de stationnements en dehors du centre bourg 	<p>Garantir la qualité urbaine, architecturale et paysagère de l'urbanisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Structurer les zones d'extension en cohérence avec le tissu urbain existant auquel elles se raccrochent (article 3.3 du PADD) - Inscrire les zones d'urbanisations existantes et à créer dans une dynamique de développement cohérente du bourg du Grand-Serre (article 3.4 du PADD) <p>Préserver les atouts environnementaux et paysagers de la commune qui composent son identité rurale et la qualité de son cadre de vie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les espaces publics et les espaces verts du centre bourg
---------------------------------	--	--	--

<p>Les grandes entités du territoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Deux organisations urbaines du bâti : isolé et groupé - Un patrimoine historique et naturel bien conservé et imposant - Une architecture vernaculaire de caractère - Le centre bourg : deux entités urbaines juxtaposées : le centre ancien et les extensions récentes - Hameaux et fermes disséminés sur l'ensemble du territoire communal - Des constructions de grande qualité architecturale et constructive 	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter le mitage par regroupement et densification autour des entités construites - Mettre en valeur et préserver le patrimoine - Réinterpréter l'organisation urbaine et l'architecture du bâti ancien - Relier les deux entités urbaines formant le centre bourg - Maîtriser le développement urbain - Maîtriser le développement des noyaux bâtis pour éviter le mitage de la campagne - Conserver et mettre en valeur le patrimoine architectural des fermes et hameaux - Changement de destination préconisé sur les anciennes constructions agricoles - Réinterprétation des organisations urbaines des hameaux et fermes 	<p>Garantir la qualité urbaine, architecturale et paysagère de l'urbanisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maîtriser le mitage des paysages et affirmer les centralités bâties - Imposer une qualité architecturale en cohérence avec l'identité locale - Structurer les zones d'extension en cohérence avec le tissu urbain existant auquel elles se raccrochent - Inscrire les zones d'urbanisations existantes et à créer dans une dynamique de développement cohérente du bourg du Grand-Serre - Favoriser l'intégration paysagère des nouveaux quartiers en veillant à préserver la perception du village perché du Grand-Serre <p>Préserver les atouts environnementaux et paysagers de la commune qui composent son identité rurale et la qualité de son cadre de vie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protéger et valoriser le patrimoine architectural et arboré qui structure le tissu urbain <p>Favoriser un développement urbain adapté à la croissance démographique, spatialement maîtrisé et offrant une diversité en matière d'habitat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Permettre la reconversion des bâtiments abandonnés
---	---	---	--

<p>Dynamiques de fonctionnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Des séquences d'entrée de ville bien identifiées à l'ouest par des alignements d'arbres - Une centralité principale : le centre bourg et une centralité secondaire : le hameau du Pichat - Une dynamique de développement longitudinal prolongeant le centre ancien à l'est et à l'ouest dans l'axe sommital du serre - Une dynamique de développement en épaisseur qui tend à prolonger le bourg sur les piémonts de coteaux sud - Présence d'un interstice vert entre le centre bourg et les coteaux sud 	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les entrées de ville - Urbanisation maîtrisée autour des pôles de centralité (centre bourg et hameau du Pichat) - Affirmer le hameau du Pichat comme pôle secondaire en conservant un espace agricole de transition avec le centre bourg - Limiter l'urbanisation longitudinale le long des axes viaires majeurs - Maîtrise de l'urbanisation en épaisseur sur le coteau sud - Mise en valeur de l'interstice vert comme ceinture verte du centre bourg ancien 	<p>Garantir la qualité urbaine, architecturale et paysagère de l'urbanisation</p> <p>Maîtriser le mitage des paysages et affirmer les centralités bâties</p> <p>Structurer les zones d'extension en cohérence avec le tissu urbain existant auquel elles se raccrochent</p> <p>Inscrire les zones d'urbanisations existantes et à créer dans une dynamique de développement cohérente du bourg du Grand-Serre</p> <p>Favoriser l'intégration paysagère des nouveaux quartiers en veillant à préserver la perception du village perché du Grand-Serre</p>
--	--	---	---

9 TRADUCTIONS GRAPHIQUES ET REGLEMENTAIRES

9.1 Du PADD à la transcription graphique et réglementaire du PLU

Les grandes orientations du PADD sont les suivantes :

Affirmer le Grand-Serre en tant que pôle de vie et d'activité

Favoriser un développement urbain adapté à la croissance démographique, spatialement maîtrisé, et offrant une diversité en matière d'habitat

Garantir la qualité urbaine, architecturale et paysagère de l'urbanisation

Préserver les atouts environnementaux et paysagers de la commune qui composent son identité rurale et la qualité de son cadre de vie

Pour chacune de ces orientations, les objectifs du PADD sont déclinés à deux échelles complémentaires :

À l'échelle communale sont déclinés des objectifs qui touchent à la dynamique générale du territoire

à l'échelle du centre bourg sont déclinés des objectifs qui permettent de préciser des dynamiques directement liées au village, principal pôle de vie de la commune

9.1.1 Affirmer le Grand-Serre en tant que pôle de vie et d'activité

A l'échelle communale

Objectifs	Objectifs détaillés	Traduction graphique et réglementaire
<p>Assurer la pérennité de la zone artisanale existante et l'accueil d'équipements afin de permettre un développement économique, tout en valorisant la qualité paysagère du site</p>	<p>Permettre une extension limitée de la zone existante</p> <p>Améliorer la qualité de la zone d'activités existante et optimiser ses potentialités d'accueil</p>	<p>Le zonage de la zone d'activité de Folataire devient UI : zone urbaine à vocation économique, à dominante industrielle et artisanale. L'emprise de la zone UI comprend la zone existante ainsi que des tènements fonciers dans son prolongement Est (parcelles desservies par les réseaux). Outre l'accueil d'activités économiques, la zone verra l'implantation de la nouvelle caserne des pompiers.</p> <p>L'évolution de l'activité, notamment de Déshydrôme, est à même d'engendrer de nouveaux besoins d'extension à plus long terme. Une zone AU non indicée est créée pour permettre un développement économique futur (extension limitée).</p> <p>Dispositions réglementaires particulières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Harmonie des colories et respect de l'ambiance chromatique du parc d'activité (art. UE 11) - Aires de stationnement plantées (art. UE 13)

Créer une nouvelle zone d'activités dimensionnée pour accueillir de petites entreprises de type artisanal et industriel (non polluantes)	<p>Permettre une bonne accessibilité de la zone depuis les principaux axes</p> <p>Assurer une bonne insertion paysagère de la zone d'activités</p>	<p>Zonage en zone UI de l'entreprise des Moulinages de la Galaure, sur le secteur des Forges.</p> <p>En continuité directe avec les Moulinages de la Galaure, un tènement foncier de 1,3 ha (classé en zone AUI) affirme ce site comme un petit pôle d'activités.</p> <p>La polarité industrielle et artisanale des Forges est renforcée la création autre site d'activité (classé en zone UI) en bordure de la D51.</p> <p>Dispositions réglementaires incitatives des zones d'activités actuelles et futures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Occupation et utilisation du sol soumise à condition pour activités si des dispositions particulières sont prises pour intégrer les constructions dans leur environnement (art. UI 2) - Limitation de l'emprise au sol des constructions à 60% pour permettre une aération du tissu urbain de la zone d'activité (art. UI 9) - Mise en valeur du qualitatif dans les prescriptions sur l'aspect architectural des constructions (art. UI 11) - Référence colorimétrique RAL pour les façades (art. UI 11) - Traitement paysager des clôtures (art. UI 11) - Aires de stationnements et voies à paysager (art. UI 13) - Réalisation d'un masque végétal si la limite de parcelle correspond à une limite de zone naturelle ou agricole (art. UI 13) <p>Réalisation d'une orientation d'aménagement pour maîtriser le développement de la future zone d'activités AUI.</p>
Favoriser le développement de l'énergie éolienne	Accompagner l'implantation de projets éoliens sur le territoire communal	Création d'une zone spécifique dédiée à l'accueil des équipements de production d'énergie de type éolienne (zone NE)
Permettre la diversification de l'activité agricole dans le cadre d'un projet qui soit un support à l'exploitation agricole	Renforcer la capacité d'hébergements touristiques par des gîtes ruraux, sans mettre en péril l'activité agricole, et en prolongement de l'acte de production	Dispositions réglementaires permettant l'aménagement de terrains de camping et de chambres d'hôtes ou gîtes ruraux à condition qu'ils ne soient pas l'activité principale mais complémentaire de l'exploitation agricole (art. A 2)

	Préserver les terres agricoles de valeur	Zonage en A des terres agricoles pérennes. Zone A sur 42 % du territoire : - Dans laquelle ne sont admises que les constructions, installations et dépendances techniques reconnues indispensables à l'activité agricole
Développer et diversifier l'offre d'emploi au sein de la commune	Permettre la mixité économique dans les zones urbaines (artisanat, commerces, services)	Dispositions réglementaires incitatives pour le développement de la mixité économique des zones urbaines : - Autoriser sous condition artisanat, services, commerces et bureaux
Identifier et valoriser les secteurs touristiques majeurs	Conforter et encourager les initiatives touristiques locales (parc Oasis Aventura, camping du Grand Cerf, projet Espace/Forme sur le secteur des Combettes)	Zonage spécifique destiné à l'animation, aux sports, aux loisirs et au tourisme suivant qu'il s'agit d'une activité en plein air ou non : zones NL et UL Un zonage qui permet de bien identifier les porteurs de projets dans le secteur de l'animation sportive et touristique : gymnase municipal, camping du Grand Cerf, parc Oasis Aventura.

A l'échelle du centre bourg

Objectifs	Objectifs détaillés	Traduction graphique et réglementaire
Favoriser l'implantation de commerces et de services en centre bourg	Permettre l'implantation de services et commerces dans les zones urbaines autour du village Assurer la pérennisation des commerces de proximité dans la traversée du village	Pluralité d'occupation et d'utilisations autorisées en zone UA. Inciter à conserver certains rez-de-chaussée destinés à accueillir des activités de toute nature (commerces, bureaux, artisanat etc.) en indiquant dans le règlement et sur le plan de zonage un « linéaire toutes activités » (art. UA 2) : - les RDC désignés doivent obligatoirement être affectés à des commerces, bureaux ou services, activités artisanales ou à des équipements publics ou d'intérêt général

9.1.2 Favoriser un développement urbain adapté à la croissance démographique, spatialement maîtrisé, et offrant une diversité en matière d'habitat

A l'échelle communale

Objectifs	Objectifs détaillés	Traduction graphique et réglementaire
Assurer une croissance démographique maîtrisée et adaptée aux potentialités d'accueil de la commune en terme d'équipements et de services	Une croissance maîtrisée visant un développement démographique d'environ 1 150 habitants en 2020 (croissance de 2% par an)	L'objectif démographique nécessite la construction d'environ 160 à 180 logements (à noter l'utilisation d'un très faible coefficient de rétention foncière : 0,15). Le potentiel urbanisable dans toutes les zones urbaines (UA, UB et UH) est d'environ une centaine de logements. Le dimensionnement des zones à urbaniser (ces zones AU sont 'fermées' : leur ouverture à l'urbanisation nécessite une révision du PLU), avec une capacité de 60 à 80 logements, permet d'atteindre l'objectif démographique à l'horizon 2020.
	Une croissance adaptée aux potentialités des équipements (scolaires, assainissement etc.)	La répartition de l'accueil des futurs logements entre les zones urbaines et à urbaniser permet de maîtriser dans le temps l'ouverture à l'urbanisation.
	Une croissance maîtrisée par un phasage dans le temps de l'ouverture des zones à urbaniser	Le schéma d'assainissement et le schéma d'alimentation en eau potable, élaborés parallèlement au PLU, assurent la capacité de desserte des zones urbaines et à urbaniser.
Répondre aux besoins en terme de parcours résidentiel	Rééquilibrer les typologies de logements (maisons individuelles, maisons groupées et habitat intermédiaire ou petit collectif)	Définition d'une zone UB en épaisseur du centre bourg Localisation des zones urbaines et à urbaniser autour des pôles de centralités primaire et secondaire (village et Pichat).
	Développer les petits et moyens logements	Elaboration d'une orientation d'aménagement sur les coteaux sud du centre bourg (UB) et sur le Pichat (UH) pour cadrer l'aménagement global
	Maîtriser la consommation de l'espace	Incitation à la réhabilitation et à l'urbanisation des dents creuses. Dispositions réglementaires incitant à la mixité des produits logements et à la densification :

		<ul style="list-style-type: none"> - Absence de CES et de COS - Hauteur permettant la réalisation d'opérations d'habitat intermédiaire dans l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser (art. 10)
Permettre le changement de destination des bâtiments abandonnés	Permettre la réhabilitation d'anciens bâtiments agricoles ne servant plus aux exploitations, lorsque cela ne met pas en péril l'activité agricole alentour	<p>Identification au plan de zonage par un symbole, des bâtiments agricoles pouvant bénéficier d'un changement de destination</p> <p>Dispositions réglementaires incitant à la mise en valeur du qualitatif dans les prescriptions sur l'aspect architectural des constructions (art. A 11)</p>
Respecter les périmètres des risques naturels, technologiques et industriels	Limiter l'urbanisation à l'intérieur des périmètres de protection	<p>Renseignement au plan de zonage, par un tramage spécifique, des zones concernées par des risques naturels et/ou technologiques</p> <p>Classement en N des zones inondables de la Galaure et du Galaveyson.</p> <p>Dispositions réglementaires interdisant ou limitant les occupations et utilisations du sol dans les zones concernées (art. 2)</p>

A l'échelle du centre bourg

Objectifs	Objectifs détaillés	Traduction graphique et réglementaire
Redynamiser le centre bourg	Favoriser le renouvellement urbain en centre bourg	<p>Structure réglementaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encadrement de la reconstruction après démolition en cas de sinistre (art. 2) - Extensions suivant l'organisation urbaine du corps de bâtiment principal originel possible (art.6, 7 et 10) - Réglementation qualitative des aspects des constructions (art. 11)

9.1.3 Garantir la qualité urbaine, architecturale et paysagère de l'urbanisation

A l'échelle communale

Objectifs	Objectifs détaillés	Traduction graphique et réglementaire
Maîtriser le mitage des paysages et affirmer les centralités bâties	Le centre bourg comme pôle de centralité principal (bâti dense et extensions à densifier)	Optimisation des zones d'urbanisation existantes et futures en lien avec le centre bourg.
	Le hameau du Pichat comme pôle de centralité secondaire (bâti rural et extensions à structurer) Et identification de groupements d'habitations pouvant être le support à une urbanisation limitée et maîtrisée	Réglementation spécifique permettant un développement à court ou moyen terme de certains hameaux et groupements d'habitations : <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un secteur spécifique UH pour les hameaux présentant une structure urbaine spécifique (homogénéité, compacité) et sur les espaces où cette forme doit être renforcée : le Pichat, Saint-Julien et Bonnemerie - Zonage UC pour les groupements d'habitations où les constructions doivent être limitées
Imposer une qualité architecturale en cohérence avec l'identité locale	Adapter les nouvelles constructions aux spécificités architecturales locales : pente de toitures, matériaux de couvertures, soubassements en galets etc.	Dispositions réglementaires des aspects extérieurs et des abords des constructions adaptées à chaque contexte urbain (art. 11).
	Préserver l'architecture présentant des spécificités locales	Repérage au plan de zonage des éléments bâtis remarquables (L 123-1 7°), associés à des règles de protection
Structurer les zones d'extension en cohérence avec le tissu urbain existant auquel elles se raccrochent	Accroche au centre bourg : maintenir une densité suffisante afin d'affirmer le caractère urbain du bourg, prolongement des voiries existantes, imposer une trame viaire intégrée par rapport à la pente et définissant des	Dispositions réglementaires permettant de créer du lien entre le centre bourg et les extensions : <ul style="list-style-type: none"> - Définition des alignements au plan de zonage pour créer un front bâti dans la continuité du centre bourg

	<p>Îlots d'urbanisation cohérents avec la structure urbaine, imposer des lignes de faîtage parallèles aux courbes de niveau (exception faite des constructions d'intérêt général)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de COS et CES pour inciter à densifier - Dispositions architecturales (art. 11) - Imposer un faîtage parallèle aux courbes de niveau pour avoir une nappe de toiture homogène (exception faite des bâtiments d'intérêt général) <p>Réalisation d'une orientation d'aménagement pour permettre une extension cohérente du coteau sud dans le prolongement urbain et architectural du centre bourg</p> <p>Utilisation des voiries historiques nord-sud existantes pour asseoir le développement urbain du coteau sud</p> <p>Définition d'emplacements réservés pour voies nouvelles parallèles aux courbes de niveau</p>
	<p>Accroche aux hameaux et groupements d'habitations: bâti réinterprétant les typologies rurales, découpage parcellaire, etc.</p>	<p>Dispositions réglementaires spécifiques pour les hameaux présentant une structure urbaine identitaire et sur les espaces où cette forme doit être renforcée</p>

A l'échelle du centre bourg

Objectifs	Objectifs détaillés	Traduction graphique et réglementaire
Inscrire les zones d'urbanisations existantes et à créer dans une dynamique de développement cohérente du bourg du Grand-Serre	Dynamique de développement longitudinale limitée sur la crête du serre	Définition de limites cohérentes à l'extension urbaine (zones urbaines et à urbaniser)
	Dynamique de développement maîtrisé en épaisseur sur le coteau sud	
Favoriser l'intégration paysagère des nouveaux quartiers en veillant à préserver la perception du village perché du Grand-Serre	Aménagement cohérent des nouveaux quartiers garantissant leur qualité urbaine et architecturale et leur intégration paysagère : intégration dans la pente, limitation des hauteurs, voirie structurante...	<p>Préconisations spécifiques dans des orientations d'aménagement pour les extensions bâties sur le coteau sud :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Imposer une orientation parallèle aux courbes de niveau pour les faîtages (art. 11)
	Perception du village perché sur le serre : préserver les	Identification des perspectives majeures et percées visuelles à

	ouvertures visuelles en fond de vallée le long de la RD51 et notamment la couronne verte entre le village et le hameau du Pichat	<p>préserver dans l'orientation d'aménagement</p> <p>Sur le plan de zonage, identification des coupures vertes (zone N)</p>
	Vues depuis le centre vers l'espace rural : préserver les percées visuelles au niveau des espaces publics et dans le prolongement des voies communales	<p>Coupure agricole préservée entre le centre bourg et le hameau du Pichat où toute construction est interdite : zonage A avec trame de protection du paysage.</p> <p>Création d'une coupure verte entre le centre bourg et le quartier des Fonds pour ménager des perspectives depuis la vallée vers les remparts et le village perché</p> <p>Suppression de l'espace boisé classé aux pieds du centre bourg pour dégager des percées visuelles sur les remparts.</p> <p>Tracés de voiries nouvelles cohérents grâce aux emplacements réservés</p>

9.1.4 Préserver les atouts environnementaux et paysagers de la commune qui composent son identité

A l'échelle communale

Objectifs	Objectifs détaillés	Traduction graphique et réglementaire
Maintenir la vocation agricole des coteaux et fonds de vallées cultivés	Pour leur valeur agronomique (pâtures et terres cultivables)	Maintien en zonage agricole des terres cultivées et pâturées Ajustement au plan de zonage des limites entre surfaces agricoles et naturelles Identification au plan de zonage des sièges d'exploitation, classés en A
	Pour leur valeur paysagère en tant qu'espace porteur de l'identité rurale de la commune	Classement en A avec trame de protection du paysage des terres agricoles situées entre la D 51 et le centre bourg (toute construction nouvelle est interdite) : il s'agit d'une « vitrine » de l'identité rurale de la commune
Protéger les espaces boisés en tant qu'éléments paysagers structurants, corridors écologiques et milieux naturels de qualité	Les boisements de hauts de coteaux qui soulignent la ligne de crête dans le paysage	Conserver le classement en EBC d'une partie des boisements des hauts de coteaux Classement en N des ZNIEFF issues de l'inventaire rénové
	Les plateaux boisés de Chambaran au nord (classés en ZNIEFF) et de Montrigaud au sud	Conserver en N une partie des espaces boisés classés en ZNIEFF dans l'inventaire DIREN 1991 pour leur qualité paysagère
	Les ripisylves de la Galaure et du Galaveyson : ils présentent à la fois une valeur écologique (classés en ZNIEFF et corridors au sein de la vallée), une valeur paysagère (ligne structurante boisée marquant les cours d'eau) et une valeur hydrologique (épuration naturelles des cours d'eau et zone inondable)	

A l'échelle du centre bourg

Objectifs	Objectifs détaillés	Traduction graphique et réglementaire
Préserver la perception du village et valoriser les vues vers l'espace rural	Perception du village perché sur le serre : préserver les ouvertures visuelles en fond de vallée le long de la RD51 et notamment la couronne verte entre le village et le hameau du Pichat	Classement en A avec trame de protection du paysage des terres agricoles situées entre la D 51 et le centre bourg Zones UB dans lesquelles des dispositions réglementaires sont prises pour ouvrir les perspectives réciproques entre le centre bourg et la vallée de la Galaure : <ul style="list-style-type: none"> - Murs bahuts proscrits et clôtures doublées de haies champêtres (Art. UB 11) - Les plantations ne doivent pas masquer les perceptions majeures sur le grand paysage (Art. UB 13) Réalisation d'une orientation d'aménagement sur le coteau sud du serre avec ouverture de perspectives.
	Vues depuis le centre vers l'espace rural : préserver les percées visuelles au niveau des espaces publics et dans le prolongement des voies communales	Création d'une couronne verte entre le centre bourg et le quartier des Fonds pour ménager des perspectives depuis la vallée vers les remparts et inversement depuis la place des Cloîtres vers la vallée de la Galaure
Protéger et valoriser le patrimoine architectural et arboré qui structure le tissu urbain	Préserver les alignements d'arbres et les espaces enherbés qui marquent les entrées de village	Indication au plan de zonage des arbres d'intérêt patrimonial, des murets et murs comme éléments remarquables au titre de l'article L 123-1 7° Conservation en EBC des alignements d'arbres déjà renseignés au POS Définition d'emplacements réservés pour création d'espaces publics Suppression des EBC aux pieds des remparts afin de les mettre en valeur
	Valoriser les murets de galets comme mode de clôture traditionnel pour les cours et jardins du village	
	Valoriser le tracé des anciens remparts : dégager le pied des remparts sud par un interstice enherbé, valoriser l'alignement de platanes du boulevard des Terreaux	
Valoriser les espaces publics, les espaces verts et la desserte piétonne du centre bourg	Réhabiliter les places du centre bourg par un aménagement urbain adapté	Définition d'emplacements réservés pour : <ul style="list-style-type: none"> - L'extension ou l'aménagement d'espaces publics

	Marquer une couronne verte reliant les espaces verts : parc Roux-Bonnemain, Place des Cloîtres, square des Mûriers, tour des remparts	<ul style="list-style-type: none"> - La création d'aires de stationnement Dispositions réglementaires particulières pour : <ul style="list-style-type: none"> - Imposer un nombre de places minimum par logement et activités à créer (art. 12) - Imposer une réglementation pour les stationnement des vélos et cycles (art. 12) Dispositions en faveur des cheminements piétons dans l'orientation d'aménagement du quartier des Fonds et du Pichat (Identification des cheminements piétons entre les zones d'urbanisation et le centre bourg)
	Gérer le stationnement sur les espaces publics (sur la place des halles en particulier)	
	Favoriser la desserte des espaces publics et des équipements par un réseau de circulations piétonnes	

9.2 Définition et descriptions des zones du PLU

9.2.1 Du POS au PLU

Le zonage du POS comprenait 16 zones et secteurs. Le zonage du PLU propose 14 zones et secteurs permettant de traduire précisément les objectifs et enjeux de développement de la commune.

Le zonage répond à deux objectifs majeurs : affirmer le rôle de centralité urbaine du centre bourg et affirmer l'identité rurale et naturelle de la commune.

Le PLU propose un zonage se calquant sur l'évolution du développement urbain : noyau originel dense autour du centre ancien (zone UA correspondant au centre bourg médiéval), puis développement linéaire vers l'est et l'ouest (zones UB, UL, UI, AUI et AU) le long du serre et enfin, développement en épaisseur vers le sud, dans la continuité de l'urbanisation urbaine du centre bourg (zone UB).

La zone NB du hameau du Pichat a été supprimée au profit de la zone UH afin de développer l'urbanisation autour de ce hameau tout en respectant l'architecture et l'urbanisme propre à ce secteur.

Les zones NA ont été classées en zones Urbaines (UB, UC ou UH) lorsque les constructions existantes et les réseaux le permettaient. Dans l'attente des réseaux, elles ont été classées en AU. Enfin, si le site préalablement identifié au POS comme une zone NA ne semble plus propice à un développement de l'urbanisation (pour des raisons environnementales, de risques, paysagers etc.) elles ont été classées en N ou A.

Les superficies agricoles ont été mises à jour grâce à la réalisation d'une concertation conjointe des agriculteurs et des services de l'Etat. Ainsi, la plupart des zones agricoles identifiées au POS ont été conservées.

Les zones naturelles et forestières ont été maintenues suivant le zonage du POS. Certaines modifications ont été apportées suite au recensement rénové des ZNIEFF.

De nouveaux projets ont été intégrés dans le zonage du PLU. A savoir, les usines des moulinsages de la Galaure en zone UI, le parc de loisirs Oasis Aventura en zone NL, le projet de parc d'éoliennes en zone NE, etc.

9.2.2 Descriptions des zones

Le territoire est délimité en quatre types de zones identifiées sur les documents graphiques.

Les zones urbaines

La zone U correspond aux secteurs où l'urbanisation est admise et où les équipements publics existants ou en cours de réalisation permettent d'autoriser immédiatement les constructions.

Elle comporte plusieurs secteurs où des dispositions spécifiques s'appliquent :

Le secteur UA correspond au centre ancien médiéval où les règles du PLU ont pour objet de préserver le caractère à la fois urbain et traditionnel, en permettant une pluralité des fonctions (équipements, services, etc.) et notamment le maintien de la fonction commerciale. La zone UA délimite le secteur du centre bourg et ses abords immédiats.

Le secteur UB a vocation principale d'habitat, où les règles du PLU ont pour objet de préserver le caractère urbain et permettant une pluralité des fonctions et des activités compatibles avec son caractère résidentiel. L'objectif étant de conforter la densité existante tout en permettant la cohabitation des différentes typologies d'habitat. La zone UB délimite les secteurs d'extension du centre bourg.

Le secteur UC est une zone d'urbanisation limitée et maîtrisée a vocation principale d'habitat. La zone UC correspond à l'urbanisation de groupements d'habitation existants situés à distance du centre bourg.

Le secteur UI délimite les secteurs à dominante d'activités économiques (zones d'activités industrielles, artisanales, commerciales). Deux secteurs sont concernés :

- le site de Folataire, au nord est de la commune, équipé par les réseaux
- le site des Forges, au sud ouest de la commune, incluant
 - ✓ les Moulinages de la Galaure. L'assainissement à ce jour est autonome, mais un système d'assainissement collectif sera mis en œuvre en phase 1 du schéma général d'assainissement ;
 - ✓ un tènement communal (parcelles 115 et 118). Les travaux d'aménagement du réseau d'assainissement collectif, prévus en phase 1 du schéma général d'assainissement, seront réalisés courant du 1er semestre 2010. Les réseaux seront donc existants et fonctionnels à l'entrée en vigueur du présent PLU.

Le secteur UH est une zone où les constructions sont regroupées sous forme de hameaux, considéré comme un espace ayant une forme urbaine spécifique présentant les caractéristiques d'un hameau (homogénéité, compacité) et où cette forme spécifique doit être renforcée. La zone UH délimite les hameaux du Pichat, de Saint Julien et de Bonnemerie. Ce secteur a pour vocation principale l'habitat. Les caractéristiques paysagères, urbaines et architecturales (groupement, implantation, volumétrie) du bâti traditionnel sont à préserver.

Le secteur UL délimite les secteurs à vocation d'activités de loisirs sportifs et touristiques. La zone UL concerne le gymnase communal, le terrain de football et le camping municipal du « Grand Cerf ».

Les zones à urbaniser

Les zones à urbaniser correspondent à des secteurs qui ont un caractère naturel, peu ou pas bâtis, et qui sont destinés à recevoir une extension urbaine.

On distingue deux types de zones à urbaniser selon l'état de leur desserte par les réseaux :

Les zones AU indicées, lorsque la desserte en équipements à la périphérie immédiate de la zone existe et est de capacité suffisante. Le règlement de la zone définit (en cohérence avec le PADD et les orientations d'aménagement) les conditions dans lesquelles l'aménagement et l'équipement doivent être réalisés. La délivrance des autorisations d'occuper et d'utiliser le sol dépend de la réalisation des équipements internes nécessaires à la zone qui peut intervenir soit dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble.

La **zone AUI** : délimite un secteur à dominante d'activités économiques : industrielles, artisanales ou autres (objectif de diversification).

Les zones AU non indicées, lorsque la desserte en équipements à leur périphérie immédiate n'existe pas ou existe mais n'a pas la capacité suffisante. L'ouverture à l'urbanisation est conditionnée par une modification ou une révision du PLU.

Parmi les zones AU non indicées, il convient de distinguer :

- les zones AU non indicées situées à l'**ouest du village** (lieux-dits Grands-Vignes et Bayardes) et à Saint-Julien : elles ont pour objectif d'accueillir à terme une urbanisation à vocation principale d'habitat ;
- la zone AU non indicées située à l'**est du village** (lieu-dit Folataire) : elles a pour objectif d'accueillir à terme une urbanisation à vocation principale d'activité ;
- la zone AU non indicée située dans le hameau de Saint-Julien : elle a pour but d'accueillir quelques logements afin de maintenir la population du hameau. Il ne s'agit pas d'une problématique de développement, comme l'indique le nombre de logements attendus au regard du projet démographique de la commune (moins de 5% du total des logements).

Les zones agricoles

La zone A, recouvre les secteurs, équipés ou non, à protéger en raison de la richesse des terres agricoles qu'elle soit de nature agronomique, biologique ou économique. Lors de l'élaboration du PLU, une réunion de consultation des agriculteurs, exploitants sur la commune, a permis de localiser précisément :

Les sièges d'exploitation

Les constructions dont le changement de destination peut être accordé

Mais aussi de proposer un zonage précis des terres agricoles.

Dans cette zone A, seules peuvent être autorisées :

Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, (constructions, à caractère fonctionnel nécessaires aux exploitations, au logement des personnes travaillant sur l'exploitation, bâtiments complémentaires et nécessaires à l'activité agricole et à l'élevage...)

Le changement de destination des bâtiments agricoles désignés aux documents graphiques du règlement par un cercle (symbole : ○) en raison de leur intérêt patrimonial et architectural (art L 123-3-1 du code de l'urbanisme).

La zone A comporte un secteur où, compte tenu des spécificités locales analysées dans le diagnostic du rapport de présentation, des dispositions spécifiques s'appliquent : une trame de protection paysagère permet de mettre en valeur l'aspect paysager et la co-visibilité entre le centre bourg et la vallée de la Galaure depuis la RD 51.

Le règlement de la zone A reprend les orientations énoncées dans la Charte agricole départementale de 2006 « Charte pour une meilleure prise en compte de l'Agriculture dans la Gestion du Foncier et de l'Urbanisme ».

Les zones naturelles et forestières

La zone N regroupe les zones naturelles et forestières, et recouvre des secteurs, équipés ou non, de nature très variée :

A protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique, écologique ;

A protéger en raison de l'existence d'une exploitation forestière ;

Protégés par la collectivité, pour conserver leur caractère naturel dans un principe d'équilibre entre aménagement et protection défini à l'article L. 121-1,

Le secteur N : délimite les zones naturelles ne faisant l'objet d'aucun indice spécifique.

Le secteur NM : délimite les secteurs de zones naturelles concernés par la servitude relative aux champs de tirs et manœuvres militaires

Le secteur NE: délimite les zones naturelles dans lesquelles peuvent être accueillies des équipements de production d'énergie de type éolien.

Le secteur NL : délimite les zones naturelles destinées à l'animation, aux sports et loisirs de plein air.

9.2.3 Dispositions réglementaires

La commune du Grand-Serre a opté pour une réglementation de la très grande majorité des articles du PLU afin de mieux répondre aux objectifs de la commune en matière d'aménagement.

Dans un souci de simplification de la lecture et d'une meilleure compréhension des dispositions graphiques et réglementaires, la commune a fait le choix de présenter un chapitre par secteur. Ceci permet également d'affirmer les caractères architecturaux, urbains et paysagers de l'ensemble des différents secteurs de la commune.

Ainsi le règlement se présente sous la forme de quatorze chapitres : un par secteur et un sur les dispositions générales.

Le choix d'une plus grande mixité

Dans l'esprit de la loi SRU le PLU doit permettre d'assurer le principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale exprimé à l'article L. 121-1 2° du code de l'urbanisme. Ces principes de mixité sociale et de diversité des fonctions se retrouvent au sein de l'ensemble des secteurs de la zone U.

Malgré le fait que le territoire du Grand-Serre présente de grandes différences de morphologies urbaines (centre bourg historique, extensions pavillonnaires, hameaux traditionnels), il a été choisi de permettre dans chacun des secteurs U considérés une diversité des fonctions urbaines (habitat, artisanat, économiques etc.) et une plus grande mixité sociale (possibilité de construire différents types de logements etc.).

Pour les zones U

Le PLU propose un règlement par secteur, permettant de mettre en valeur chaque secteur tout en ayant une ligne de conduite urbaine commune. Chaque zone d'habitat, d'activités et d'équipement se distingue suivant ses besoins spécifiques. Ainsi ces secteurs se différencient :

- dans l'interdiction de certaines occupations et utilisations du sol à travers l'article 1,
- dans les conditions particulières de certaines occupations et utilisations du sol, à travers l'article 2,
- dans les conditions de desserte par les réseaux publics, à travers l'article 4,
- dans les dispositions relatives à l'implantation du bâti sur l'unité foncière à travers les articles 6, 7 et 8,
- dans les dispositions relatives aux hauteurs maximales admissibles à travers l'article 10,
- et dans les dispositions relatives à l'aspect extérieur des constructions à travers l'article 11.

Au titre de l'article L. 123-9 du code de l'urbanisme issu de la loi SRU, le principe de mixité des fonctions urbaines de la zone U est renforcé par le fait que le règlement n'énumère plus que ce qui est interdit, et ce qui est admis sous conditions particulières. De ce fait, toutes les occupations et utilisations du sol non mentionnées dans ces deux articles sont admises de façon implicite et sans conditions particulières autre que le respect des articles 3 à 14.

Pour les zones AU

Le principe de diversité et de mixité des fonctions urbaines et sociales prévaut également dans le règlement des zones à urbaniser afin de mieux répondre aux objectifs d'aménagement énoncés dans le PADD (qui sont notamment : redynamiser le centre bourg, répondre aux besoins en terme de parcours résidentiel, développer et diversifier l'offre d'emploi au sein de la commune, inscrire les zones d'urbanisations existantes et à créer dans une dynamique de développement cohérente du bourg du Grand-Serre).

Comme en zone U, y sont interdites d'une façon générale, les occupations ou utilisation du sol qui n'ont pas lieu d'être (carrière, activité agricole, ...) ou qui auraient un impact trop important en terme de paysage ou de fonctionnement (certaines activités, dépôts ou entrepôts, certaines occupations touristiques).

Sont soumises à des conditions particulières, principalement, les constructions à usage d'activités, afin d'assurer la meilleure cohabitation possible avec l'habitat, et d'éviter les nuisances réciproques ou les incompatibilités éventuelles.

Des conditions d'occupation ou d'utilisation du sol clarifiées

Les conditions générales ou particulières d'urbanisation sont désormais plus clairement exprimées et plus détaillées pour assurer, au mieux, le développement recherché de cette diversité et de cette mixité ainsi que pour assurer un minimum de compatibilité entre les diverses occupations et utilisations admises.

L'optimisation recherchée de l'utilisation du sol

Afin de favoriser la densification du tissu urbain existant ou celui projeté et d'optimiser la surface au sol utilisée, la commune a fait le choix de ne pas réglementer les articles 9 (excepté en zone UI) et 14 (excepté en zone UC) relatifs à l'emprise au sol des constructions et au coefficient d'emprise au sol.

L'absence de réglementation de ces dispositions permet aux constructions d'augmenter en hauteur tout en ne dépassant pas la hauteur maximale admissible réglementée à travers l'article 10 qui respecte l'épannelage du bâti environnant.

La préservation de l'identité urbaine des espaces urbanisés et la qualité de la morphologie existante, passe par la réglementation des articles 6 et 7 relatifs à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ainsi que par rapport aux limites séparatives du terrain.

Exceptions

La réglementation de l'article 9 de la zone UI relatif à l'emprise au sol des constructions se justifie par le site d'implantation de cette zone. Située au sommet du serre du centre bourg, la zone d'activités économiques peut avoir un impact limité sur la perception du paysage. Le fait d'instaurer une emprise au sol des constructions ne devant pas excéder 60% de la superficie du terrain permet de dégager des ouvertures entre les bâtiments.

La réglementation du coefficient d'occupation du sol de la zone UC à travers l'article UC 14 permet de maîtriser l'urbanisation des ces groupements d'habitations actuellement peu denses et à distance du centre bourg.

Un encadrement plus ferme des modes d'implantation et de l'aspect des constructions et de leurs abords

Compte tenu des tendances d'implantation de l'habitat contemporain et des risques croissants d'une banalisation du territoire dont les impacts sur le paysage pourraient être importants, le PLU du Grand-Serre opte aussi pour une réglementation détaillée des articles traitant de l'implantation et de l'aspect extérieur des constructions et de leurs abords.

Une hauteur des constructions qui doit prendre en compte l'environnement bâti

Afin d'éviter les problèmes d'interprétation de la règle et les excès constatés dans le remaniement de la configuration du terrain naturel, le mode de calcul de la hauteur est précisé, il prend en compte la réalisation de déblai ou de remblai, le cas échéant.

Les hauteurs maximales admises varient en fonction du caractère du secteur considéré. Le calcul de la hauteur prend notamment en compte la hauteur moyenne de l'environnement bâti, les travaux d'affouillement ou d'exhaussement réalisés. En matière de hauteur maximale admissible, le règlement prescrit une hauteur maximale à l'égout de toiture.

Une réglementation qualitative plutôt que restrictive de l'aspect extérieur des constructions

L'article 11 demeure relativement étoffé, tout en distinguant les dispositions applicables aux éléments remarquables identifiés au titre de l'article L. 123-1 7° du code de l'urbanisme, de celles applicables au territoire en général.

Outre les dispositions, parfois incitatives, parfois coercitives qu'il impose en fonction du caractère et de la sensibilité des secteurs considérés, cet article présente également une valeur pédagogique et de sensibilisation à la nécessité d'une meilleure insertion des constructions et d'une qualité recherchée dans tous les éléments susceptibles d'avoir un impact dans le paysage et d'influencer sur sa perception :

- dans l'implantation, le volume et les proportions des constructions,
- dans l'aspect des façades, des toitures, des clôtures,
- dans l'implantation des édifices et équipements techniques,
- dans l'utilisation des couleurs et matériaux.

Une réglementation exigeante des espaces libres, aménagés et plantés

Cet article fournit de nouvelles précisions quant aux espaces aménagés ou plantés y compris les clôtures, en tant qu'élément à part entière du projet architectural, participant à l'insertion des constructions dans l'environnement ainsi qu'à une certaine qualité paysagère des secteurs considérés. L'objectif principal étant d'éviter les traitements utilisant une unique essence végétale banalisant le paysage, de favoriser des compositions paysagères simples mais soignées qui assurent une conservation maximale des plantations et des caractéristiques paysagères existantes.

Afin de réduire l'impact de certaines constructions ou utilisations du sol qui par leur nature, affectent la qualité du paysage (aire de stationnement, dépôts, équipements techniques, ...), il est aussi demandé que certaines occupations et utilisations du sol soient accompagnées d'un traitement végétal spécifique.

9.3 Dispositions graphiques particulières

9.3.1 Espaces boisés à protéger ou à créer (article L.130-1 du code de l'urbanisme)

La plus grande partie des boisements recensés sur la commune ont été classés en zone N. Certains d'entre eux, reconnus pour leur valeur écologique et / ou paysagère font l'objet d'un classement comme Espaces Boisés Classés, au titre de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme.

Ce classement a pour effets importants :

Tout changement d'affectation ou de mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements est interdit : tout défrichement volontaire de l'état boisé est donc exclu d'office (sauf exceptions prévues par l'article L 130-1 du code de l'Urbanisme),

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable (sauf exceptions prévues aux articles R 130-1 du code de l'Urbanisme),

Le déclassement d'espaces boisés classés nécessite une révision du PLU.

9.3.2 Les éléments de patrimoine au titre de l'article L 123-1 7e du code de l'urbanisme

Le plan de zonage identifie par une étoile (symbole : ★) un certain nombre d'éléments naturels ou construits, ponctuels ou de grande étendue dont la sensibilité et la valeur ont été reconnues. Il peut s'agir de quartiers, d'îlots, d'immeubles, d'espaces publics, de monuments, de sites ou de secteurs.

De façon isolée ou associée, ces éléments produisent des ambiances, des images ou des paysages pittoresques, intimistes ou panoramiques. Ils sont caractéristiques du patrimoine naturel, historique ou culturel de la commune du Grand-Serre.

La préservation, l'entretien et la valorisation de ces éléments caractéristiques du paysage est un principe fondamental du projet de développement de la commune.

Ce classement a des effets notables :

La démolition en toute ou partie d'un bâtiment identifié au titre de l'article L 123-1 7e du code de l'urbanisme est soumise à l'obtention d'un permis de démolir (sauf exceptions prévues à l'article L 430-3 du code de l'urbanisme)

Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié par un plan local d'urbanisme au titre de l'article L 123-1 7e du code de l'urbanisme et non soumis à un régime d'autorisation doivent faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

L'analyse du tissu urbain communal avait permis de mettre en lumière un patrimoine architectural et paysager de qualité fortement identitaire et bien conservé de la commune du Grand-Serre. L'objectif du classement de ces différents éléments remarquables est de permettre une maîtrise et une mise en valeur de ce patrimoine. Le centre bourg est déjà connu pour la qualité architecturale de ses constructions aussi le classement de certains éléments paysagers ou construits vient compléter l'ambiance urbaine.

Le classement de ces éléments remarquables fut établi suivant différents critères :

Exemplarité de la construction pour des motifs architecturaux

Le symbole représenté par la construction

La rareté de la construction

La répercussion positive sur le paysage communal de l'élément remarquable, qu'il soit végétal ou bâti

Le caractère historique de la construction



Il s'agit :




De bâtiments ou ensemble bâti homogène dont le caractère remarquable ou traditionnel ancien implique une conservation, protection ou réhabilitation,


D'éléments du paysage dont le maintien est souhaitable (alignements d'arbres, petit patrimoine)

Tableau des éléments remarquables, page suivante.


Espaces publics



Élément remarquable	Lieu-dit	N° de parcelle Localisation	Description	Illustration
Place de l'Hôtel de ville	Centre Bourg	Le long de la RD66	Place autour de laquelle sont localisés les centres administratifs, religieux et éducatifs de la commune.	
Place des Halles	Centre Bourg	Entre RD66 et rue des Antes au Serein	Place centrale en terme d'histoire et d'animation commerciale. Espace encastré entre les habitations médiévales.	

Place de l'Industrie	Centre Bourg	Carrefour rue de l'industrie, rue des Antes au Serein	Espace témoignant de l'histoire du moulin à huile de la commune.	
Place de la Bascule et le travail du Maréchal Ferrand	Centre Bourg	Le long de la RD137	Espace témoignant de l'histoire du travail du maréchal Ferrand.	
Parc Roux Bonnemain	Centre Bourg	N°359 Nord de la RD 137	Vaste espace vert public légèrement excentré du centre bourg qui peut être qualifier de pôle paysager et récréatif majeur. Espace ceinturé de hauts murs de galets qu'il convient de protéger et arboré par de vastes arbres de hautes tiges.	



Place des Cloîtres	Centre Bourg	N°248-226 Sud de l'Eglise	Espace public offrant un large belvédère sur la vallée de la Galaure. Lieu intimiste et arboré qu'il convient d'ouvrir et de préserver.	
--------------------	--------------	------------------------------	--	---




Éléments de paysage


Élément remarquable	Lieu-dit	N° de parcelle Localisation	Description	Illustration
Alignement d'Arbres Château de Mongalix	Mongalix	Chemin rural n°27	Double alignement le long du chemin rural de Mongalix qui permet d'accompagner le visiteur vers le château du même nom depuis la RD51.	

Double alignement de platanes	Centre Bourg	Boulevard des Terreaux	Double alignement de platanes le long du boulevard des Terreaux au nord du centre bourg. Perspective ombragée du boulevard et du chemin piéton longeant les remparts.	
Arbre	Centre Bourg	N°423	Imposant Tilleul le long de la RD 137.	



Immeubles



Élément remarquable	Lieu-dit	N° de parcelle Localisation	Description	Illustration
Maison J. Bédier	Centre Bourg	N°43 entre RD 137 et rue des Antes au Serein	Immeuble en épis de galets qui accueille Joseph Bédier.	
Ecole publique	Centre Bourg	N°293 Place de l'Hôtel de ville	Edifice qui témoigne de la technique des murs en épis de galets.	



Maison Gengler	Le Cabinet	N°336	Maison forte de la commune du Grand-Serre.	
Grange du Parc Astic	Le Cabinet	N°351	Grange traditionnelle en torchis, épis de galets et charpente en bois.	
Château et tour de Mongalix	Mongalix	N°18	Ferme traditionnelle	

Lavoir	Centre Bourg	N°44 le long du boulevard des Terreaux	Ancien lavoir récemment réhabilité.	
--------	--------------	--	-------------------------------------	---

Petit patrimoine

Élément remarquable	Lieu-dit	N° de parcelle Localisation	Description	Illustration
Puits de la rue sans bout	Centre Bourg	N°122	Puits venant clore la rue sans bout.	
Pigeonnier	Centre Bourg	N°48 au carrefour des RD 137 et rue de la fontaine Blangeon	Ancien pigeonnier au nord du centre bourg.	

Puits des Halles	Centre Bourg	Place des Halles le long de la rue des Antes au Serein	Puits situé au nord de la place des halles.	
Croix	Centre Bourg	Carrefour chemin de Paladru, RD 137	Calvaire marquant la croisée des chemins.	

Square de la Madone	Bayardes	N°94 en entrée de bourg sud-ouest, le long de la RD66	Lieu de pèlerinage organisé autour d'une iconographie religieuse de la vierge marie. Espace boisé et aménagé de mobiliers urbains.	
Mur de la montée de la Chapelle	Centre Bourg	N°423	Mur de limite de parcelle en épis de galets.	

9.3.3 Secteurs soumis aux risques naturels

Sur l'ensemble du plan de zonage, sont identifiées par un tramage spécifique les zones où les risques naturels sont possibles. Dans ces secteurs, les constructions et installations sont soumises à certaines interdictions et prescriptions relatives à la prise en compte de ces risques tels qu'ils ont été inventoriés en annexe.

Aucun PPRI (Plan de Prévention des Risques d'Inondation) n'existe sur la commune. L'Atlas des zones inondables de la DDE de la Drôme fait apparaître des zones de crues constatées concernant des zones relativement importantes sur le territoire communal. Le rapport de présentation décrit la connaissance du risque sur la commune. Dans ces secteurs, il pourra être fait application de l'article R 111.2 du code de l'urbanisme.

9.3.4 Secteurs soumis aux risques technologiques et industriels

Sur l'ensemble du plan de zonage, sont identifiées par un tramage spécifique les zones où les risques technologiques sont possibles. Dans ces secteurs, les constructions et installations sont soumises à certaines interdictions et prescriptions relatives à la prise en compte de ces risques tels qu'ils ont été inventoriés en annexe.

En l'absence d'un PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) liée à la présence de l'usine NOVAPEX de stockage souterrain de propylène, la maîtrise de l'urbanisation doit se traduire dans le PLU par des prescriptions minimales en fonction de la distance à l'usine.

A proximité immédiate du stockage sont interdits :

Les travaux souterrains dépassant 400 mètres, effectués sans autorisation préalable du préfet de la Drôme (servitude 18),

L'implantation ou la modification d'installations classées pour la protection de l'environnement sans l'avis particulier, au regard de la compatibilité de l'installation avec le stockage, du Service Départemental d'Incendie et de Secours et de la DREAL.

Deux périmètres ont été identifiés :

Une zone 2 (Z2), dans un rayon de 430m autour du stockage, correspondant à une zone d'effets moindres mais susceptibles d'entraîner néanmoins des blessures irréversibles, où il est nécessaire de limiter l'augmentation future du nombre de personnes exposées.

Une zone 1 (Z1), dans un rayon de 300m autour du stockage, correspondant à la zone des effets les plus graves, il est nécessaire de ne pas augmenter la densité des personnes exposées, notamment en ce qui concerne l'habitat et les zones de vie. Les activités industrielles, voire tertiaires pourront néanmoins y être acceptées moyennant le respect de certaines conditions de densité d'emploi ou une information adaptée aux risques encourus.

Concernant les deux canalisations de gaz Fos-sur-Mer/Tersanne et Feyzin/Pont de Claix, deux éléments sont pris en compte :

- ✓ les distances à respecter pour les implantations nouvelles : elles figurent dans la première partie du rapport de présentation et sont reportées sur le plan de zonage ;
- ✓ des dispositions spécifiques à respecter.

9.3.5 Emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts (article L 123-1 8e du code de l'urbanisme)

Au titre des articles L 213-1 8° et R 123-10 à R 123-12 du code de l'urbanisme, l'inscription d'un emplacement réservé permet de délimiter sur le plan de zonage des emprises destinées à la réalisation de voies ou ouvrages publics, d'espaces verts ou de programmes de logements. L'objet de l'emplacement réservé doit être précis et déterminé en accord avec la collectivité publique bénéficiaire.

Ainsi, cette inscription fait bénéficier la collectivité bénéficiaire, d'une option d'achat sur les terrains qu'elle envisage d'acquérir prochainement pour un usage d'intérêt général, cela permet d'empêcher les propriétaires actuels des terrains concernés par ces emprises d'uses de leur bien d'une manière qui nuirait à sa destination future définie par la collectivité.

Traduisant les orientations du PADD à différents niveaux, l'inscription d'une douzaine d'emplacements réservés au PLU, dont la liste figure dans la pièce n°5.3 du PLU en annexe et dont l'emprise est inscrite au plan de zonage (pièce n°3) traduit une politique volontariste de la commune visant :

- A l'amélioration de l'accessibilité et du fonctionnement global de la commune, notamment autour et dans le centre bourg

- A la création de voiries nouvelles afin de garantir un maillage urbain cohérent non seulement à l'échelle du secteur mais aussi de la commune

- A la création d'espaces publics de qualité

- A l'anticipation en matière de développement des équipements publics implantés sur la commune

Emplacements réservés

Numéro	Localisation	Numéro parcellaire	Affectation	Bénéficiaire du droit de réservation	Superficie approximative
ER1	D 66	245	Espace public	Commune	50 m ²
ER2	D 66	94	Espace public	Commune	1 050 m ²
ER3	D 66 / Rue des Vignes	840 / 843	Création d'un espace vert	Commune	7 900 m ²
ER4	Esplanade du Cloître	227	Espace public	Commune	300 m ²
ER5	Secteur sud du bourg	222	Espace public – Terrains de jeux	Commune	1760 m ²
ER6	Secteur nord du bourg	21 / 400 (en partie)	Stationnements et espace public	Commune	840 m ²
ER7	D 137 / Rue des Antes au Serein	30 / 31	Amélioration du carrefour	Commune	650 m ²
ER8	D 137 / Rue des Antes au Serein	25 / 26 / 27 / 28 / 29 / 337 / ?	Amélioration du carrefour et réaménagement global de l'entrée du village	Commune	3 250 m ²
ER9	D 66 / Rue du cimetière / Rue du calvaire	382 / 302	Amélioration du carrefour	Commune	600 m ²
ER10	Quartier des Fonds	301 / 303 / 826	Elargissement de voirie	Commune	Largeur : env. 2m Longueur : env. 100 m Soit env. 200 m ²
ER11	Quartier des Fonds	870	Création de voirie	Commune	Largeur : env. 5,5 m Longueur : env. 17,5 m Soit env. 100 m ²
ER12	Voie communale n°5 (de la rue des Vignes à la D 51)	350 / 882 / 359 / 550 / 904	Elargissement de voie	Commune	Largeur : env. 2 m Longueur : env. 470 m Soit env. 940 m ²
ER13	Angle voie com- munale n°5 / D51	577	Sécurisation du carrefour	Commune	Env. 100 m ²
ER14	Voie communale n°5 (partie sud)	577 / 578	Création d'un cheminement piéton	Commune	Largeur : env. 2 m Longueur : env. 71 m Soit env. 140 m ²
ER15	Voie communale n°5 De la rue des Vignes à la D 51	589 / 590	Elargissement de voie	Commune	Largeur : env. 2 m Longueur : env. 150 m Soit env. 300 m ²

9.3.6 Le changement de destination des bâtiments agricoles

Conformément à l'art L 123-3-1 du code de l'urbanisme, dans les zones agricoles, le règlement peut désigner les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole.

A ce jour, 21 habitations ont été identifiées comme pouvant prétendre à un changement de destination. Ces habitations sont identifiées au plan de zonage par un cercle rouge (symbole : ○).

9.3.7 Linéaires « toutes activités »

La commune du Grand-Serre souhaite affirmer le centre bourg en tant que pôle de vie et d'activité. En effet, vouloir accueillir de nouvelles populations et garder celle déjà présente sur le territoire communal passe par une politique en faveur du développement et de la pérennisation des commerces en centre bourg. Cela se traduit par la volonté de :

Maintenir certains commerces et services en centre bourg

Assurer la pérennisation des commerces de proximité dans la traversée du village

Pour cela, la commune a fait le choix d'indiquer au plan de zonage un linéaire « toutes activités » qui indique que les RDC identifiés doivent être obligatoirement affectés à une activité, qu'il s'agisse de commerces, de bureaux, de services, d'activités artisanales ou d'équipements publics ou d'intérêt collectif.

9.3.8 Implantation à l'alignement

Seul le règlement de la zone UA (centre bourg médiéval) impose l'implantation à l'alignement de l'espace public. Cet alignement a pour objectif de garantir la qualité urbaine du centre bourg historique. Cette règle n'a pas été reportée dans le cadre des autres secteurs de la zone urbaine. Seules des implantations à l'alignement de l'espace public ont été reportées au plan de zonage. Ces alignements concernent certains secteurs des zones UB qui se positionnent dans le prolongement visuel et physique du centre bourg. Ainsi, afin de faire le lien entre le centre bourg et les extensions contemporaines, certains alignements ont été imposés.

9.3.9 Nouvelles constructions

Le diagnostic territorial a permis de mettre à jour l'ensemble des nouvelles constructions réalisées depuis l'établissement du dernier cadastre. Les nouvelles constructions qui ont pu être identifiées sur le territoire sont représentées par un symbole : ▲

Le report sur le plan de zonage des nouvelles constructions a permis de caler précisément les différentes zones et secteurs.

9.3.10 Sites archéologiques

Conformément à l'article R.123-11 du code de l'Urbanisme, le PLU du Grand-Serre fait apparaître les périmètres des secteurs protégés en tant que sites archéologiques. Deux sites archéologiques ont été identifiés :

Le centre bourg (halles, église Saint Mamert)

Au sud du village, au lieu dit Le Cabinet, maison forte du XVI^e siècle

Ces secteurs sont soumis au respect de la loi du 27.09.1941 modifiée par la loi du 17.01.2001 relative à l'archéologie préventive et au décret du 05.02.1986 relatif à la prise en compte de la protection du patrimoine archéologique.

9.4 Autres dispositions graphiques

9.4.1 Les orientations d'aménagement

Les orientations s'attachent à cadrer le devenir de zones actuellement peu ou pas urbanisés, ou bien les zones en pleine restructuration, afin d'en garantir une gestion économe et cohérente avec l'ensemble du territoire communal.

Les orientations d'aménagement permettent de prendre en compte les spécificités de chaque secteur et de donner des prescriptions en conséquence, en terme de typologie d'habitat, de trame paysagère, de principes de voiries etc. Les principes énoncés dans les orientations d'aménagement devront être respectés en terme de compatibilité, cela signifie que les opérations devront en respecter l'esprit sans pour autant les suivre à la lettre.

Trois secteurs font l'objet d'une orientation d'aménagement : le quartier des Fonds au sud du centre bourg, et zone AUI des Forges et la zone UH du Pichat.

9.5 Bilan des surfaces du PLU

POS En REVISION SEPTEMBRE 1997	
zonage	Surface (Ha)
UA	5,4
UC	17,43
UI	2
UL	2,6
Sous- Total U	27,43
INA	9
IINAA	16,8
Sous- Total NA	25,8
Sous- Total U+ NA	53,23
NB	2,08
NC	1 509,5
ND	909,47
Sous- Total N	2 421,05
Total général	2 474,28

PLU 2009-2010	
zonage	Surface (Ha)
UA	7,7
UB	24
UC	2,2
UI	12,8
UH	9,7
UL	5,5
Sous- Total U	61,9
AU stricte	11,7
AU indicée	1,3
Sous- Total AU	13
Sous- Total U+AU	74,9
A	1 057,2
N	1356
Sous- Total A+N	2 413,2
Total général	2 488,1

NB : on note un léger écart concernant la superficie totale de la commune entre 1997 et 2006, ceci s'explique par :

L'utilisation de différents outils informatiques lors de l'élaboration initiale du document d'urbanisme et lors de l'élaboration du PLU. Le bilan des surfaces proposé dans le tableau a été calculé en comparant les données issues du fichier papier du POS 1997 et du PLU 2009, à partir d'un Système d'Informations Géographiques.

Un cadastre numérisé dont les limites communales sont morcelées.

4^{IE}ME PARTIE : PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

10 MILIEU NATUREL

10.1 Paysages et sites naturels

La loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et la loi du 2 février 1995 dite loi Barnier, relative au renforcement de la protection de l'environnement reconnaît la protection, la mise en valeur, la remise en état et la gestion des espaces, ressources et milieux naturels, sites et paysages, des espèces animales et végétales, de la diversité et des équilibres biologiques comme étant d'intérêt général.

A ce titre, les zones présentant un intérêt ou une sensibilité d'ordre écologique, biologique ou paysager ont été classées pour la plupart, en zone N (cf. le paragraphe sur les zones N dans la partie Description des zones). Cette zone couvre une superficie de près de 1 260 ha, soit plus de 50 % du territoire communal. Cette surface est en augmentation par rapport au POS.

Cette augmentation résulte à la fois :

- Du classement en N des surfaces identifiées par l'inventaire rénové des ZNIEFF

- Et des espaces boisés de la commune dont le bois de Montrigaud anciennement classé en ZNIEFF de type 1 qui reste en zone naturelle et forestière (N) pour la qualité de ses boisements

10.1.1 Boisements et espaces boisés classés

Font l'objet d'un classement au titre des Espaces Boisés Classés (EBC) (cf. Dispositions graphiques particulières), les espaces nécessitant une protection garantissant leur sauvegarde.

Ce classement concerne les ensembles boisés de la commune déjà recensés au POS comme EBC tels que :

- Les plateaux de Chambaran et de Paladet

- Les ripisylves des cours d'eau de la Galaure et de la Galaveyson

- Et les alignements et bosquets les plus marquants dans le paysage au niveau du centre bourg (alignement des marronniers, parc roux Bonnemain, square de la Madone etc.)

A noter qu'un EBC a été déclassé au pied des remparts du centre bourg, côté sud. La commune estime que les essences classées présentent peu d'intérêt et que le déclassement permettrait de mettre en valeur les remparts depuis la vallée de la Galaure.

Tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la sauvegarde, la protection ou la création d'un élément identifié comme espaces boisé classé est interdit. Les demandes d'autorisation de défrichement doivent être rejetées de plein droit.

10.1.2 ZNIEFF

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont des secteurs naturels remarquables sur le plan écologique ou biologique. Sur la commune du Grand-Serre, sont recensées trois ZNIEFF de type 1 au sens de l'inventaire rénové en cours de validation. Il s'agit donc de secteurs caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional.

Font l'objet d'un classement au titre des ZNIEFF, trois secteurs sur le territoire du Grand Serre :

La ZNIEFF de type 1 de la forêt domaniale frs Chambaran (N° 26040010).

La ZNIEFF de type 1 du cours supérieur de la Galaure (N°26040001).

La ZNIEFF de type 1 de l'Etang de Joanna Maria et bois environnants (N°26040003)

Le classement en zone N permet également de préserver trois Espaces Naturels Sensibles dont les périmètres correspondent à trois ZNIEFF :

espace naturel sensible « Champ de tir des Chambaran » n°116 – ZNIEFF n°2640-01

espace naturel sensible « Mare des Becheyres » n°136 – ZNIEFF n°2640-4104

espace naturel sensible « Bois de Montrigaud et de Johanna Maria » n°26 – ZNIEFF n°2640-4106

Certaines zones urbaines ou à urbaniser du PLU au lieu-dit Le Pichat et Les Forges sont situées en partie dans la ZNIEFF du cours supérieur de la Galaure. L'impact de ces zones sur l'environnement, bien qu'il se traduise par une consommation d'espaces naturel, est relativement limité pour trois raisons principales :

1- les zones concernées correspondent, en partie, à des secteurs déjà urbanisés : une partie de la zone Ui des moulinsages de la Galaure, ou encore l'ensemble du hameau du Pichat situé au sud de la D51. En tant que secteurs urbanisés, le caractère naturel des lieux a *de facto* été modifié. L'anthropisation de ces secteurs touche les emprises urbanisées, mais aussi leur environnement proche, du fait de l'occupation humaine de ces sites (circulations, etc.) ;

2- pour ce qui concerne les zones U ou AU qui ne sont pas encore aménagées, l'analyse de la sensibilité intrinsèque de la ZNIEFF a été étudiée. Il en ressort que l'intérêt naturel du site est lié notamment à :

- * la qualité de l'eau et la qualité des milieux bordant la rivière
- * de nombreuses espèces animales sont, de même, étroitement liées à la rivière et à ses berges
- * les grands arbres, qui bordent la rivière, permettent la nidification d'oiseaux
- * des oiseaux creusent leur nid dans le talus de berges meubles, au-dessus de l'eau

La sensibilité environnementale touche donc principalement le milieu aquatique et son environnement immédiat (berges). Or, les zones U et AU ne sont pas implantées à proximité immédiate du cours d'eau et de ses berges (à l'exception de la construction existante de l'usine des moulinsages de la Galaure). La distance observée est de plus de 100m sur le secteur du Pichat et d'environ 30 à 50m sur le secteur des Forges.

Par ailleurs, le raccordement des constructions actuelles (qui fonctionnent selon le mode d'assainissement autonome) vers le mode d'assainissement collectif va même permettre une amélioration de l'état environnemental dans la mesure où les rejets ne se feront plus par un exutoire naturel mais, au contraire, seront traités par la station d'épuration. D'autre part, le bassin de rétention des eaux pluviales qui sera créé sur le secteur des Forges permettra de mieux réguler l'ensemble des écoulements d'eau pluviale du bassin versant sur le secteur des Forges.

3- les orientations d'aménagement sur ces secteurs prévoient une bande boisée en limite sud, de sorte à marquer une transition naturelle avec la vallée de la Galaure.

La zone Ne destinée à l'accueil d'un projet éolien se situe dans la ZNIEFF de la forêt domaniale des Chambarans. Ce projet éolien dit « des terres blanches » a fait l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement. Le secteur Ne fait partie d'une zone d'étude plus vaste pour laquelle l'étude d'impact conclue (p.20 du rapport de synthèse, mars 2006) : « *La zone d'étude comprend seulement une partie de deux ZNIEFF de type 1 [...] dont la sensibilité ne semble pas incompatible avec un projet éolien* ».

10.1.3 Natura 2000

Natura 2000 est un ensemble de sites naturels, à travers toute l'Europe, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales et de leurs habitats.

On recense sur le territoire communal une zone Natura 2000. Situé au nord-est de la commune (sur le camp militaire notamment), le site dit « Etangs, landes, vallons tourbeux humides et ruisseaux à écrevisses de Chambaran » est proposé par la France pour être désigné au titre de la directive européenne 92/43/CEE Habitat- faune- Flore.

L'ordonnance du 11 avril 2001 achève la transposition en droit français des directives européennes dites « Oiseaux » et « Habitats » de 1979 et 1992, et donne un véritable cadre juridique à la gestion des sites Natura 2000.

En application de l'article L121-10 du code de l'urbanisme, les documents d'urbanisme susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement sont soumis à évaluation environnementale au titre de l'EIPPE.

La commune du Grand-Serre n'a pas réalisé d'étude environnementale pour deux raisons :

Il n'existe aucun projet sur le site ou à proximité immédiate,

Le secteur se situe à distance de toute zone urbaine susceptible d'avoir des effets notables (près de 4 km).

Afin de préserver le site Natura 2000, celui-ci a été classé en zone Naturelle.

10.1.4 Prise en compte d'éléments particuliers du paysage et préservation des points de vue

Au titre de l'article L. 123-1 7° du code de l'urbanisme, le PLU de la commune du Grand-Serre reconnaît et gère de façon adaptée les éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, monuments et secteurs méritant d'être protégés, valorisés ou requalifiés, pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique.

Les dispositions des articles L.123-1 7° et L. 430-3 du code de l'urbanisme assurent une relative protection de ces éléments du patrimoine naturel en imposant une autorisation préalable du maire à leur destruction ou abattage.

Le classement de ces éléments remarquables fut établi suivant différents critères :

Le symbole représenté par les éléments végétaux

La rareté de l'élément remarquable

La répercussion positive sur le paysage communal de l'élément remarquable

Il s'agit :

D'éléments du paysage dont le maintien est souhaitable (alignements d'arbres, petit patrimoine)

10.1.5 Qualité des entrées de ville

Les entrées de ville du Grand-Serre sont de deux ordres :

De proximité avec les RD 137 et 66

et lointaines avec RD 51

Entrées de ville depuis les RD 137 et 66

Les entrées de ville depuis les RD 137 et 66 sont rythmées à l'ouest par des alignements d'arbres. Ils rythment le parcours et soulignent la voie qui mène vers le centre ancien médiéval, intégré dans la pente. Seul l'alignement dit des « Marronniers » bénéficie du classement en tant qu' Espaces Boisés Classés, le deuxième alignement, le long de la RD 66 est simplement classé en zone Naturelle et Forestière d'intérêt paysager (Np).

Entrée de « territoire » depuis la RD 51

La route départementale 51 traverse d'est en ouest la commune du Grand-Serre. Située dans la vallée de la Galaure, au pied du Serre d'implantation du centre bourg, elle participe entièrement dans la perspective que l'on peut avoir du territoire du Grand-Serre.

La qualité de traitement de cet axe participe dans la valorisation du territoire. A ce titre, la zone agricole présente une trame de protection paysagère sur le secteur où la co-visibilité entre le centre bourg et la vallée de la Galaure est à valoriser.

10.2 Gestion de l'eau

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 vise à garantir une gestion équilibrée de la ressource en eau pour assurer la préservation des écosystèmes, la protection contre toute pollution, le développement de la ressource en eau, la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource.

A ce titre, le PLU du Grand-Serre instaure des mesures spécifiques qui satisfont aux exigences de la salubrité publique, de la santé, de la sécurité civile, de l'alimentation en eau potable, de la conservation et du libre écoulement des eaux, de la protection contre les inondations, de l'agriculture, de l'industrie et de toutes activités humaines.

10.2.1 Protection de la source en eau potable

La commune du Grand-Serre est concernée par la présence d'un captage d'eau potable. Celui-ci est situé au quartier de l'ancienne gare. Il bénéficie de deux périmètres de protection, un périmètre de protection immédiat et un périmètre de protection rapproché.

Le plan des périmètres de protection du captage d'eau potable figure dans les annexes sanitaires du PLU au titre de la servitude AS1 de « protection des captages d'eau potable et d'eau minérale ».

Le rapport de présentation rappelle que la ressource en eau est suffisante pour couvrir les besoins actuels de la commune.

10.2.2 Protection des rivières et zones humides

Les principaux cours d'eaux de la commune, ainsi que la végétation qui leur est liée (ripisylve), ont été classés en zone N, garantissant ainsi une relative protection de la qualité de l'eau et de la stabilité des berges.

Les zones humides remarquables reconnus comme ZNIEFF ont été classées en zone N.

10.2.3 Prise en compte du schéma d'assainissement

Les choix de gestion et de développement de l'urbanisation ont été adaptés aux différentes modalités d'assainissement retenues à court, moyen ou long terme, en cohérence avec le schéma général d'assainissement de la commune.

Le schéma général d'assainissement comprend un plan des réseaux existants et projetés et un zonage définissant les zones d'assainissement collectif et non collectifs, figurant dans la pièce n° 5 du PLU (annexes).

On note principalement que :

Le long de la D51, un programme de travaux prioritaires (phase 1) prévu pour début 2010 prévoit la création d'un réseau d'assainissement desservant d'est en ouest les zones UI, UC, AUI et UI. L'ensemble de ce secteur sera donc desservi avant l'entrée en vigueur du PLU ;

Les zones AU non indicées ('fermées') sur le secteur Grand Vignes sont programmées à plus long terme (phase 3).

De plus, le règlement précise de manière rigoureuse les conditions de réalisation des réseaux techniques :

principe de raccordement obligatoire à l'eau potable collective pour toute nouvelle construction ou installation impliquant l'utilisation d'eau potable.

obligation de mise en œuvre d'un réseau séparatif

obligation du raccordement au réseau collectif dans les deux ans s'il existe à proximité

encadrement des rejets dans le réseau collectif des effluents provenant des activités agricoles, artisanales et industrielles

privilège le principe de l'infiltration des eaux pluviales sur l'unité foncière avant le rejet dans le réseau collectif

10.3 Maîtrise de l'urbanisation

10.3.1 Règlement sanitaire départemental (RSD)

La plupart des sièges d'exploitation localisés sur le plan de zonage correspondent à des bâtiments d'élevage soumis au Règlement Sanitaires Départemental, pour lesquels il existe un périmètre de 50m d'inconstructibilité autour de ces exploitations. Mais, selon la taille et la nature des élevages, la distance à respecter peut varier.

L'ensemble des sièges d'exploitation et des bâtiments d'élevage ont été classés en zone agricole.

10.3.2 Limitation de l'extension urbaine

La prise en compte de l'environnement naturel au sens large passe également par une politique d'urbanisation mieux maîtrisée sur le plan spatial, en application des objectifs du PADD :

- 3.1. Maîtriser le mitage des paysages et affirmer les centralités bâties,
- 3.2. Imposer une qualité architecturale en cohérence avec l'identité locale
- 3.3. Structurer les zones d'extension en cohérence avec le tissu urbain existant auquel elles se raccrochent
- 3.4. Inscrire les zones d'urbanisations existantes et à créer dans une dynamique de développement cohérente du centre bourg du Grand-Serre
- 3.5. Favoriser l'intégration paysagère des nouveaux quartiers en veillant à préserver la perception du village perché du Grand-Serre

Le PLU permet de réorienter et de mieux asseoir le développement sur les qualités et les structures identitaires de ses paysages urbains et naturels, en considérant qu'ils sont sources d'économie d'espace, mais aussi sources de qualité de vie et d'image, et donc d'attractivité pour la commune.

La nouvelle délimitation des zones urbanisées et urbanisables du PLU, et la définition des conditions de leur urbanisation ont tenu compte des diverses contraintes ou des potentialités identifiées, mais se sont également appuyées sur les limites physiques et / ou visuelles du site, qu'elles soient artificielles (routes) ou naturelles (ruisseaux, boisements, ruptures de pentes). Cela a justifié :

le maintien ou le reclassement en zone naturelle de certaines parcelles bâties isolées, non constitutives d'un hameau ou d'un groupement de constructions,

la délimitation des zones d'urbanisation qui orientent l'extension urbaine dans l'épaisseur du centre ancien et dans des zones déjà construites.

L'extension de l'urbanisation s'appuie essentiellement sur :

Une concentration des nouvelles zones à urbaniser dans l'épaisseur du centre bourg

Une limitation des zones urbaines et urbanisables aux limites naturelles et paysagères le long du serre

Une extension urbaine mesurée des hameaux les plus importants et des groupements de constructions traditionnelles ou d'habitations existantes, reconnus comme les plus significatifs et les plus dynamiques

Une densification des secteurs en partie construits au sud et au nord du centre bourg de manière à conforter son image et étoffer les secteurs d'urbanisation récente

Une limitation de l'extension urbaine dans les secteurs les plus contraints ou les moins favorables au développement de l'habitat, ou les plus propices à l'activité agricole

Les espaces urbanisables sont compatibles avec la préservation des espaces naturels et agricoles et ils sont maîtrisés (dans l'espace et dans le temps).

Ils sont mieux encadrés quant aux conditions de constructibilité imposée à l'urbanisation future grâce à la réalisation d'orientations d'aménagement.

De plus la politique urbaine de la commune vise à maîtriser la consommation des zones naturelles et agricoles en urbanisant en priorité les parcelles et les dents creuses déjà classées disponibles en zone urbaine (U).

11 ENVIRONNEMENT HUMAIN

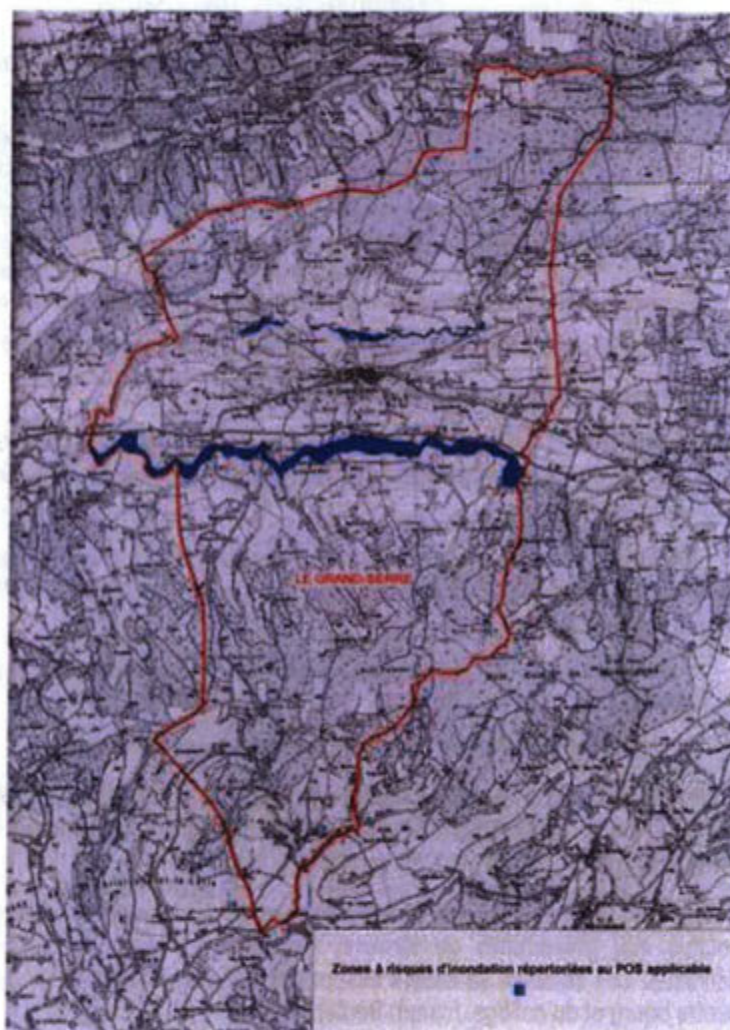
11.1 Risques et nuisances

11.1.1 Prévention de lutte contre les risques naturels

Les dispositions réglementaires du PLU prennent en compte les connaissances relatives aux risques naturels données par les études existantes sur la commune.

Aucun PPRI (Plan de Prévention des Risques d'Inondation) n'a été prescrit sur la commune. Le document de connaissance du risque inondation est l'Atlas des zones inondables de la DDE de la Drôme qui fait apparaître des zones de crues constatées concernant des zones relativement importantes sur le territoire communal.

La prévention contre les risques naturels est l'un des objectifs affichés du PADD : « respecter les périmètres des risques naturels et technologiques ».



Mesures conservatoires le long des cours d'eau

Sur l'ensemble du plan de zonage, sont identifiées par un tramage spécifique les zones où les risques naturels sont possibles.

Les parties des cours d'eau sujets à inondation (Galaure et Galaveyson) ont été classées en zone N. Sont aussi classées en N les principales ripisylves qui les accompagnent. La sauvegarde de ces éléments participera à la lutte contre l'érosion et à la stabilité des berges.

Ce zonage N généralement en dehors des secteurs agglomérés couvre le lit des cours d'eau suivant une largeur moyenne de 100 mètres.

Prise en compte des eaux pluviales et de ruissellement

L'article 4 du règlement (Article 4 : Les conditions de desserte par les réseaux publics) encadre de manière précise les conditions d'évacuation des eaux pluviales et de ruissellement :

Les accès aux terrains à partir des voies publiques devront maintenir le fil d'eau des fossés traversés et être équipés de grille-avaloir empêchant le ruissellement des eaux sur la voie publique.

Les évacuations et trop pleins d'eaux pluviales à partir des toitures, balcons et autre ouvrage en saillie* ne doivent pas être rejetées directement sur l'espace public. L'infiltration à la parcelle sera privilégiée.

Toute construction doit être raccordée au réseau public d'évacuation d'eaux pluviales lorsqu'il existe. Le déversement des eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées est strictement interdit.

L'infiltration sur l'unité foncière doit être la première solution recherchée pour l'évacuation des eaux pluviales. Toutes les dispositions doivent être envisagées, en accord avec le service gestionnaire, afin de limiter l'imperméabilisation des sols et d'assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales des parcelles, sans aggraver la situation antérieure.

L'évacuation des eaux de ruissellement doit si nécessaire être assortie d'un prétraitement

Conditions réglementaires particulières

Le PLU du Grand-Serre édicte des mesures particulières afin de prendre en compte au mieux le risque inondation. A ce titre des règles particulières ont été intégrées dans le règlement et le zonage.

Les prescriptions édictées dans l'Atlas des zones inondables de la Drôme ont été intégrées dans le règlement. Dans les secteurs concernés par les risques d'inondation, quelque soit la zone ou le secteur concerné :

Il convient dans les secteurs inondables de ne pas ouvrir à l'urbanisation de nouvelles zones et de ne pas autoriser une densification des zones déjà urbanisables.

Prévention contre les risques de glissement de terrains

Pour la commune, le risque de mouvements de terrain constitue un évènement ponctuel à impact limité essentiellement lié à des phénomènes de fortes pluies. Il n'a donc pas fait l'objet d'une étude de risque à part entière.

Cependant, par mesure de prévention, les secteurs identifiés comme potentiellement soumis aux glissements de terrains, ont été classés en N, zone inconstructible par définition. Ces secteurs se situent essentiellement en contrebas (côté sud) des remparts du centre bourg et du collège Joseph Bédier.

Les dispositions réglementaires du PLU prennent également en compte les connaissances relatives aux risques technologiques et industriels. La commune du Grand-Serre est concernée par la présence d'un équipement sujet à risques :

Un stockage souterrain de propylène

La prévention contre les risques technologiques et industriels est l'un des objectifs affichés du PADD : « respecter les périmètres des risques naturels, technologiques et industriels ».

Identification au plan de zonage

Sur l'ensemble du plan de zonage, sont identifiés par un tramage spécifique les différents périmètres de protection où les risques industriels et technologiques sont possibles.

Conditions réglementaires particulières

Le PLU du Grand-Serre édicte des mesures particulières afin de prendre en compte au mieux les risques technologiques et industriels, à ce titre, des règles particulières ont été intégrées dans le règlement et le zonage.

Les prescriptions édictées par la DREAL ont été intégrées dans le règlement. Dans les secteurs concernés par les risques technologiques et industriels, quelque soit la zone ou le secteur concerné :

Dispositions liées aux risques technologiques du stockage souterrain de propylène

A proximité immédiate du stockage sont interdits :

Les travaux souterrains dépassant 400 mètres, effectués sans autorisation préalable du préfet de la Drôme (servitude 18),

L'implantation ou la modification d'installations classées pour la protection de l'environnement sans l'avis particulier, au regard de la compatibilité de l'installation avec le stockage, du Service Départemental d'Incendie et de Secours et de la DREAL.

Dans un rayon de 430m autour du stockage (zone Z2), outre les prescriptions du 1. qui restent applicables, sont interdits :

La construction d'immeubles de grande hauteur (au sens de l'article R.122.2 du code de la construction et de l'habitation

La construction d'immeuble ou d'établissements recevant du public en grand nombre,

Les constructions nouvelles à usage d'équipement collectif (public ou privé) telles que construction d'activité scolaire, sociale, sanitaire, culturelle...à l'exception de celles ne recevant pas du public,

L'aménagement des constructions à usage d'équipement collectif (privé ou public) en dehors du volume existant et la reconstruction à volume supérieur des bâtiments existants après leur démolition,

Les constructions à usage d'habitation avec un coefficient d'occupation des sols supérieur à 0.08

L'extension au-delà de 20m² hors d'œuvre des habitations existantes. La création de logements supplémentaires dans un bâti existant,

L'aménagement de terrains de camping ou de stationnement de caravanes

Dans un rayon de 300m autour du stockage (zone Z1), outre les prescriptions du 1. et 2. qui restent applicables, sont interdits :

Toute nouvelle construction à l'exception de celles nécessaires à l'aménagement et à l'exploitation du stockage souterrain,

La construction de route ou de voie de chemin à l'exception des routes nécessaires à l'exploitation du stockage et à son accès par les moyens de secours,

Les aménagements et les extensions mêmes inférieures à 20m² de superficie et toute modification visant à augmenter le nombre de logements.

Dispositions liées aux risques technologiques des canalisations de matières dangereuses

→ prise en compte des distances par rapport aux canalisations (voir le rapport de présentation, 1^{ère} partie)

→ prise en compte des conditions d'implantation à réaliser en lien avec l'exploitant.

11.1.3 Prise en compte des servitudes d'utilité publique

Les périmètres des servitudes d'utilité publique affectant le territoire de la commune du Grand-Serre sont reportés au document graphique et leur liste figure dans la pièce n°5 du dossier du PLU qui comprend les annexes.

L'article 2.6 des dispositions générales du règlement rappelle que sont et demeurent applicables au territoire communal, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et notamment :

Le périmètre de protection des bois et forêts soumis au régime forestier

Les périmètres simplifiés de protection des monuments historiques inscrits ou classés :

Porte de l'église et son bas – relief

Les halles

Le périmètre relatif aux champs de tirs militaires

Les périmètres de protection des captages d'eau potable et d'eau minérale

Le tracé des canalisations de distribution et de transport de gaz

Le tracé des canalisations de transport de matières dangereuses

Le tracé des canalisations de transport de produits chimiques

Le périmètre de protection relatif au stockage d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés dans les cavités

11.2 Modalités de définition des zones urbanisables

Le PADD aborde un volet important du développement de la commune, à savoir l'évolution de son urbanisation. Pour cela, trois problématiques sont prises en compte :

Une problématique de renouvellement urbain sur le secteur du centre bourg

Une problématique d'extension urbaine avec la création de nouveaux logements. Elle concerne principalement l'ouest du centre bourg et le hameau du Pichat

Une problématique de changement de destination des bâtiments agricoles

11.2.1 La problématique de renouvellement urbain sur le secteur du centre bourg

La problématique de renouvellement urbain est la conséquence d'un constat dressé dans le diagnostic : une proportion importante de logements vacants dans le centre bourg, liée à

l'ancienneté de ce parc immobilier et à son niveau de confort insatisfaisant. Le nombre de logements en mesure d'être réhabilités a été évalué à environ une trentaine de logements. Cela concerne principalement la zone UA.

11.2.2 La problématique de changement de destination des bâtiments agricoles

Conformément à l'art L 123-3-1 du code de l'urbanisme, dans les zones agricoles, le règlement et le plan de zonage peuvent désigner les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole.

A ce jour, 22 constructions ont été identifiées comme pouvant prétendre à un changement de destination. Ces habitations sont identifiées au plan de zonage par un cercle rouge (symbole : ○).

Grille d'analyse des constructions pouvant prétendre au changement de destination

Retenir la possibilité d'un changement de destination signifie donc avoir pris en compte les caractéristiques du territoire communal, les fonctions et les qualités architecturales des bâtiments agricoles. L'appréciation de la qualité architecturale et patrimoniale d'un bâtiment est relative à la typologie traditionnelle locale des fermes.

Pour cela deux grilles d'analyse (architecture et urbanisme) furent établies. Il s'agissait d'identifier les grands traits architecturaux et urbains identitaires de la commune du Grand-Serre.

Typologie d'implantation

	Localisation	Implantation par rapport à la pente	Orientation du bâti	Constructions constituant des fermes	Organisation des constructions les unes avec les autres
Caractéristiques urbaines	<p>Sur les pentes des plateaux de Chambaran et de Montrigaud</p> <p>Localisation au sein de vastes étendues agricoles, le long d'axes de circulation ou sous forme d'île avec accès privé par un chemin rural</p>	<p>Parallèles aux courbes de niveaux et au cœur d'étendues agricoles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - optimisation de l'ensoleillement - perspective directe sur l'espace agricole environnant 	Orientation des façades principales au sud	<p>Bâtiment principal d'habitation</p> <p>Grange</p> <p>Hangar agricole</p>	<p>Constructions dissociées</p> <p>A proximité les unes des autres formant un « hameau »</p>

Typologie architecturale

	Volumétrie	Façade principale	Hauteur	Matériaux de la construction	Typologie de la couverture	Ouvertures	Décoration
Caractéristiques architecturales	Simple de type parallélépipédique constitué d'un unique bloc en hauteur	Orientée au sud D'avantage constituée de pleins que de vides	R+1 à R+2 Dernier étage de taille plus restreinte que les deux niveaux inférieurs	Murs : épis de galets, enduits, chaînage d'angle en pierres ou briques rouges, torchis Parfois bardage vertical en bois Couverture : tuile canal, charpente en bois	Toiture 2 à 4 pans avec petits débords laissant apparaître les solives de la charpente ou des génoises Ligne de faîtage parallèle aux courbes de niveaux (façade au sud, orientation est-ouest des plateaux)	Agencement des ouvertures symétrique avec accès principal au centre Ouvertures organisées suivant des travées régulières (environ 3) Fenêtres plus hautes que larges Encadrement de baies en pierres ou briques, linteaux	Restreinte et fonctionnelle Chaînage d'angle en pierres ou briques rouges Parfois épi de faîtage Absence de balcons ou éléments en sailli Absence de lucarnes

Un premier recensement des constructions, situées en zone agricole, pouvant prétendre à un changement de destination fut opéré en concertation avec les agriculteurs et la chambre d'agriculture de la Drôme.

Rejet du changement de destination

Dans un premier temps, furent refusées les constructions ne respectant pas les conditions architecturales et urbaines identifiées précédemment.

Dans un deuxième temps, furent refusées les constructions ne respectant pas les conditions suivantes :

bâtiment non desservi par les réseaux

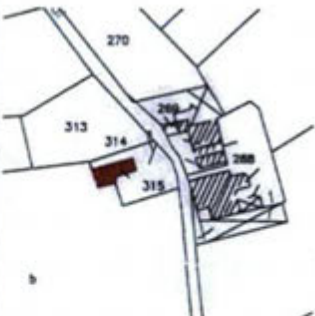

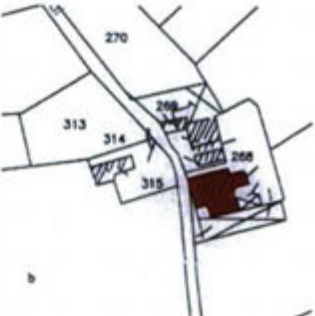

secteur inapte à l'assainissement individuel

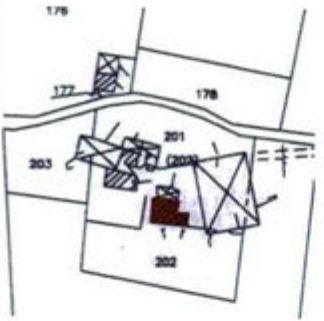



bâtiment dans une zone à risques

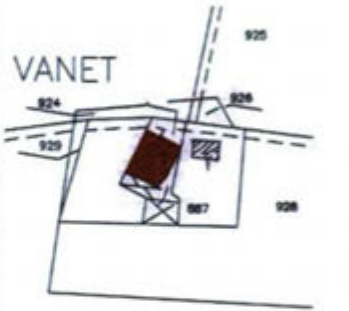

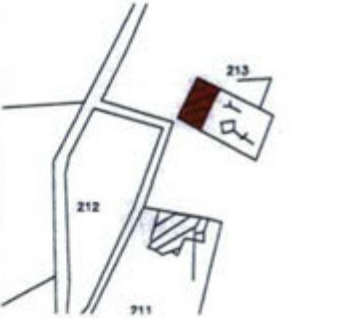

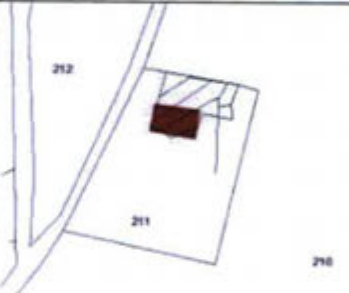

bâtiment à proximité d'un élevage, d'un siège, ou isolé dans un secteur à préserver, ou bien localisation incompatible avec les pratiques culturelles ou le fonctionnement agricole

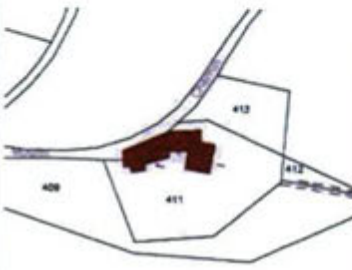

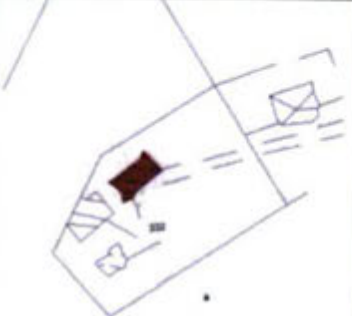



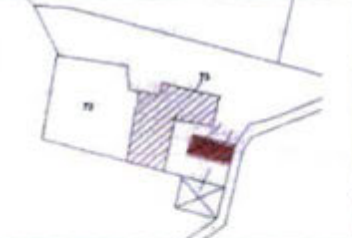

Bâtiment inadapté au changement de destination (comme les ruines pour lesquelles il ne reste pas l'essentiel des murs porteurs)

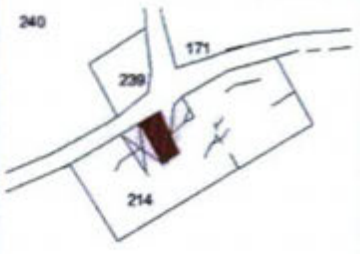

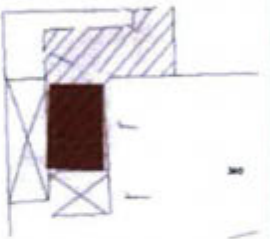

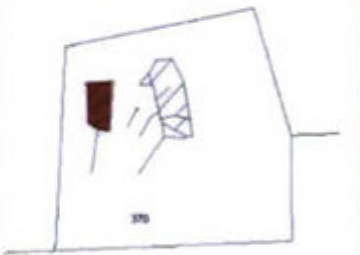



Liste établie

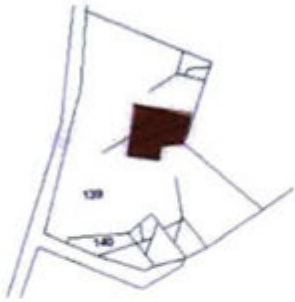



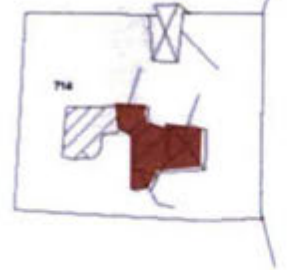

Localisation de la construction	Plan masse	Typologie d'implantation	Typologie architecturale	Caractéristiques à préserver	Impact sur l'activité agricole	Photo	Conclusion
Lieux dît, adresse, parcelle,		Type courant ou <u>type particulier</u>	Type courant ou <u>type particulier</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Matériaux de couverture / façade, - Chainage d'angle, - Encadrement de baie en pierre, - Puits, four, - Génoises... 			Avis
<p>N°1</p> <p>La Noyeraie Parcelles n°314 et 315</p>		<p>Ancienne grange faisant partie d'un groupement de constructions dont elle est séparée par le chemin rural n°32.</p> <p>La construction est parallèle aux courbes de niveaux et au cœur d'étendues agricoles pour deux raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Optimisation de l'ensoleillement (façade principale au sud) - Perspective directe sur l'espace agricole 	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune, suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Simplicité de la volumétrie (un unique bloc) - Façade principale orientée au sud - Ouvertures modestes - R+1 - Murs en épis de galets et en enduit - Chainage d'angle au RDC - Toiture à 2 pans avec débord laissant apparaître la charpente - Fenêtres plus hautes que larges - Encadrement de baies en pierres - Décoration restreinte et fonctionnelle 	<p>Matériaux en façade et couverture</p> <p>Chainage d'angle en RDC</p> <p>Encadrement de baies en pierres et linteaux</p> <p>Structure et volumétrie architecturale</p>	néant		Avis favorable
<p>N°2</p> <p>La Noyeraie Parcelle n°268</p>		<p>Construction d'habitation faisant partie d'un groupement de constructions implanté de part et d'autre du chemin rural n°32.</p> <p>La construction est perpendiculaire aux courbes de niveaux afin d'avoir une perspective sur les étendues agricoles situées à l'est et à l'ouest.</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune, suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Simplicité de la volumétrie - Ouvertures modestes - R+1+combles - Murs en épis de galets en très bon état - Chainage d'angle sur toute la hauteur aux 4 angles de la construction - Toiture à 2 pans avec débord laissant apparaître la charpente - Fenêtres plus hautes que larges - Encadrement de baies en pierres - Décoration restreinte et fonctionnelle 	<p>Matériaux en façade et couverture</p> <p>Chainage d'angle sur toute la hauteur</p> <p>Encadrement de baies en pierres et linteaux</p> <p>Structure et volumétrie architecturale</p>	néant		Avis favorable







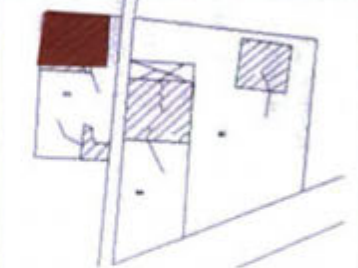

<p>N°3</p> <p>La Chossière Parcelle n°202</p>		<p>Ancienne grange située au sein de constructions constituant une ferme. La construction est parallèle aux courbes de niveaux et au cœur d'étendues agricoles pour deux raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Optimisation de l'ensoleillement (façade principale au sud) - Perspective directe sur l'espace agricole 	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune, suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Simplicité de la volumétrie (un unique bloc) - Façade principale orientée au sud - Ouvertures modestes - Fenêtres plus hautes que larges - R+1 - Murs en épis de galets et en enduit - Toiture à 2 pans dont un effondré - Extension annexe avec toit appentis - Bardage bois vertical en partie haute de la construction annexe - Fenêtres plus hautes que larges - Deux cheminées aux extrémités de la construction - Encadrement de baies en pierres - Chainage d'angle en brique rouge - Décoration restreinte et fonctionnelle 	<p>Chainage d'angle</p> <p>Extension avec toit appentis et bardage bois</p> <p>Deux cheminées</p> <p>Matériaux en épis de galets</p>	<p>néant</p>		<p>Avis favorable</p>
<p>N°4</p> <p>Chatenet- Revolet Parcelle n°167</p>		<p>Groupement de constructions (habitation, grange, four à bois et puits) isolé au sein d'une vaste étendue agricole. Perspective sur l'ensemble du centre bourg. Construction parallèle aux courbes de niveaux pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Optimisation de l'ensoleillement (façade principale au sud) - Perspective directe sur l'espace agricole 	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune, suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Simplicité des volumétries (un unique bloc) - Façades orientées au sud - Fenêtres plus hautes que larges - Ouvertures modestes - R+1 - Murs en épis de galets et en briques rouges - Toiture à 2 pans partiellement effondrés - Encadrement de baies en briques rouges - Décoration restreinte et fonctionnelle <p>Type particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Puits et four à bois en épis de galets 	<p>Matériaux de couverture et de façade</p> <p>Structure et volumétrie architecturale</p> <p><u>Puits</u></p> <p><u>Four à pain</u></p>	<p>néant</p>		<p>Avis favorable Mais à distance d'axe de circulation</p>

<p>N°5</p> <p>Vanet Parcelle n°887</p>		<p>Grange située au sein d'un groupement de constructions (habitation et grange). Groupement isolé, sous la forme d'une « île », au sein d'une vaste étendue agricole. Accès depuis la RD 51 par un chemin rural privé.</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune, suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Simplicité de la volumétrie (un unique bloc) - peu d'ouvertures - Fenêtres plus hautes que larges - R+1 - Murs en épis de galets - Toiture à 2 pans très bien conservée - Décoration restreinte et fonctionnelle <p>Type particulier : <u>Problématique de l'extension avec toit en tôle ondulée (à éviter)</u></p>	<p>Matériaux de couverture et de façade</p> <p>Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>néant</p>		<p>Avis favorable Sous condition d'une réhabilitation de l'extension</p>
<p>N°6</p> <p>Buissonnière Parcelle n°213</p>		<p>Grange faisant partie d'un groupement de constructions situé à proximité du chemin rural n°19 menant à la RD 66.</p> <p>Les constructions sont implantées au sommet d'une butte ce qui lui permettent d'être favorablement orientées du point de vue de l'ensoleillement et d'être en belvédère sur les étendues agricoles autour.</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune, suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Simplicité de la volumétrie (un unique bloc) - Ouvertures modestes en RDC - R+1 - Murs en épis de galets et bardage bois vertical - Chainage d'angle en briques rouges sur toute la hauteur - Toiture à 2 pans avec débord laissant apparaître la charpente - Fenêtres uniquement en RDC - Encadrement de baies en briques rouges - Décoration restreinte et fonctionnelle <p>Type particulier : - Un pan de toit plus large que l'autre</p>	<p>Matériaux de couverture et de façade (bardage de bois)</p> <p>Chainage d'angle en briques rouges</p> <p>Charpente (solives) apparente</p> <p>Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>néant</p>		<p>Avis favorable sous condition d'aménagement d'un filtre à sable vertical drainé (SGA)</p>
<p>N°7</p> <p>Buissonnière Parcelle n°211</p>			<p>Caractéristiques architecturales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Simplicité de la volumétrie - Grandes ouvertures - RDC - Murs en épis de galets - Toiture à 2 pans a - Encadrement de baies en briques rouges - Décoration restreinte et fonctionnelle 	<p>Matériaux de couverture et de façade</p> <p>Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>néant</p>		<p>Avis favorable sous condition d'aménagement d'un filtre à sable vertical drainé (SGA)</p>

<p>N°8</p> <p>Ensancy Parcelle n°411</p>		<p>Groupement d'habitation situé en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles, au-delà du Galaveyson. Groupement constitué de 2 bâtiments, orientés est-ouest (parallèle à la pente) ce qui permet de ménager des perspectives privilégiées vers le centre bourg et la Galaveyson. On y accède depuis le centre bourg par le chemin rural n°1.</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune, suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fenêtres plus hautes que larges - R+1 - Murs en épis de galets - Chainage d'angle en briques rouges sur toute la hauteur - Toiture à 4 pans avec débord laissant apparaître la charpente - Encadrement de baies en briques rouges - Décoration restreinte et fonctionnelle 	<p>Matériaux de couverture et de façade</p> <p>Structure et volumétrie architecturale</p> <p>Chainage d'angle en briques rouges</p> <p>Grand volume</p>	<p>néant</p>		<p>Avis favorable</p>
<p>N°9</p> <p>Combe Champagnier n°332</p>		<p>Habitation située en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Matériaux de couverture et de façade</p> <p>Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>néant</p>		<p>Avis favorable</p>
<p>N°10</p> <p>La Saône Parcelle n°332</p>		<p>Habitation située en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Volumétrie architecturale</p>	<p>néant</p>		<p>Avis favorable</p>
<p>N°11</p> <p>Les Antes Parcelle n°72</p>		<p>Habitation située en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>néant</p>		<p>Avis favorable</p>

<p>N°12</p> <p>Pré d'Allier Parcelle n°214</p>		<p>Habitation située en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Matériaux de couverture et de façade</p> <p>Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>néant</p>		<p>Avis favorable</p>
<p>N°13</p> <p>Pré de Jay Parcelle n°339</p>		<p>Habitation située en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Matériaux de couverture et de façade</p> <p>Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>néant</p>		<p>Avis favorable</p>
<p>N°14</p> <p>Rancoucou Parcelle n°370</p>		<p>Habitation située en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>Néant</p>		<p>Avis favorable</p>
<p>N°15</p> <p>Rebousset Parcelle n°812</p>		<p>Habitation située en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>Néant</p>		<p>Avis favorable</p>

<p>N°16</p> <p>St-Julien Parcelle n°139</p>		<p>Habitation située en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Matériaux de couverture et de façade Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>Néant</p>		<p>Avis favorable</p>
<p>N°17</p> <p>St-Julien Parcelle n°208</p>		<p>Habitation située en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Matériaux de couverture et de façade Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>Néant</p>		<p>Avis favorable</p>
<p>N°18</p> <p>Batéolair Parcelle n°714</p>		<p>Groupe d'habitations situé en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Matériaux de couverture et de façade Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>Néant</p>		<p>Avis favorable</p>

<p>N°19</p> <p>Buissonnière Parcelle n°217</p>		<p>Habitation située en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>Néant</p>		<p>Avis favorable</p>
<p>N°20</p> <p>Joffrey Parcelle n°164</p>		<p>Groupement d'habitations situé à proximité du village, sur des terrains agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>Néant</p>		<p>Avis favorable</p>
<p>N°21</p> <p>Margotière Parcelle n°347</p>		<p>Habitation située en retrait de l'urbanisation, au sein de terres agricoles</p>	<p>La construction reprend les caractéristiques architecturales de la commune</p>	<p>Structure et volumétrie architecturale</p>	<p>Néant</p>		<p>Avis favorable</p>
<p>N°22</p> <p>La Brosse Parcelle n°610</p>		<p>Habitation située en zone agricole, au centre d'un « triangle » entre le Village, le Pichat et les Forges, le long de la D51</p>	<p>La construction se caractérise par l'équilibre de son volume, une structure en bois et des murs en galets</p>	<p>Volumétrie architecturale et murs en galets</p>	<p>Néant</p>		<p>Avis favorable</p>

11.2.3 La problématique d'extension urbaine avec la création de nouveaux logements

Dans le cadre du PADD, plusieurs hypothèses de développement ont été formulées à l'horizon 2020 :

- Hyp. 1 : hypothèse correspondant au maintien de la population existante (croissance annuelle de 0%)

Cette hypothèse, du fait de la décohabitation des ménages, suppose la création d'environ 64 logements.

- Hyp. 2 : hypothèse correspondant à un développement modéré de la population (croissance annuelle de 1 à 1,5 %)

Cette hypothèse se traduit par la création de 100 à 140 logements.

- Hyp. 3 : hypothèse correspondant à un développement modéré de la population (croissance annuelle de 2 %)

Cette hypothèse se traduit par la création d'environ 180 logements.

La commune a opté pour l'hypothèse de croissance n°3 (croissance annuelle de 2%) car elle s'inscrit dans le cadre de son projet global de développement. Cet objectif est en effet à mettre en regard avec :

- le rôle du Grand-Serre en tant que chef-lieu de canton et, plus largement, son positionnement géographique ;
- le développement en cours et à venir des commerces et services (maison médicale,...) ;
- le développement et la diversification en cours et à venir des activités économiques (artisanat, industrie, services) ;
- la dynamique de développement d'ores et déjà engagée depuis plusieurs années (augmentation de la population, développement de l'activité) ;
- etc.

Cette dynamique a été constatée très récemment par l'INSEE. Dans la lettre n°111 de mars 2009, l'INSEE Rhône-Alpes fait l'analyse suivante : « Quatre cantons sont particulièrement attractifs : ceux de Montélimar Sud, Châtillon-en-Diois, Romans-sur-Isère Est et Le Grand-Serre. Ces deux derniers confirment ainsi le dynamisme de la Drôme des collines, porté par l'attractivité des agglomérations lyonnaise et grenobloise. »

Le choix de développement de la commune se justifie donc par des choix de développement locaux qui s'inscrivent dans une dynamique plus globale.

Etant donné l'objectif de la commune d'augmenter sa population à hauteur de 2% par an, on évalue le nombre de logements à créer à l'horizon d'une dizaine d'années à environ 180. Si on soustrait le nombre de logements pouvant être réhabilités (environ 20) et ceux dont le changement de destination est autorisé (évaluation : environ 10 sur les 21 constructions identifiées), la commune doit construire environ 150 nouveaux logements sur son territoire.

L'extension de l'urbanisation s'organise autour de trois principes généraux :

- une urbanisation dans la continuité du centre bourg, principalement à l'ouest et au sud ;
- une densité d'autant plus importante que l'on est proche du centre bourg ;
- une densification autour du hameau du Pichat et de certains groupements d'habitations.

Une urbanisation dans la continuité ouest du centre bourg

Le secteur situé à l'ouest du centre bourg, entre le cimetière et la route départementale 137 était identifié au plan de zonage du POS comme une zone NAa (zone d'urbanisation future habitat à court ou moyen terme). Depuis, trois logements groupés pour le logement du personnel du collège public Joseph Bédier ont été réalisés et un lotissement est en cours (« la Dîme »). Le secteur est reclassé en UB.

La zone UB permet : une marge de recul entre 5 et 10 mètres par rapport à l'espace public, en cas de constructions groupées réalisées simultanément ou d'architecture similaire, les constructions peuvent être établies en limite séparative, une hauteur maximale identique au centre bourg situé à proximité immédiate ; de plus est identifié au plan de zonage un alignement des constructions sur l'espace public.

Ces différentes dispositions permettent d'intégrer les extensions ouest du centre bourg dans la continuité urbaine et architecturale de celui-ci.

Au-delà de la zone UB, le PLU anticipe une continuité du développement le long du serre avec la création de trois zones AU non indicées, dites '*fermées*'.

Une urbanisation en épaisseur du centre bourg

L'organisation urbaine historique du centre ancien médiéval est de type concentrique. Ainsi, le choix est fait d'inscrire les secteurs d'urbanisations dans la continuité urbaine naturelle du centre bourg c'est-à-dire en épaisseur sur les coteaux du serre. Le coteau sud est privilégié pour :

La proximité immédiate des réseaux

Son ensoleillement optimal dans le cadre de la politique de développement durable

La valorisation du centre bourg depuis la vallée de la Galaure.

Le principe retenu par la commune est de maintenir et densifier l'habitat en épaisseur et en continuité du centre bourg en distinguant deux séquences :

Une zone N sur la partie haute du coteau où toute urbanisation est interdite et qui permet de valoriser les remparts du centre bourg et du village perché

Ce premier principe consiste à aménager un interstice vert entre le centre bourg et les extensions pour asseoir la centralité historique, architecturale et urbaine du centre ancien. Cette couronne verte vient mettre en valeur les remparts qui ceignent le centre bourg.

Une zones UB où l'aménagement est soumis à la compatibilité avec l'orientation d'aménagement et où la prise en compte du paysage est une problématique importante

Le deuxième principe consiste à maîtriser l'urbanisation des coteaux sud comme la continuité directe du centre bourg. Le parti d'aménagement retenu consiste à densifier et diversifier les produits logements de part et d'autre de la voie des Vignes en lien avec le projet de la gendarmerie qui propose une urbanisation sous forme de maisons groupées et de petits collectifs.

Ainsi, l'orientation d'aménagement préconise :

Une coupure verte permettant de ménager des perspectives vers les remparts

Des ouvertures et percées visuelles depuis les espaces publics et voies communales vers la vallée de la Galaure

Une mixité des produits logements avec la présence de maisons individuelles, de maisons groupées et de logements intermédiaires ou petits collectifs. A ce titre, le règlement de la zone UB préconise une urbanisation semi - continue, une hauteur maximale de bâti de 9m à l'égout de toiture(R+2+combles), absence de COS et de CES pour densifier.

Urbanisation autour des hameaux, principalement Le Pichat

La commune compte beaucoup de groupements d'habitations sous formes de fermes et de hameaux disséminés sur l'ensemble du territoire. Certains se caractérisent par un nombre plus important d'habitations, structurées de manière plus ou moins homogènes. Après une étude urbaine et architecturale de ces secteurs, la commune a retenu de développer principalement celui du Pichat. Celui-ci présente différents atouts particuliers pour être densifié : proximité du village, desserte, accessibilité par la RD 51, topographie etc.

Deux autres sites ont été retenus pour proposer une densification de l'habitat permettant de reconstituer des ensembles homogènes ou des fronts bâtis, et ainsi préserver les caractéristiques de hameau. Cela concerne le hameau de Saint-Julien et de Bonnemerie.

Concernant Saint-Julien, ce secteur excentré et isolé du reste des zones d'urbanisation de la commune : il mérite cependant de retrouver une certaine cohérence globale en tant que hameau. En effet, quelques habitations se sont regroupées autour des édifices religieux qui en ont fait pendant des années un lieu de centralité religieuse : la chapelle Saint Julien et le cimetière. Malgré son éloignement du village, la commune souhaite que ce hameau puisse assurer un certain renouvellement en accueillant quelques nouveaux ménages. A cette fin, il convient d'offrir un minimum de dynamique urbaine pour que celui-ci demeure un lieu de vie. La zone AU non indiquée ('fermée') a donc pour seul objectif de maintenir un minimum de dynamique urbaine, et en aucun cas de développer un pôle de centralité.

Urbanisation autour de groupements d'habitations

Un groupement d'habitations a été repéré comme pouvant accueillir de manière limitée de nouvelles constructions. Ce secteur a été identifié au plan de zonage en zone UC, au lieu-dit Les Forges. Il se caractérise par une relative proximité avec le centre bourg (liens routiers et visuels) et par sa proximité immédiate avec les axes majeurs de circulation de la commune (RD 51 et RD 66). Par ailleurs ce secteur desservi en partie par les réseaux est déjà urbanisé et très peu de tènements restent urbanisables. L'urbanisation tend vers de l'habitat individuel.

11.3 Politique de l'habitat

Aucun Programme Local de l'Habitat (PLH) concernant la commune du Grand-Serre n'a été prescrit.

11.3.1 Prise en compte des objectifs de mixité et de diversité de l'habitat

Le PLU du Grand-Serre contribue à la diversité de l'habitat et la mixité urbaine prescrite par la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) du 13 décembre 2000 à travers :

La définition des objectifs du PADD :

- 2.2 répondre aux besoins en terme de parcours résidentiel
- 2.5 redynamiser le centre bourg (en favorisant le renouvellement urbain)
- 3.2 imposer une qualité architecturale en cohérence avec l'identité locale
- 3.3 structurer les zones d'extension en cohérence avec le tissu urbain existant auquel elles se rattachent

La définition de prescriptions graphiques et réglementaires incitatives à la densification et à la diversification :

Des hauteurs maximales accrues assorties de la définition d'une hauteur relative garantissant le respect des hauteurs des constructions alentours

Une absence de définition d'un coefficient d'occupation du sol

Une absence de définition d'un coefficient d'emprise au sol

La définition de différents secteurs urbanisés et de règlements différents

La réalisation d'une orientation d'aménagement incitant la densification et à la diversité des typologies constructives

11.3.2 Evaluation des capacités d'accueil

Evaluation démographique

La commune souhaite poursuivre son développement à l'horizon 2020 sur la base d'un taux de croissance démographique de l'ordre de 2% par an. Cela équivaut à atteindre une population d'environ 1 150 habitants.

Cet objectif démographique s'inscrit dans un objectif de relance de la croissance démographique.

Prospective en terme de logements

Pour assurer l'objectif démographique (croissance annuelle de 2%), la commune doit être en capacité de construire et réhabiliter environ 180 logements à l'horizon 2020, soit un rythme de construction de l'ordre de 15 logements par an. Ces 180 logements estimés sont liés à plusieurs types de besoins :

L'effet démographique

Le desserrement des ménages (entre 2,3 et 2,5)

Renouvellement du parc ancien et vacant

Pour tenir ces objectifs, le PLU prévoit :

La densification et la réhabilitation des constructions du village

Le changement de destination des bâtiments agricoles

Les zones d'extensions urbaines

Nombre de logements théorique dans le village

Comme vu précédemment (partie 11.2.1), le potentiel en matière de réhabilitation des constructions situées en zone UA du centre bourg est estimé à **20 logements**.

Au-delà, dans la zone urbaine UB, une centaine de logements sont encore réalisables.

Nombre de logements théorique assuré par la reconversion du bâti agricole

La commune est dotée d'un nombre relativement important de constructions agricoles. Certains sont actuellement inoccupés et non entretenus. Afin de limiter le mitage du territoire et de valoriser des constructions identitaires de l'architecture locale, la commune souhaite permettre les transformations d'usage à bon escient de certains bâtiments sous conditions (article L123-3-1 du code de l'urbanisme).

Après s'être assuré que le changement de destination ne compromet pas une exploitation agricole et que les constructions répondent à une trame architecturale et urbaine, 10 constructions agricoles peuvent prétendre à un changement de destination (sur les 21 recensées).

Nombre de logements théorique assuré par les extensions urbaines

On estime donc à environ **150 le nombre de nouveaux logements** à construire qui se répartissent entre différentes typologies d'habitat (habitat individuel libre, habitat individuel groupé et habitat dit intermédiaire) répondant à l'objectif de mixité urbaine.

Zones		Surface aménageable en ha	Surface aménageable en ha avec coefficient de rétention foncière (0,15)	Nombre approximatif de logements	Total logements cumulés
Zones urbaines	UB (Ouest Village)	0,8	0,7	10	117
	UB (Les Fonds)	4,6	3,9	59	
	UB (Est Village)	1,3	1,1	17	
	UC (Les Forges)	0,6	0,5	5	
	UH (le Pichat)	2,1	1,8	27	
Total		9,4	8,0	117	
Zones à urbaniser 'strictes' (nécessite une révision simplifiée ou une modification du PLU)	AU (Grand Vignes - Secteur Nord Ouest)	2,2	1,9	19	188
	AU (Grand Vignes - Secteur Nord Est)	1,9	1,6	24	
	AU (Grand Vignes - Secteur Sud)	2,4	2,0	20	
	AU (St-Julien)	0,5	0,5	8	
Total		6,5	5,5	71	

Les surfaces urbanisées et urbanisables actuellement identifiées dans le cadre du PLU sont en mesure d'accueillir environ **entre 150 et 190 logements à l'horizon 2020**, conformément aux objectifs démographiques que la commune s'est fixés dans le cadre du PADD.

11.4 Patrimoine bâti

11.4.1 Prise en compte des servitudes relatives aux sites et monuments historiques, inscrits ou classés

Les sites et monuments historiques, inscrits ou classés ont été identifiés dans le diagnostic, à savoir la porte de l'Eglise et son bas relief ainsi que les halles. Le PLU du Grand-Serre participe à leur sauvegarde et à leur préservation par :

La définition des objectifs du PADD n°4.4 « protéger et valoriser le patrimoine architectural et arboré qui structure le tissu urbain »

L'identification comme élément remarquable au titre de l'article L123-1 7e du code de l'urbanisme des espaces publics attenants qui contribuent à leur mise en valeur

La commune du Grand-Serre engagé une modification du périmètre de protection des monuments historiques. Un périmètre modifié proposé par le Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine et validé par la commune.

Aux abords des monuments protégés, tout immeuble situé à l'intérieur du périmètre modifié autour de l'édifice protégé et visible depuis le monument ou en même temps que lui (principe de « co-visibilité ») sera soumis à des prescriptions particulières, pour tous travaux soumis au permis de construire, au permis de démolir, à déclaration de travaux ou d'autorisations d'installations et travaux divers. La coupe d'arbres est soumise à cette

réglementation. La publicité, enseignes et pré-enseigne, est interdite dans un rayon de 100 mètres autour des monuments historiques classés ou inscrits, à la condition que les lieux en cause répondent par ailleurs au critère de co-visibilité. Elle est interdite sur le monument.

La liste de ces sites et monuments figure dans la pièce n°5 du dossier du PLU qui comprend les annexes. L'article 2.6 des dispositions générales du règlement rappelle que sont et demeurent applicables au territoire communal, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et notamment les périmètres de protection des monuments historiques classés ou inscrits en application de la loi du 31 décembre 1913.

11.4.2 Prise en compte des éléments bâtis à protéger

Le PLU du Grand-Serre contribue à la sauvegarde des éléments remarquables du patrimoine construit : éléments de paysage urbain, quartier, îlots, immeubles, monuments et secteurs méritants d'être protégés, valorisés, requalifiés, pour des motifs d'ordre culturel ou historique au titre de l'article L 123-1 7° du code de l'urbanisme.

Il s'agit de :

Immeubles (maison Joseph Bédier, Ecole publique, Maison forte Le Cabinet, grange du parc Astic, Château et tour de Mongalix, Lavoir)

Petit patrimoine (puits de la rue sans bout, Pigeonnier, puits des halles, croix, square de la Madone, murs en épis de galets)

Les dispositions résultant des articles L. 430-1 à L. 430-3 et L.442-2 du code de l'urbanisme assurent leur protection en imposant une autorisation préalable du maire à travers l'octroi d'un permis de démolir.

Le règlement du PLU participe aussi à la protection de ces éléments bâtis à protéger par :

Des dispositions particulières concernant l'implantation des constructions qui prescrivent le respect de l'ordre continu lorsque celui-ci existe de manière à garantir le maintien de la qualité de la structuration d'une voie,

Des dispositions particulières concernant la hauteur des constructions qui définissent une hauteur relative dans les séquences en ordre continu pour préserver la lisibilité d'un front de rue,

Des dispositions particulières concernant l'aspect extérieur des constructions incitant au respect de la construction existante :

Respect des proportions, pente de toitures, débords, bandeaux

Interdiction de supprimer les éléments décoratifs (moulures, corniches, bandeau) lors de la modification d'une façade existante

Traitement spécifiques et qualitatifs des édifices, matériels et équipements techniques

Etc.

11.4.3 Prise en compte du patrimoine bâti traditionnel

Au même titre que certains espaces naturels, le PLU du Grand-Serre assure une gestion spécifique et différenciée de certains espaces construits de qualité.

A ce titre deux secteurs peuvent être identifiés comme identitaires du patrimoine architectural local, dont il convient de préserver l'esprit et le bâti traditionnel :

Le secteur du centre bourg, identifié au plan de zonage en UA. Architecture préservée grâce à la présence de deux périmètres de monuments historiques.

Le secteur des hameaux ou groupes d'habitations intitulé UH. Ce secteur délimite les hameaux du Pichat et de Saint Julien.

Centre bourg historique

Règlement

Certaines prescriptions particulières du règlement, notamment en architecture, permettent de préserver le caractère urbain ancien du centre bourg :

Les constructions seront édifiées à l'alignement du domaine public

Les constructions nouvelles seront implantées en ordre continu, d'une limite latérale à une autre.

L'annexe de la construction doit être accolée au volume principal de la construction.

Les constructions destinées à s'insérer dans des séquences urbaines aux façades organisées en ordre continu seront respectivement modifiées ou insérées en respectant une hauteur correspondant sensiblement à la hauteur moyenne du front de rue dans lequel elles sont ou seront situées.

Le respect du caractère de l'environnement, des constructions voisines est impératif, notamment en ce qui concerne les proportions, la pente des toitures et leurs débords, la nature et l'aspect des matériaux utilisés.

S'agissant de la modification des façades existantes, à l'occasion d'un ravalement ou de la réhabilitation d'un immeuble ancien, la suppression des éléments décoratifs (moulures, corniches, encadrements de baies*, bandeaux*, chaînage, etc.) ou d'ouvertures, est proscrite sauf nécessité démontrée. Les percements nouveaux devront s'intégrer à la composition de la façade et être cohérents avec le bâti d'origine.

La teinte des façades devra être en harmonie avec l'ambiance chromatique du secteur. La teinte beige sera la couleur dominante, en maçonnerie enduite ou en galets apparents. Cependant suivant l'ambiance colorimétrique environnant, les façades pourront arborées des teintes plus soutenues (dominante ocre).

La colorimétrie des volets pourra être dans des dominantes bleues ou bleu-vert.

Dans la zone UA, les toitures terrasses et les toits brisés ou Mansart sont interdits.

Sont interdits : chien assis, à croupe, œil de bœuf, etc. châssis ou lucarnes* qui par leur emplacement, leur dimension, ou leur morphologie sont susceptibles de créer un déséquilibre dans la perception de la toiture.

Les murs traditionnels en épis de galets devront autant que possible être préservés et restaurés, sauf nécessité liée à l'aménagement d'un accès, et peuvent être prolongés ; dans ce cas, leur hauteur existante devra être conservée.

Les clôtures à l'alignement des voies publiques devront être obligatoirement constituées d'un mur plein en pierre ou en maçonnerie enduit afin de sauvegarder la spécificité du centre ancien.

Éléments remarquables

La prise en compte du patrimoine bâti passe également par l'identification au plan de zonage des éléments remarquables qui sont, au Grand-Serre, principalement situés dans le centre bourg.

Hameaux du Pichat et de Saint Julien

Des prescriptions particulières du règlement visent à maintenir les caractéristiques paysagères, architecturales et urbaines du hameau :

Dans les secteurs où l'ordre semi continu prédomine, les alignements existants seront poursuivis

Hors RD 51, les constructions respecteront un recul de 5 mètres maximum par rapport à la limite de référence

Si des constructions existantes sont édifiées à l'intérieur de la marge de recul définie dans la zone considérée, des extensions et annexes accolées peuvent être autorisées dans le prolongement de ces dernières pour des motifs esthétiques ou fonctionnels

Une hauteur maximale de 6 mètres à l'égout de toiture, similaire aux constructions originelles

Une réglementation interdisant, sauf nécessité démontrée, la modification des façades et la suppression des éléments décoratifs

Des clôtures à l'alignement des voies publiques qui devront être constituées d'un mur plein en pierre ou en maçonnerie enduit en harmonie avec le caractère de l'environnement afin de sauvegarder la spécificité du hameau

11.5 Politique économique

11.5.1 Dispositions générales incitatives

Le PLU du Grand-Serre prend part à la satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'activités économiques, notamment agricoles, industrielles, commerciales, artisanales et touristiques par :

La définition des objectifs du PADD :

1.1 assurer la pérennité de la zone artisanale existante et l'accueil d'équipements afin de permettre un développement économique, tout en valorisant la qualité paysagère du site

1.2 créer une nouvelle zone d'activités dimensionnée pour accueillir de petites entreprises de type artisanal et industriel (non polluantes)

1.3 favoriser le développement de l'énergie éolienne

1.4 permettre la diversification de l'activité agricole

1.5 développer et diversifier les secteurs d'emploi au sein de la commune

1.6 identifier et valoriser les secteurs touristiques majeurs

1.7 favoriser l'implantation de commerces et de services en centre bourg

La définition, la délimitation et la réglementation particulière de secteurs à vocation économique

La définition de dispositions réglementaires particulières incitatives

La définition, la délimitation et la réglementation particulière des secteurs à vocation spécifique en milieu naturel porteuse de dynamique touristique (activités de loisirs, de villégiature, de détente et de sports) : zone NL

La délimitation d'une nouvelle zone d'activité pour accueillir de l'artisanat (UI et AUI) plus accessible que la zone UI de la Folataire.

Une délimitation de la zone A, plus proche des réalités et des contraintes agricoles de la commune

L'incitation réglementaire au développement, en toutes zones, des commerces, bureaux et services, en mixité ou non avec l'habitat (dans des conditions particulières variables selon le secteur considéré).

11.5.2 Dispositions particulières

Des dispositions plus particulières visent à maintenir et renforcer le dynamisme économique dans le centre bourg :

Les rez-de-chaussée des constructions implantées le long des voies repérés au document graphique comme « linéaires toutes activités » ne peuvent pas changer de destination. Ils doivent être obligatoirement affectés à des commerces, bureaux ou services, activités artisanales ou à des équipements publics ou d'intérêt collectif.

Des dispositions adaptées en matière de stationnement qui ne pénalisent pas trop les possibilités d'implantation de commerces et services de proximité, tout en donnant aux clients de ses services un panel de places suffisamment conséquent pour qu'ils puissent s'y rendre

Un emplacement réservé pour la réalisation d'une aire de stationnement à l'intérieur du centre bourg (EP2)

Des dispositions plus particulières ont été prises pour pérenniser l'activité agricole sur la commune dans le règlement et le zonage :

Délimitation d'une zone Agricole sur 42% du territoire:

Dans laquelle ne sont admises que les constructions, installations et dépendances techniques reconnues indispensables à l'activité agricole

Qui permet d'assurer la pérennité des exploitations recensées en formant des ensembles cohérents autour des exploitations agricoles en activité

Dans laquelle des activités complémentaires de type camping à la ferme, tables et gîtes ruraux sont autorisés sous condition qu'ils ne soient pas l'activité principale mais complémentaire de l'exploitation agricole

Limitation stricte de la reconversion des bâtiments agricoles dont le changement de destination des bâtiments agricoles ne nuit pas à l'exploitation et qui présente un intérêt architectural et patrimonial

Délimitation des zones agricoles en lien avec principe de réciprocité de l'article L. 111-3 du code rural

11.6 Politique des transports et de la circulation

Le PLU du Grand-Serre participe à l'amélioration des conditions de transports à travers :

Les objectifs du PADD :

1.2. Créer une nouvelle zone d'activités : permettre une bonne accessibilité de la zone depuis les axes principaux

1.7. Favoriser l'implantation de commerces et de services en centre bourg

3.1. Maîtriser le mitage des paysages et affirmer des centralités bâties

3.3. Structurer les zones d'extensions en cohérence avec le tissu urbain existant auquel elles se raccrochent

4.5. Valoriser les espaces publics et les espaces verts du centre bourg : favoriser la desserte des espaces publics et des équipements par un réseau de circulations piétonnes

Des dispositions réglementaires visant à encadrer les conditions d'accès et de desserte sur le territoire :

Recherche qualitative et attractive du réseau viaire en cohérence avec tissu existant

Encadrement de la qualité des voies (adaptation au site, à la topographie et à la morphologie du terrain)

Aspect sécuritaire des accès mis en avant

Adaptation des accès et voiries à l'opération projetée

Définition d'une emprise minimum

Respect de la continuité et la cohérence de la trame viaire existante

Des dispositions réglementaires concernant le stationnement visant à assurer une meilleure correspondance entre l'opération et besoins en matière de stationnement.

Des dispositions réglementaires incitatives en matières de stationnement des vélos et cycles.

L'inscription d'emplacements réservés visant à améliorer le fonctionnement spatial à l'échelle d'un quartier ou de la commune par :

La création de nouveaux accès respectant la morphologie du site et la continuité de la trame viaire existante

La sécurisation ou l'élargissement de voies ou carrefours existants

Deux orientations d'aménagement incitent à la réalisation de cheminements piétons avec l'inscription sur le document graphique d'un tracé de principe pour les circulations douces.

LEXIQUE

Les définitions données ci-dessous sont celles éditées par le petit Robert, l'INSEE et le dictionnaire des termes juridiques édités par Dalloz

A

Accès : L'accès est la partie de terrain jouxtant la voie de desserte ouverte à la circulation, qu'elle soit publique ou privée, et permettant d'accéder au terrain de la construction ou de l'opération. En cas de servitude de passage, l'accès est constitué par le débouché de la servitude sur la voie.

Acrotère : Socle placé aux extrémités ou au sommet d'un fronton, souvent surmonté d'une ornementation. Dans l'architecture moderne, muret en maçonnerie situé en périphérie d'une couverture en terrasse.

Actifs ayant un emploi : personnes ayant une profession et qui l'exercent au moment du recensement.

Affermage : Mode de gestion des services publics dans lequel une personne privée (le fermier), physique ou morale, traite à forfait avec la collectivité publique qui reçoit une somme fixée à l'avance, le fermier conservant le surplus des recettes qu'il réalise ou supportant les pertes éventuelles.

Alignement : L'alignement est la limite commune d'un fond privé et du domaine public d'une voie de circulation. Il est soit conservé à l'état actuel, soit déplacé en vertu d'un plan d'alignement approuvé (général ou partiel selon que ce plan concerne la totalité d'une voie ou seulement une section de voie).

Annexe : Construction qui n'est affectée ni à l'habitation, ni à une activité commerciale, industrielle ou professionnelle et dépendant fonctionnellement d'un bâtiment principal.

Autres inactifs : personnes qui ne sont ni en emploi ni au chômage.

chômeurs n'ayant jamais travaillé,
élèves et étudiants,
hommes et femmes au foyer,
personnes en incapacité de travailler

Aveugle : qualifie une baie simulée en parement mais non percée dans la maçonnerie.

C

Catégories socioprofessionnelles : regroupement de huit catégories des professions.

Centralité : combinaison en un lieu donné de :

fonctions politiques et administratives
activités économiques
équipements publics
représentation collective

Elle est conditionnée par une bonne accessibilité et une bonne lisibilité de l'espace.

Chainage d'angle: dispositif de consolidation d'une construction en pierre de taille.

Coefficient d'emprise au sol (C.E.S) : Il exprime le rapport entre l'emprise au sol* de la construction et la superficie du terrain ; il peut donc limiter les possibilités d'utilisation du sol par des constructions.

Coefficient d'occupation des sols (C.O.S) : Ce coefficient représente le rapport exprimant la surface (m2) de plancher hors-œuvre susceptible d'être construite par la surface (m2) du terrain à bâtir. Il fixe la densité maximale de construction par terrain à bâtir. Surface du terrain x COS = surface maximale de plancher à construire

Comble : Partie de l'espace intérieur d'un bâtiment, comprise sous les versants du toit et séparée des parties inférieures par un plancher.

Croupe (toiture) : extrémité d'un toit sans pignon constitué par un versant de toits assurant la liaison entre ceux des deux grands cotés du toit. Ce versant peut-être droit, courbe ou à plusieurs pans.

E

Emploi au lieu de travail : il comprend l'ensemble des personnes qui ont une profession et qui l'exerce sur la commune au moment de l'étude, cet emploi est comptabilisé sur la commune de travail.

Emprise au sol : Elle correspond à la projection verticale des constructions au sol, dont les balcons et les locaux annexes ; les terrasses non couvertes en rez-de-chaussée ne sont pas prise en compte.

Epierrage : opération qui consiste à débarrasser un terrain des pierres qui gênent les cultures.

Etablissement : lieu de travail où une entreprise exerce une activité économique (usine, magasin, bureaux, exploitation agricole) ; c'est l'unité technique de base utilisée pour les relevés statistiques concernant les activités de production.

F

Faitage : Faîte, poutre qui forme l'arête supérieure d'un comble et sur laquelle s'appuie les chevrons. La partie la plus élevée d'un édifice.

H

Habitations légères de loisirs : Les habitations légères de loisirs sont des constructions à usage d'habitation démontables ou transportables, destinées à l'occupation temporaire ou saisonnière et dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de manière permanente.

Hauteur : La hauteur "de façade" mesure la dimension verticale du nu de la façade prise depuis le sol naturel jusqu'à son niveau le plus élevé. Pour les façades surmontées d'une

toiture en pente, la hauteur est prise jusqu'à la gouttière¹ ou sablière². Pour les façades surmontées d'une terrasse, la hauteur est prise jusqu'à l'acrotère³ de la façade. Sont exclus les locaux techniques d'ascenseur, les cheminées et dispositifs de ventilation. La hauteur "plafond" mesure la différence d'altitude entre le sol naturel et le point le plus élevé du bâtiment y compris la toiture, mais non compris les ouvrages techniques de faible emprise tels que souches de cheminée, paratonnerres, appareils d'ascenseurs.

I

Installations classées : Les installations qualifiées de dangereuses, inconfortables ou insalubres sont répertoriées dans une nomenclature (qui fait l'objet de modifications régulières) établie par décret en conseil d'état. La réglementation relative aux installations classées est fixée par la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977. Ces dispositions sont complétées par la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 sur l'élimination des déchets, le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 sur l'eau, ainsi que des directives du Conseil des Communautés Européennes, notamment la directive n° 82/501 du 24 juin 1982 dite « directive Seveso ».

L

Linteau : couvrement d'une baie en bois, pierre ou métal.

Limites séparatives (latérales ou fond de parcelle) : Limites autre que l'alignement* séparant une propriété de la propriété voisine.

Les limites séparatives latérales sont celles qui se recoupent avec l'alignement.

Logement : local séparé et indépendant utilisé pour l'habitation.

Logement collectif : construction qui comprend au moins deux logements.

Logement vacant : logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivant :

proposé à la vente ou à la location

déjà attribué à un acheteur ou à un locataire et en attente d'occupation

en attente de règlement de succession

conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés

gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire

M

Maison individuelle : construction qui ne comprend qu'un logement.

Ménage : ensemble des occupants d'un même logement occupé comme résidence principale quelques soient les liens qui les unissent (lien de parenté ou non). Il peut être composé d'une seule personne.

¹ Demi tuyau en métal, en bois, en terre, recevant les eaux de pluie au bas d'un versant.

² Pièce maîtresse horizontale posée sur l'épaisseur d'un mur, dans le même plan que celui-ci; les sablières de toit, perpendiculaires aux fermes, portent celles-ci de chaque côté.

³ Couronnement placé à la périphérie d'une toiture-terrasse.

Modénature : profil des moulures.

Moulure : ornement continu se développant en longueur, suivant un profil régulier, saillant ou creux.

N

Niveau : Un niveau est le volume compris entre le dessus du plancher bas et le dessus du plancher qui lui est immédiatement supérieur.

Non salarié : indépendants, employeurs et aides familiaux.

P

Pan : chacun des côtés de la couverture d'une construction.

Petit patrimoine : notion la plus souvent associée au patrimoine rural. Dénomination recouvrant l'ensemble de constructions mettant en œuvre des techniques, des matériaux et des savoirs faire aujourd'hui disparus ou désuets. Ces objets urbains ou ruraux, ou détails d'architecture ne méritent pas à proprement parlé d'une protection, mais nécessitent une attention particulière concernant leur préservation, leur mise en valeur et leur entretien, car ils participent le plus souvent à l'esprit d'un lieu.

Pignon : Partie supérieure d'un mur-pignon, parallèle aux fermes constitutives de la charpente. Comme les fermes, le pignon porte généralement les versants.

Plain-pied : espace situé au même niveau qu'un autre.

Population active : actifs ayant un emploi (dite population active occupée), les chômeurs et les militaires du contingent depuis 1990.

Point mort : La notion de point mort correspond au nombre de logements à réaliser dans l'hypothèse d'une stabilité démographique

Profession intermédiaire : professions dont les tâches principales exigent pour leur accomplissement des connaissances techniques et une expérience d'une ou de plusieurs disciplines des sciences physiques et des sciences de la vie, ou des sciences sociales et des humanités. Ces tâches consistent en travaux de caractère technique en rapport avec l'application de concepts, de méthodes et de procédés relevant de ces disciplines et en un enseignement d'un niveau déterminé. Par exemple, sont des professions intermédiaires, les moniteurs et éducateurs sportifs, les assistants techniques, les infirmiers, les sages-femmes, les techniciens commerciaux et représentants...

R

Remblai : action de remblayer, opération de terrassement consistant à rapporter des terres pour faire une levée ou combler une cavité.

Résidence principale : Logement occupé de façon permanente et à titre principale par un ménage. On distingue :

logement ordinaire conçu pour l'habitation d'une famille dans des conditions normales,
logements-foyers pour personnes âgées,

pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers,
fermes,

chambres meublées dans les hôtels ou les garnis qui sont occupées par des personnes qui y vivent la plus grande partie de l'année et qui n'ont pas d'autre résidence

constructions provisoires à usage d'habitation

habitations de fortune et locaux impropres à l'habitation

Résidence secondaire : logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués pour des séjours touristiques sont également classés en résidence secondaire.

Retraité : ancien actif.

Rez-de-chaussée : Un rez-de-chaussée est le premier niveau d'une construction dont la cote altimétrique du plancher bas du volume qu'il délimite est égale ou supérieure, dans une limite de 0,30 mètre, à celle du sol naturel (en cas de terrain en pente, cote prise dans l'emprise de la construction au point le plus proche du niveau d'accès).

RGA : Recensement général agricole

Ripisylve : Formation de végétaux croissant au bord des cours d'eaux, comprenant, dans nos régions, notamment des peupliers blancs, des saules et des aulnes glutineux.

S

Salarié :

apprentis sous contrat,
personnes placées dans une agence d'intérim,
emplois aidés (CES, emplois jeunes),
les stagiaires rémunérés,
les CDD,
les CDI et
les titulaires de la fonction publique.

Serre : colline étroite et allongée

Solde migratoire : différence entre la variation de la population et le solde naturel dans la zone géographique au cours de la période.

Solde naturel : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès dans la zone géographique au cours d'une période.

Surface Hors Œuvre Nette (SHON) : La SHON résulte de la déduction de la SHOB (Surface Hors Œuvre Brute) de 3 types de surfaces : les surfaces non aménageables, celles qui sont affectées au stationnement des véhicules ainsi que les terrasses, loggias et surfaces non closes au rez-de-chaussée. La SHOB est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau, utilisées ou non (combles, toitures-terrasses, ...), mesurées à l'extérieur des murs, quelqu'en soit l'épaisseur.

V

Voie : La voie constitue la desserte du terrain sur lequel est projeté l'opération ; elle peut être de statut privé ou public. Elle doit présenter une largeur minimale de 3,50 mètres.

Une voie privée est une voie de circulation desservant, à partir d'une voie publique, une ou plusieurs propriétés, dont elle fait juridiquement partie.

ANNEXE AU RAPPORT DE PRESENTATION

TRANSUGIL-PROPYLENE

1) CONTEXTE

Les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation d'une canalisation destinée au transport de propylène à partir de l'unité de production de FEYZIN (Rhône) et d'un centre de dépotage installé à SAINT CLAIR DU RHONE (Isère), en vue d'alimenter des usines chimiques situées à SAINT CLAIR DU RHONE (Isère), au PEAGE DE ROUSSILLON (Isère) et au PONT DE CLAI (Isère) et un stockage souterrain situé au GRAND SERRE (Drôme), ont été déclarés d'intérêt général par décret du 26 février 1971.

Les zones auxquelles s'appliquent les servitudes attachées à la construction et à l'exploitation de cet ouvrage ont été définies par le décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 et l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 1971 approuvant les caractéristiques de l'ouvrage, pris en application de la loi 65-498 du 29 juin 1965 modifiée.

Pour connaître le tracé de l'ouvrage, les servitudes qui s'y rattachent, et les éventuelles mesures de protection existantes ou susceptibles d'être mises en place, il est nécessaire de prendre l'attache du transporteur :

SOCIETE TRANSUGIL PROPYLENE
(26530 LE GRAND SERRE - TEL. 04.75.68.84.30)

2) RISQUES

Les caractéristiques techniques de l'ouvrage répondent aux conditions et exigences définies par un règlement de sécurité, garantissant ainsi sa sûreté intrinsèque.

Les conditions opératoires d'exploitation, de surveillance et de maintenance mises en œuvre par le transporteur visent à prévenir les risques inhérents à un tel ouvrage et le développement d'une communication appropriée auprès des riverains est de nature à les réduire.

Le retour d'expérience de l'exploitation et les accidents survenus sur des canalisations de transport montrent cependant qu'un tel ouvrage peut présenter des dangers pour le voisinage. Les deux scénarios envisagés, pour la partie de l'ouvrage actuellement en exploitation, entre Feyzin et Le Grand Serre, sont :

- perte de confinement de la canalisation au travers d'une fissure ou d'une corrosion sur un tube. Ce scénario constitue la référence lorsque la canalisation est protégée (c'est-à-dire lorsqu'il existe une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure ou toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu). En effet, au-delà des obligations réglementaires rappelées précédemment, et dans le but de réduire les risques présentés par la canalisation, il est possible de mettre en œuvre une telle protection si elle n'existe pas. L'événement redouté conduit alors à :

- des effets irréversibles limités à une zone de 60 m de part et d'autre de la canalisation,
- des premiers effets létaux limités à une zone de 30 m de part et d'autre de la canalisation,
- des effets létaux significatifs limités à une zone de 25 m de part et d'autre de la canalisation.

Le coût de cette protection est généralement modéré quand il est ramené à celui d'un projet d'aménagement ou de construction ne nécessitant pas le changement des tubes constitutifs de la canalisation.

- perte de confinement de la canalisation avec rupture franche suite à une agression externe. Ce scénario, le plus redoutable, est le scénario de référence lorsque la canalisation n'est pas protégée. Ses conséquences s'étendraient jusqu'à :

- 350 m de part et d'autre de la canalisation pour les effets irréversibles,
- 150 m de part et d'autre de la canalisation pour les premiers effets létaux,
- 120 m de part et d'autre de la canalisation pour les effets létaux significatifs.

Ces deux scénarios s'appuient sur le fait que la rupture d'une telle conduite peut provoquer des effets destructeurs dans le cas de l'explosion d'un nuage gazeux dérivant, et des brûlures graves dans le cas d'une fuite enflammée. Les distances évoquées ci-dessus résultent d'une note de modélisation réalisée en décembre 2006 par le transporteur sur la base des seuils définis dans la circulaire du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses. Elles sont susceptibles d'ajustement dans le cadre de la réalisation de la prochaine étude de sécurité, notamment au niveau des points singuliers localisés tels que les tronçons et installations aériens, les zones assujetties à mouvement de terrain, ...

3) DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DE L'URBANISATION

Le risque correspondant aux événements évoqués précédemment, représenté par le couple probabilité / conséquences, est a priori particulièrement faible.

Cependant, le risque nul n'existant pas, il apparaît nécessaire d'inciter les maires à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones de dangers pour la vie humaine, de façon proportionnée à chacun des trois niveaux de dangers (significatifs, graves et très graves). À cet effet, ils détermineront, sous leur responsabilité, les secteurs appropriés dans lesquels sont justifiées des restrictions de construction ou d'installation, comme le prévoit l'article R. 123-11b du code de l'urbanisme.

En particulier, si les maires envisagent de permettre réglementairement la réalisation de projets dans les zones de dangers pour la vie humaine, ils devront prendre a minima les dispositions suivantes :

- dans la zone des dangers significatifs pour la vie humaine correspondant aux effets irréversibles (350 m de part et d'autre de la canalisation) : informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible, afin qu'il puisse analyser l'éventuel impact de ces projets sur sa canalisation,
- dans la zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux (150 m de part et d'autre de la canalisation) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie,
- dans la zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs (120 m de part et d'autre de la canalisation) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

La mise en place d'une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure, ou de toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu, permet de réduire :

- la zone des dangers significatifs pour la vie humaine correspondant aux effets irréversibles, à 60 m de part et d'autre de la canalisation,
- la zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux, à 30 m de part et d'autre de la canalisation,
- la zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs, à 25 m de part et d'autre de la canalisation.

La partie de l'ouvrage située entre le stockage souterrain du Grand Serre et Pont de Claix, sous azote depuis quelques années, maintenue en état en vue d'une éventuelle réutilisation pour un autre usage, ne fait pas l'objet de recommandations pour la maîtrise de l'urbanisation. Néanmoins les servitudes liées à cet ouvrage demeurent, ainsi que la réglementation associée aux travaux à proximité d'ouvrages souterrains (décret n°91/1147 du 14 octobre 1991) ; le transporteur devra donc être informé de tout projet à moins de 100 m de son ouvrage.

CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL

1) CONTEXTE

La réalisation des ouvrages de transport de gaz naturel par canalisation relève d'un règlement d'administration publique contenu dans le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations.

Par ailleurs ces mêmes ouvrages ont fait l'objet bien souvent d'une déclaration d'utilité publique.

Pour connaître le tracé des ouvrages, les servitudes qui s'y rattachent et les éventuelles mesures de protection existantes ou susceptibles d'être mises en place, il est nécessaire de prendre l'attache du transporteur :

Départements de l'Ain, l'Arèche, la Drôme, l'Isère, le Rhône, la Savoie et la Haute-Savoie	Département de la Loire
GRTgaz Région Rhône-Méditerranée Agence Rhône-Alpes 36 bd de Schweighouse - 69530 BRIGNAIS Tél. 04.72.31.36.00	GRTgaz Région Rhône-Méditerranée Agence Auvergne 19 allée Mesdames - 03200 VICHY Tél. 04.70.30.90.00

2) RISQUES

Les caractéristiques techniques des ouvrages répondent aux conditions et exigences définies par un règlement de sécurité, garantissant ainsi leur sûreté intrinsèque.

Les conditions opératoires d'exploitation, de surveillance et de maintenance mises en œuvre par le transporteur visent à prévenir les risques inhérents à de tels ouvrages et le développement d'une communication appropriée auprès des riverains est de nature à les réduire.

Le retour d'expérience de l'exploitation et les accidents survenus sur des canalisations de transport de gaz naturel montrent cependant que de telles canalisations peuvent présenter des dangers pour le voisinage. Les deux scénarios envisagés sont :

- perte de confinement de la canalisation au travers d'une fissure ou d'une corrosion sur un tube (cas des canalisations en acier). Ce scénario constitue la référence lorsque la canalisation est protégée (c'est-à-dire lorsqu'il existe une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure ou toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu). En effet, au-delà des obligations réglementaires rappelées précédemment, et dans le but de réduire les risques présentés par la canalisation, il est possible de mettre en œuvre une telle disposition compensatoire si elle n'existe pas. L'événement redouté conduit alors à des zones de dangers limitées à 5 m de part et d'autre de la canalisation. Le coût de cette disposition est généralement modéré quand il est ramené à celui d'un projet d'aménagement ou de construction ne nécessitant pas le changement des tubes constitutifs de la canalisation ;
- perte de confinement de la canalisation avec rupture franche suite à une agression externe. Ce scénario, le plus redoutable, est le scénario de référence lorsque la canalisation n'est pas protégée. Ses conséquences s'étendraient jusqu'à plusieurs dizaines de mètres de part et d'autre de la canalisation pour les effets irréversibles ainsi que pour les premiers effets létaux, et les effets létaux significatifs. Les distances à considérer sont reprises dans les colonnes IRE, PEL et ELS des tableaux ci-après.

Ces deux scénarios s'appuient sur le fait que la rupture d'une telle conduite peut aboutir à l'inflammation du panache de gaz. Les distances évoquées ci-dessus résultent de la note de modélisation réalisée par GRTgaz sur la base des seuils définis dans la circulaire du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses. Elles sont susceptibles d'ajustement dans le cadre de la révision en cours des études de sécurité, notamment au niveau des points singuliers tels que les tronçons et installations aériens, ...

3) DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DE L'URBANISATION

Le risque correspondant aux événements évoqués précédemment, représenté par le couple probabilité / conséquences, est a priori particulièrement faible.

Cependant, le risque nul n'existant pas, il apparaît nécessaire d'inciter les maires à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones de dangers pour la vie humaine, de façon proportionnée à chacun des trois niveaux de dangers (significatifs, graves et très graves). A cet effet, ils détermineront, sous leur responsabilité, les secteurs appropriés dans lesquels sont justifiées des restrictions de construction ou d'installation, comme le prévoit l'article R. 123-11b du code de l'urbanisme.

En particulier, si les maires envisagent de permettre réglementairement la réalisation de projets dans les zones de dangers pour la vie humaine, ils devront prendre a minima les dispositions suivantes :

- dans la zone des dangers significatifs pour la vie humaine correspondant aux effets irréversibles (cf. colonne IRE des tableaux ci-après) : informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible, afin qu'il puisse analyser l'éventuel impact de ces projets sur sa canalisation ;
- dans la zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux (cf. colonne PEL des tableaux ci-après) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie ;
- dans la zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs (cf. colonne ELS des tableaux ci-après) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

Les deux tableaux ci-après définissent en fonction du diamètre et de la pression maximale de service de la canalisation (PMS) :

- » la zone correspondant aux effets irréversibles (IRE),
- » la zone correspondant aux premiers effets létaux (PEL),
- » la zone correspondant aux effets létaux significatifs (ELS)

La mise en place d'une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure, ou de toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu, permet de réduire l'ensemble des trois zones précitées à 5 m de part et d'autre de la canalisation, lorsque la population susceptible d'être exposée en cas de fuite a la possibilité d'évacuer le secteur sans difficultés.

DISTANCE EN METRES A PRENDRE EN COMPTE DE PART ET D'AUTRE DE L'AXE DE LA CANALISATION

Canalisations en acier

Voir tableau en annexe

Canalisations en polyéthylène

D de la canalisation DN en mm	PMS en bar			4			6			9,3		
	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS
160	8	6	5	15	8	5	15	8	5	15	8	5

IRE Distance correspondant aux effets irréversibles, de part et d'autre de l'axe de la canalisation (dose de 600 $[W/m^2]^{1/2}$ s)

PEL Distance correspondant aux premiers effets létaux, de part et d'autre de l'axe de la canalisation (dose de 1000 $[W/m^2]^{1/2}$ s)

ELS Distance correspondant aux effets létaux significatifs, de part et d'autre de l'axe de la canalisation (dose de 1800 $[W/m^2]^{1/2}$ s)

*) Note : Cette consultation ne dispense pas des obligations découlant de l'application du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif aux travaux à proximité de certains ouvrages enterrés.

Canalisations en acier

DN	4			6			10			15			20			25			30			33			40			47,5			48,5			54			67,7			80		
	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS	IRE	PEL	ELS						
DN 50																																										
DN 60																																										
DN 70																																										
DN 80					10	5	5		10	5	5									10	5	5																				
DN 100																																										
DN 125																																										
DN 150	10	10	5																																							
DN 200																																										
DN 250																																										
DN 300																																										
DN 350																																										
DN 400																																										
DN 450																																										
DN 500																																										
DN 600																																										
DN 650																																										
DN 700																																										
DN 750																																										
DN 800																																										
DN 900																																										
DN 1000																																										
DN 1100																																										
DN 1200																																										

IRE Distance, en mètres, correspondant aux effets insensibles, de part et d'autre de l'axe de la canalisation (dose de 600 $[kN/m^2]^{0,5}$)
 PEL Distance, en mètres, correspondant aux premiers effets létaux, de part et d'autre de l'axe de la canalisation (dose de 1000 $[kN/m^2]^{0,5}$)
 ELS Distance, en mètres, correspondant aux effets létaux significatifs, de part et d'autre de l'axe de la canalisation (dose de 1800 $[kN/m^2]^{0,5}$)

Note:

- Pour les canalisations ayant un diamètre nominal (DN) n'excédant pas 150 mm, les distances indiquées sont valables lorsque la population susceptible d'être exposée à la possibilité d'être évacuée rapidement. Dans le cas contraire, une étude spécifique sera demandée à GRT gaz pour déterminer avec précision les zones de dangers applicables.
- La vitesse du vent retenue est de 2,5 m/s. Dans les départements de l'Arctique et de la Crème, les distances indiquées seront majorées de 5 m pour tenir compte d'une vitesse de vent supérieure.

DCT-ES-06-016-01-01
 03.12.2009